



## Italie : le retour du terrorisme des Brigades rouges

L'ASSASSINAT de Massimo D'Antona, proche collaborateur d'Antonio Bassolino, le ministre du travail et maire de Naples, jeudi 20 mai à Rome, a été revendiqué par les Brigades rouges. Antonio Bassolino a été tué, en pleine rue, par deux inconnus. Le gouvernement a déclaré que le meurtre était « d'origine terroriste » et les Brigades rouges l'ont revendiqué dans un document de 28 pages. Le texte, qui fait référence à la guerre dans les Balkans et qui prend la défense de la Serbie contre « l'impérialisme » américain, condamne l'abandon des politiques de gauche par les partis au gouvernement. L'assassinat fait réapparaître le spectre des années 70, les « années de plomb », pendant lesquelles le terrorisme d'extrême droite et d'extrême gauche a fait 400 morts.

Lire pages 4 et 38

## Affaire Erignac : offensive policière en Corse

- La police interpelle sept personnes dans l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac
- Alain Ferrandi, militant nationaliste, et trois de ses proches placés en garde à vue
- Le préfet Bernard Bonnet entendu, vendredi, par les juges, sur les incendies de paillotes

SEPT PERSONNES, quatre nationalistes et les compagnes de trois d'entre eux, ont été interpellées, vendredi 21 mai à l'aube, dans la région d'Ajaccio (Corse-du-Sud) par les policiers chargés de l'enquête sur l'assassinat, le 6 février 1998, du préfet Claude Erignac. Parmi les personnes placées en garde à vue figurent Alain Ferrandi et trois de ses proches, décrits par des sources proches de l'enquête comme appartenant à la mouvance de Jean Castella, militant nationaliste mis en examen et écroué le 22 novembre 1998 pour un attentat commis contre un bâtiment du rectorat de Paris en 1993. Les proches d'Alain Ferrandi, dont les identités n'étaient pas connues vendredi matin, apparaîtraient pour la première fois dans le cadre de l'enquête sur la mort de Claude Erignac. Ces interpellations interviennent au lendemain de la mise en examen, jeudi, pour « complicité d'assassinat », de Mathieu Filidori par le juge d'instruction antiterroriste Jean-Louis Bru-



guière, du tribunal de grande instance de Paris.

Dans l'affaire des paillotes incendiées près d'Ajaccio, Bernard Bonnet, ancien préfet de Corse incarcéré à la prison de la Santé, devait être entendu, vendredi 21 mai à Paris, par les juges d'instruction d'Ajaccio chargés du dossier. Interrogé la veille par les juges, son ancien directeur de cabinet, Gérard Pardini, a clairement désigné le préfet Bonnet comme le principal donneur d'ordres dans cette affaire criminelle. « L'idée a germé dans l'esprit du préfet fin janvier 1999 », a expliqué M. Pardini. Selon lui, M. Bonnet aurait craint « un infléchissement du soutien de l'opinion publique, des médias et notamment des médias nationaux » à son action de rétablissement de l'Etat de droit en Corse. Ce contexte explique le projet de destruction des paillotes, a ajouté l'ancien directeur de cabinet.

Lire page 10 et la chronique de Pierre Georges page 40

## L'affaire du sang

■ Trente personnes sont renvoyées devant la cour d'assises

■ La qualification d'empoisonnement est requise contre le docteur Garretta

■ La Cour de justice de la République instruit une plainte contre Claude Evin, ancien ministre des affaires sociales

Lire pages 8 et 9, le portrait de Claude Evin page 14 et notre éditorial page 17

## « Lapin » russe pour chef de gouvernement espagnol

MADRID de notre correspondant

La Russie porte parfois malchance aux hommes entreprenants. Après Napoléon, José Maria Aznar vient d'y rencontrer sa « Berezina ». Cette fois, l'entreprise était pacifique : il ne s'agissait pour le président du gouvernement espagnol, en visite à Moscou au début de la semaine, que d'apporter une pierre de plus à l'édifice de la diplomatie occidentale pour trouver une sortie à la crise du Kosovo. Il suffisait à M. Aznar, pour se ménager une petite victoire personnelle, d'arracher une poignée de main à Boris Eltsine, un baiser à la russe, voire un *abrazo* castillan, devant les caméras de télévision venues d'Espagne, et ravies, à quelques semaines d'élections européennes où le dirigeant espagnol joue les « parrains » des mouvements populaires européens, de saisir toute la dimension internationale de l'événement.

Il n'en a rien été, et M. Aznar a dû se contenter d'une conversation au téléphone avec un dirigeant russe qui avait gardé la chambre, en raison, diront les Espagnols, d'une « forte bronchite ». Point d'embrassades diplomatiques au

journal télévisé du soir, à Madrid, seulement les images insolites du couple présidentiel, sourie figé, vêtu de blouses hygiéniques blanches avec chapeaux assortis, visitant une usine alimentaire. Il n'en fallait pas plus pour que la presse satirique espagnole se déchaîne et que l'entourage de M. Aznar tente de sauver la mise : « La santé de M. Eltsine nous préoccupe gravement », déclarait un diplomate de haut rang, d'autres laissant entendre, en privé, que le « cerveau du dirigeant russe n'était peut-être pas irrigué en permanence », ou alors « qu'il avait trop fêté préventivement » l'arrivée de son visiteur. Quant au dialogue téléphonique, c'était officiellement « un échange constructif, de bonnes volontés communes pour aller de l'avant ».

L'ennui, c'est que le lendemain même de sa « forte bronchite », M. Eltsine retournait tranquillement au bureau. Plus moyen de biaiser : José Maria Aznar lui-même, en pleine retraite de Russie, a donné, beau joueur, quelques explications. D'abord, dit-il, pragmatique, il n'est pas le seul dirigeant étranger à qui ce « lapin » russe a été posé. Ensuite, selon José Maria Aznar, « il faut s'attendre à ce genre d'émotions quand on va vers

ce pays (...) et ne pas y attacher autrement d'importance. Dans l'ensemble, je suis satisfait. » Quant au « fond » de la conversation, il semblerait que Boris Eltsine ait, en dépit de ses difficultés respiratoires, fait la grosse voix, demandant à M. Aznar « s'il était venu présenter des excuses pour les attaques de l'OTAN ? ». Réponse de celui-ci : « Je n'ai pas à demander pardon au nom de l'OTAN, de l'Espagne ou de qui que ce soit, pour des actions justifiées et dont nous sommes solidaires. » Le pire devait venir plus tard, lorsque le président de la Douma, Guennadi Seleznev, déclara qu'il fallait « juger le secrétaire de l'OTAN, l'Espagnol Javier Solana, pour l'agression contre la Yougoslavie ». Force fut à M. Aznar de défendre bec et ongles celui qui passe pour un des possibles concurrents socialistes à sa succession au gouvernement.

Le retour à Madrid ne devait pas être plus plaisant : l'opposition socialiste s'est emparée de « l'incident », dénonçant « le peu de poids international de l'Espagne actuelle (...), la "gifle" infligée au président du gouvernement. »

Marie-Claude Decamps



DEREK HUDSON

## Cannes pour tous

Avec L'Été de Kikujiro du japonais Takeshi Kitano, Les Noces de Dieu du Portugais Joao Cesar Monteiro et Summer of Sam de l'Américain Spike Lee, il y en a pour tous les goûts. p. 29 à 31

## Nouvelle fusillade aux Etats-Unis

Un mois après le massacre de Littleton, un adolescent a blessé par balles six de ses camarades, jeudi, dans un lycée près d'Atlanta. p. 4

## Cadres à 35 heures

Les cadres veulent bénéficier de la réduction du temps de travail, au même titre que les autres salariés. p. 18 et 19

## Un CD, 150 titres

La compression du son permet d'enregistrer sur un seul disque compact 12 heures de musique. p. 25

## Week-end taumachique

Plusieurs ferias sont organisées ce week-end. A Nîmes, Vic-Fezensac, Arles, c'est l'événement de l'année, et le plus rentable. p. 12

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 522 - 7,50 F



Croire en son temps et un jour le devancer.

Collection "ROMA" à partir de 14 300 FF.

**Van Cleef & Arpels**

PARIS 22, PLACE VENDÔME • Tél. 01 53 45 45 45

CANNES, MONTE-CARLO, GENEVE, LONDRES, NEW YORK, PALM BEACH, BEVERLY HILLS, HONOLULU, MOSCOU, KOWEÏT, SEOUL, PUSAN, TOKYO, OSAKA, HONG-KONG.

## Boris Eltsine, une victoire pour quoi faire ?

EN UNE SEMAINE, du 13 au 19 mai, Boris Eltsine a remporté un pari qu'aucun autre responsable russe n'aurait probablement osé soutenir. Entre la guerre du Kosovo, une rencontre avec Jacques Chirac et un séjour à l'hôpital, le président a bouleversé la donne politique en éliminant tous ceux qu'il estime mauvais joueurs, et ils sont nombreux. Le bilan est là : une Douma assommée ; un Parti communiste défait ; un rival - Evgueni Primakov - écarté, qui va désormais « se consacrer à ses études scientifiques » ; un fidèle de toujours installé à la tête du gouvernement ; et des oligarques, dont le premier d'entre eux, Boris Berezovski, comme réhabilités.

M. Eltsine, malgré une impopularité exceptionnelle et un état de santé effarant, a ainsi démontré la force de ses pouvoirs. Il lui a suffi pour cela de brandir la menace d'une crise politique majeure, celle que provoquerait une dissolution de la Douma et des élections anticipées avec un éventuel changement de la loi électorale. Il a aussi « activé » certains de ses conseillers, chargés de mener d'obscures tractations avec quelques-uns des députés habitués à vendre leur vote.

« Boris Nikolaïevitch est une

bombe nucléaire qui peut exploser à tout moment », a résumé Vladimir Ryjkov, président du groupe parlementaire Notre Maison la Russie (NDR). Le souvenir de la crise de 1993, qui s'était achevée par le bombardement du Parlement, a pesé lourd dans la décision des députés de se plier aux exigences d'un président considéré désormais comme « incontrôlable donc dangereux » par la plupart de ceux qui l'avaient soutenu en 1996.

A six mois des élections législatives prévues pour décembre, fallait-il précipiter la crise en votant l'impeachment ou en refusant l'investiture du premier ministre Sergueï Stepachine ? Une partie de la classe politique, incompétente ou corrompue, n'y avait aucun intérêt. L'autre partie a préféré désamorcer la « bombe Eltsine » en acceptant ses conditions. Pour ceux-là, membres de NDR, de la formation libérale Iabloko, représentants des régions, voire du Parti communiste, l'essentiel est de préserver un calendrier électoral qui oblige le président à se retirer dans quatorze mois.

François Bonnet

Lire la suite page 17

## Le « vieux lion » des tatamis



STÉPHANE TRAINEAU

A TRENTE-DEUX ANS, Stéphane Traineau, doyen de l'équipe de France de judo, a atteint, jeudi 20 mai à Bratislava (Slovaquie), les demi-finales des championnats d'Europe. L'expérience de ce champion - un titre mondial, une médaille olympique, trois couronnes européennes - pèse lourd dans une équipe où les personnalités ne manquent pourtant pas.

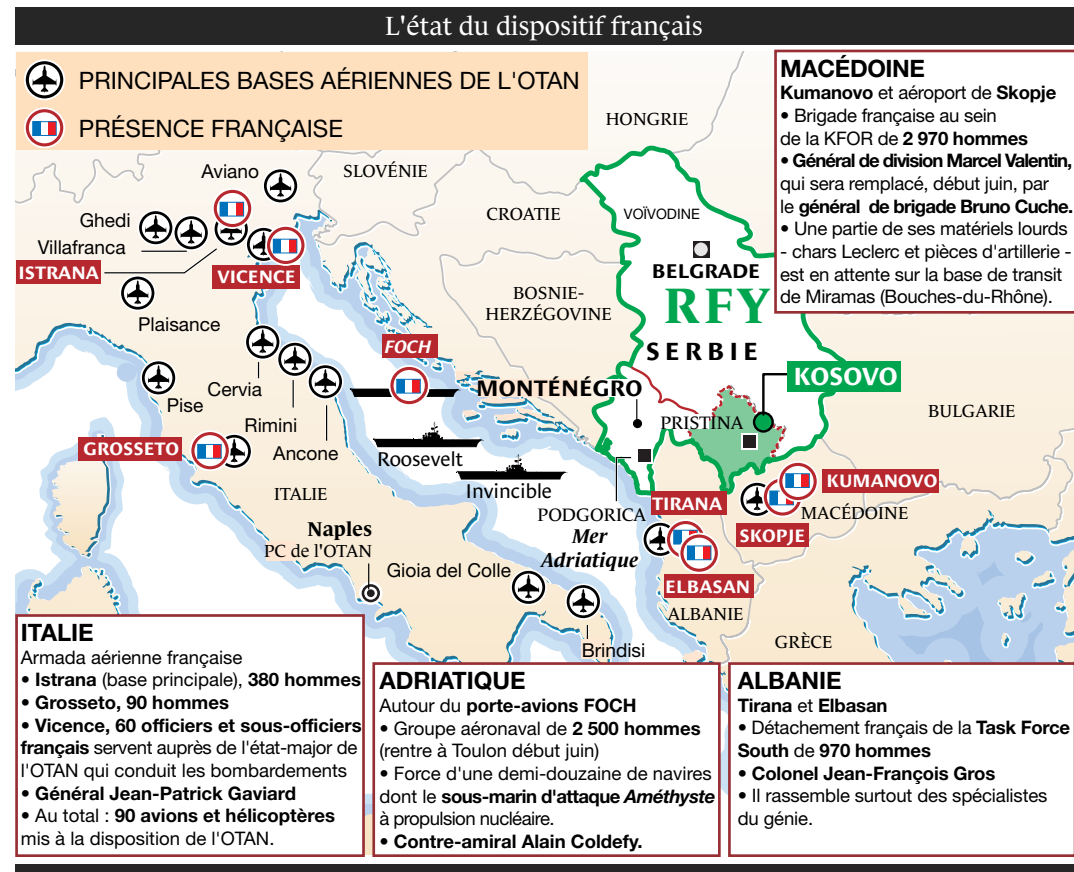
Lire page 26

International	2	Aujourd'hui	25
France	6	Météorologie, jeux	28
Société	8	Culture	29
Régions	12	Guide culturel	32
Horizons	14	Carnet	37
Entreprises	18	Kiosque	38
Communication	21	Abonnements	38
Tableau de bord	22	Radio-Télévision	39









## Les diplomates s'attachent à résoudre les dernières divergences avec Moscou sur un plan de paix

**LES POURPARLERS** entre Russes et Occidentaux sur le plan de règlement de la crise du Kosovo devaient se poursuivre, vendredi 21 mai, entre diplomates des pays membres du G 8. Au cours de la nuit précédente, dans une datcha des environs de Moscou, Viktor Tchermomyrdine, le représentant spécial de Boris Eltsine, a eu six heures d'entretien avec le secrétaire d'Etat adjoint américain, Strobe Talbott, et le président finlandais Martti Ahtisaari ; ils ont prévu de se revoir mercredi. Dès qu'il fera l'objet d'un accord entre Russes et alliés, le plan devrait servir de trame à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

A Belgrade où M. Tchermomyrdine a prévu de retourner en début de semaine prochaine, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré, jeudi, que cette nouvelle mission devrait aider à « créer des conditions pour un dialogue direct entre les Nations unies et la Yougoslavie et pour

l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité ». « Nous parlons désormais en termes de jours », a ajouté ce porte-parole, Nebojsa Vujovic.

Cet optimisme sur la possibilité d'aboutir rapidement, exprimé aussi par certains dirigeants occidentaux, n'est pas partagé par tous. Le ministre français des affaires étrangères, notamment, a fait remarquer, jeudi, que l'OTAN et la Russie ne sont pas encore parvenues à un accord. Les principales divergences subsistant avec Moscou portent sur la structure de la force d'interposition qui devra être déployée au Kosovo et sur la chronologie qui doit conduire à la mise en œuvre du plan de paix.

Sur la force, les Russes n'admettent toujours pas le principe d'un commandement « unique et efficace » auquel tiennent les Occidentaux et prônent un découpage du Kosovo en zones dont chacune disposerait de son propre commandement. Par ailleurs les Russes font de

la suspension des frappes et de l'acceptation du plan par Belgrade un préalable au vote d'une résolution à l'ONU. Les Occidentaux, jusqu'à présent, exigeaient que Slobodan Milosevic accepte toutes leurs conditions avant d'arrêter les frappes. Le président du Conseil italien, Massimo D'Alema, s'est prononcé, jeudi à Bruxelles, pour « une pause dans les bombardements » dès la mise au point d'un accord entre Russes et Occidentaux, afin de « vérifier » si Belgrade est prêt à accepter cet accord ; dans le cas contraire, « l'action militaire devrait reprendre ». Les autres responsables occidentaux sont restés plus prudents. Gerhard Schröder avait, la veille, parlé d'une « simultanéité » entre le vote d'une résolution et une suspension des bombardements. Les propositions italiennes « ne sont pas en contradiction avec ce sur quoi nous travaillons », a déclaré jeudi le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana.

### VU A LA TÉLÉVISION SERBE

## Punir « les poulains de l'OTAN »

**PAR LE BIAIS** de divers communiqués, la campagne de dénigrement s'est intensifiée à l'égard de tous les responsables politiques susceptibles de réunir autour d'eux les mécontents en Yougoslavie. Le Parti radical (ultranationaliste) a constaté la « correction » des médias nationaux, mais il a aussi fustigé « les médias contrôlés par les forces politiques qui prônent ouvertement l'instauration d'un protectorat international sur la Serbie, voyant dans la victoire américaine leur seule chance de s'emparer du pouvoir ». Le Comité républicain des officiers de réserve s'en est pris, de son côté, à Vuk Obradovic, ex-général de la JNA et président du Parti social-démocrate, en le traitant « d'individu isolé prêt à capituler » afin de satisfaire « des ambitions politiques maladroites ».

Le comité local des anciens combattants de Pristina a condamné en groupe « les poulains de la diplomatie de l'OTAN », Milo Djukanovic, Vesna Pestic et Zoran Djindjic, « qui, dans toute l'Europe, crachent sur leur pays et leur peuple ». Ce comité a rappelé que, « dans notre Constitution, il existe une disposition stipulant que la trahison est considérée comme le plus grand crime, qui [doit être] puni par une sanction adéquate ». Il a exigé « des organes compétents [qu'ils prennent] de toute urgence des mesures légales pour que ces trois-là reçoivent la sanction méritée ».

Belgrade poursuit, d'autre part, ses critiques contre Milo Djukanovic, président du Monténégro qui s'oppose à la politique de Slobodan Milosevic. « La tentative de Djukanovic de faire revivre le diktat de Rambouillet est, en fait, une tentative des agresseurs, par son intermédiaire et ses acolytes, Zoran Djindjic et Vesna Pestic, d'occuper le Kosovo et, au-delà du Kosovo, la Yougoslavie ». Mais on lui reproche aussi curieusement d'accepter « les conclusions du G 8 », alors que Belgrade vient de les déclarer « acceptables ». « Les citoyens ont compris qu'il [Djukanovic] accepterait un protectorat de l'Inde ou du Pakistan sur le Monténégro, s'ils le maintenaient au pouvoir et lui promettaient de payer, comme il le dit lui-même, les policiers et les retraités ».

Enfin, le journal télévisé a exceptionnellement donné des chiffres de pertes. Il ne s'agit pas de pertes militaires mais de pertes d'emplois : 70 000 ouvriers ont perdu leur travail du fait de la destruction de leur entreprise. La télévision a immédiatement signalé que le gouvernement avait déjà retenu 400 des 5 000 projets de création d'entreprises devant assurer de nouveaux emplois. Parallèlement aux qualifications requises, a-t-il été souligné, la fidélité sera assurément un critère de sélection....

Hector Forest

## Nouveaux bombardements sur Belgrade

**LA RÉGION** de Belgrade a été à nouveau bombardée, dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 mai, tandis que le président finlandais, émissaire des Occidentaux, et les responsables américains et russe poursuivaient leurs discussions à Moscou. Un civil a été tué et plusieurs autres ont été blessés lors d'un raid, jeudi, de l'aviation de l'OTAN contre Sombor (200 kilomètres au nord-ouest de Belgrade), a rapporté vendredi l'agence Tanjug. Trois explosions avaient été entendues dans la soirée de jeudi à Belgrade.

● **Les raids sur la capitale serbe** ont provoqué des dégâts sur l'ambassade de Suède, qui a eu des fenêtres et la porte d'entrée soufflées par des bombardements dans la nuit de mercredi à jeudi, mais personne n'a été blessé parmi le personnel. Selon l'ambassadeur de Suède, un « cantonnement militaire » proche de l'ambassade était visé. L'ambassade de Norvège et les

résidences des ambassadeurs d'Espagne et de Suisse ont également été légèrement touchées.

● **L'Alliance a reconnu, jeudi, une erreur de guidage** d'une bombe lors de raids sur Belgrade, admettant implicitement avoir pu toucher un hôpital. Cette « erreur », qui a fait quatre morts, est la neuvième reconnue par l'OTAN depuis le début des bombardements, le 24 mars.

● **Le Sénat américain a voté, jeudi**, un fonds d'urgence de près de 15 milliards de dollars (14 milliards d'euros) pour financer notamment l'effort de guerre au Kosovo. La Chambre des représentants avait approuvé, mardi, ce fonds d'urgence.

● **Le chef modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova**, a redit jeudi son opposition à un « cessez-le-feu unilatéral » de l'OTAN, qualifiant les affirmations de Belgrade, selon lesquelles les réfugiés sont libres de rentrer, de « pure pro-

pagande ». Belgrade, de son côté, a qualifié de « propagande occidentale » l'annonce faite mercredi, par l'Alliance, de désertions massives dans l'armée yougoslave.

● **Le président du Monténégro, Milo Djukanovic**, a prédit une « fin lamentable » au régime du président Milosevic, dans une déclaration publiée, jeudi, par l'agence monténégrine Montena-fax. Le moment où les Serbes vont abandonner le président Milosevic est proche, a estimé, de son côté, l'ancien rapporteur de l'ONU pour les droits de l'homme en ex-Yougoslavie, Tadeusz Mazowiecki.

● **Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)** a rendu public, jeudi à Genève, son plan de retour au Kosovo d'environ 1,5 million de réfugiés et de personnes déplacées en raison du conflit. Le HCR évalue à environ 600 000 personnes le nombre de déplacés à l'intérieur du Kosovo et à plus de 900 000 le chiffre de ceux ayant trouvé refuge à l'étranger.

# L'armée serbe n'est pas assez affaiblie pour une intervention alliée au sol

Deux généraux américains déplorent les limites fixées à l'action de l'OTAN

L'ARME aérienne peut-elle, à elle seule, faire plier un dictateur ? Et, surtout, endommager-elle suffisamment ses armées pour que, prenant conscience de la décomposition de l'outil militaire qui fonde son régime, il en vienne à adopter un comportement plus souple au point d'accepter, chez lui, une force multinationale de sécurité ? La situation dans les Balkans incite à en douter. Il s'avère que le potentiel des armées serbes n'est pas assez entamé pour entreprendre le déploiement d'une mission au sol.

Huit semaines après le début des bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie, la circonspection est de mise dans les états-majors qui présentent les frappes aériennes comme la solution à la crise ouverte par l'échec des négociations de Rambouillet. De fait, avec l'opération « Force alliée », l'OTAN a mené et continue de conduire deux actions distinctes, qui se chevauchent sans s'ignorer : le démantèlement du soubassement économique du pays et la destruction de ses forces de répression. Elle a commencé avec une armada de 400 avions et en mobilise, aujourd'hui, plus de mille.

### INTERROGATIONS

Sur le niveau de « casse » de l'appareil économique, qui est très réel, et sur ce qui s'ensuit, à savoir l'endurance de la population face au chaos quotidien, les deux camps se montrent discrets. C'est qu'il en va de l'enjeu de la bataille. Belgrade préfère évoquer les innocents tués à cause des méprises de l'OTAN. Les chefs militaires alliés, quant à eux, demandent qu'on accorde du temps au temps, au motif qu'il est contradictoire de fixer des objectifs ambitieux à une guerre et de vouloir aussi lui imposer des limites – qu'ils jugent contraignantes – dans l'emploi de la force.

Sur le terrain, en revanche, les communiqués de l'Alliance se font de plus en plus déserts, même si le mauvais temps, des erreurs de tir et des choix de cibles malheureux obligent l'OTAN à ralentir son processus d'érosion des forces serbes. Si Belgrade tarde à reconnaître ses pertes militaires, les alliés disent avoir réussi à paralyser les armées stationnées au Kosovo, sans pouvoir cependant prétendre interdire aux forces spéciales, à la milice et à la police serbes de poursuivre leur répression.

Malgré ces affirmations, les interrogations subsistent. L'option qui voudrait qu'on ait atteint un affaiblissement suffisant de la capacité de résistance des forces serbes, pour permettre à des troupes alliées et autres d'entrer au Kosovo, reste encore virtuelle. Le ministre français de la défense, Alain Richard, s'en est lui-même fait l'écho, mardi 18 mai, face à des députés de la commission de la défense. En substance, il leur a expliqué qu'il convenait de se montrer prudent. « Rien aujourd'hui, leur a-t-il confié, ne permet en effet de penser que les unités serbes seront suffisamment affaiblies dans deux à trois mois au Kosovo pour que les forces alliées puissent y entrer sans rencontrer de résistance significative. »

à encaisser durablement les coups. L'armée de l'air américaine, elle-même, semble prendre ses distances *a posteriori* – certes, de manière encore timide –, comme s'il s'agissait de plutôt viser le général Wesley Clark, le commandant suprême des forces alliées en Europe, considéré comme un officier « politique », trop proche de Bill Clinton depuis qu'ils ont fait leurs études ensemble. Mais, en tout cas, elle vient de le faire par la voix de deux de ses officiers généraux les plus en vue, eux aussi engagés dans l'opération « Force alliée ».

Celui qui a ouvert le feu est sans conteste le général Hawley, « patron » de l'aviation d'attaque américaine (Air Combat Command) aux Etats-Unis et, à ce

### Les Etats-Unis déploient des avions-canons

Les Etats-Unis ont déployé quatre avions AC-130 H Spectre à grande puissance de feu pour pouvoir attaquer les forces yougoslaves au Kosovo, selon le Pentagone. Ces quadrimoteurs à hélices C-130 Hercules, armés de canons de 25, 40 et 105 millimètres, appartiennent aux Special Operations Forces (SOF) qui, sur ordre du président des Etats-Unis, ont pour mission d'accomplir des actions clandestines, de jour comme de nuit, en terrain hostile. Ils sont déjà intervenus à cinq reprises dans l'ouest du Kosovo au cours des trois dernières semaines, selon des responsables militaires des Etats-Unis. Cette version est entrée en service en 1991, mais des modèles précédents, dénommés Combat Talon ou Gunship, ont été utilisés au Vietnam, à la Grenade, au Panama, dans le Golfe et en Bosnie, avec des effets dévastateurs dus au fait qu'ils tirent 2 500 obus à la minute. – (AFP)

Une opération terrestre hâtive ou précoce ne résoudrait rien, de son propre aveu, et l'échéance de la fin de l'été – avancée pour organiser le retour des Kosovars avant les rigueurs de l'hiver – n'est pas un motif pour écarter la stratégie aérienne en vigueur.

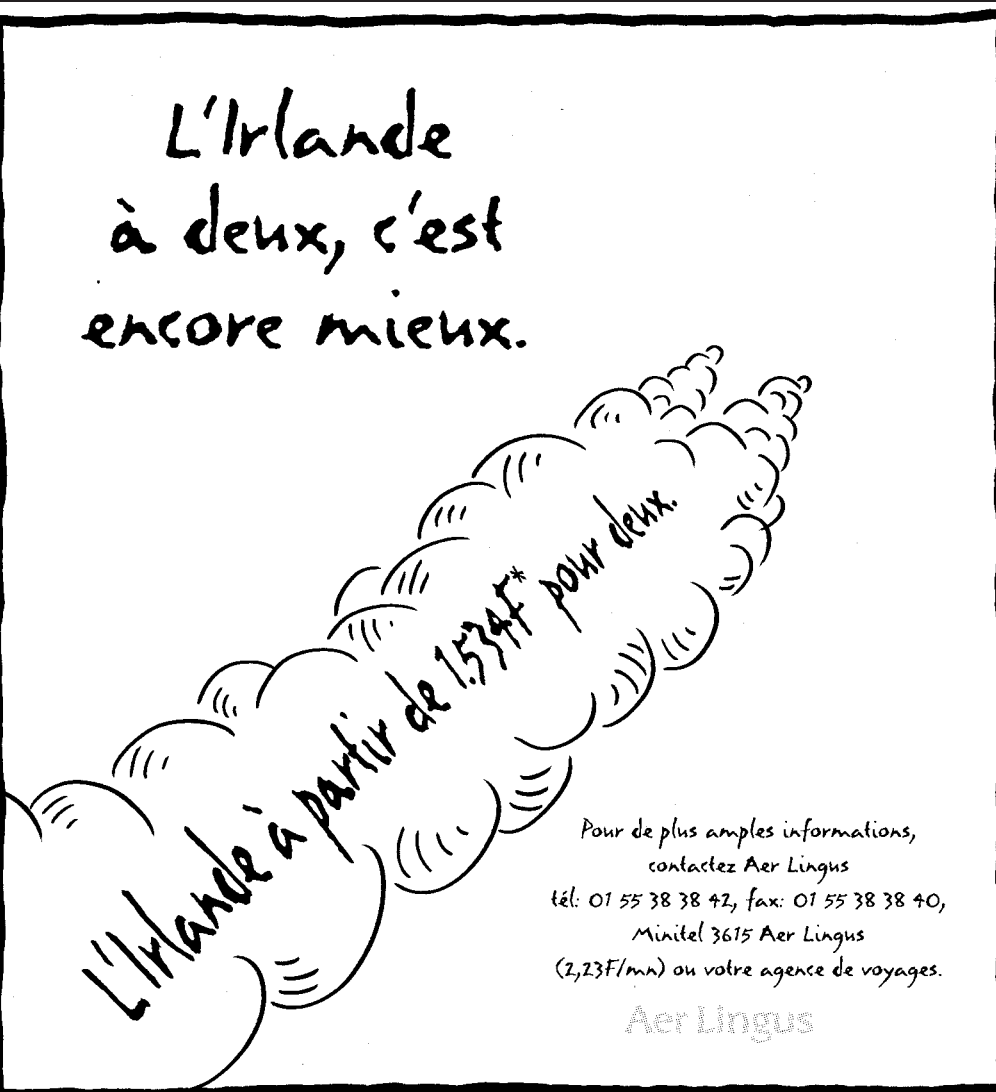
Du reste, selon M. Richard, les délais de mise en place d'une force terrestre de sécurité – soit 50 000 à 60 000 hommes, dont 10 à 12 % de Français – ne sont pas indifférents à une guerre et de vouloir aussi lui imposer des limites – qu'ils jugent contraignantes – dans l'emploi de la force.

Sur le terrain, en revanche, les communiqués de l'Alliance se font de plus en plus déserts, même si le mauvais temps, des erreurs de tir et des choix de cibles malheureux obligent l'OTAN à ralentir son processus d'érosion des forces serbes. Si Belgrade tarde à reconnaître ses pertes militaires, les alliés disent avoir réussi à paralyser les armées stationnées au Kosovo, sans pouvoir cependant prétendre interdire aux forces spéciales, à la milice et à la police serbes de poursuivre leur répression.

titre, numéro 2 de la haute hiérarchie au sein de l'armée de l'air. Dès le début du deuxième mois des raids, il a estimé de son devoir de rappeler qu'« un conflit prend davantage de temps, est plus dur et plus risqué quand on tente de s'appuyer sur un seul élément de la puissance militaire ». Façon de dire, pour un aviateur, que la stratégie de l'arme aérienne n'est pas la panacée.

Le second à ruer dans les brancards est, lui aussi, un aviateur. Le général Short, qui commande les raids au-dessus de la Serbie et du Kosovo depuis son poste de Vicenza, en Italie, a formellement regretté de n'avoir pas eu, dès le début de « Force alliée », les mains libres pour procéder à des frappes massives sur de larges objectifs, y compris Belgrade, dans le but d'amener les dirigeants yougoslaves à capituler. Une façon, là aussi, d'indiquer aux responsables politiques de l'alliance qu'une offensive aérienne, pour réussir, ne doit pas être bridée.

Jacques Isnard



Pour de plus amples informations, contactez Aer Lingus  
tél. 01 55 38 38 42, fax: 01 55 38 38 40,  
Minitel 3615 Aer Lingus  
(2,73F/mn) ou votre agence de voyages.

Aer Lingus



# Etats-Unis : une nouvelle fusillade dans un lycée accroît le malaise sur la violence juvénile

Sous la pression, le Sénat adopte un amendement qui renforce le contrôle des armes

Six lycéens ont été blessés, jeudi 20 mai, près d'Atlanta (Georgie), lors d'une nouvelle fusillade perpétrée par un adolescent dans un lycée.

## NEW YORK

de notre correspondante

Pour prendre la mesure de l'onde de choc de la fusillade du lycée de Littleton, qui s'est soldée par quinze morts il y a un mois dans le Colorado, il suffisait, jeudi 20 mai, avant même que se produise un nouveau drame dans un lycée de la banlieue d'Atlanta (Georgie) où un adolescent a blessé par balles six de ses camarades, de jeter un coup d'œil au *Wall Street Journal* du jour.

A la « une » du deuxième cahier du grand quotidien financier, deux informations, présentées séparément, en disaient plus long que toutes les analyses sociologiques. L'industrie des armes à feu, rapportait la première, a décidé d'annuler une campagne publicitaire de plusieurs semaines dans la presse magazine à la suite du massacre de Littleton : « *Nous avons estimé*, explique Robert Delfay, directeur de la National Shooting Sports Foundation, *que cette campagne serait perçue comme malvenue et de mauvais goût en ce moment.* »

Dans la même page, le lecteur apprend que la grande chaîne de télévision CBS a retiré de sa grille de programmes de l'automne un feuilleton policier, *Falcone*, pourtant présenté comme l'un des fleurons de sa programmation de la rentrée, ayant pris en compte à quel point il était violent. Après la tragédie de Littleton, « *le moment est mal choisi pour diffuser des scènes de carnage dans les rues de New York* », explique le président de CBS Television, Leslie Moonves.

La veille, sur ABC, l'un des talk-shows les plus populaires avait tourné au vinaigre lorsque la célèbre présentatrice Rosie O'Donnell s'était subitement mise à agresser verbalement l'un de ses invités, l'acteur Tom Selleck, parce qu'il avait participé à une campagne publicitaire de la National

Rifle Association (NRA), le fameux lobby des armes à feu ; les dix minutes d'échanges qui suivirent furent si houleux que le lendemain, jeudi, Rosie O'Donnell présenta ses excuses à l'acteur, « *mais sur le fond, s'empressa-t-elle de préciser, je ne retire rien.* »

Jeudi fut encore une journée où il était impossible d'échapper à ce drame qui continue de traumatiser un pays tout entier, un drame qui, selon l'expression de Bill Clinton, « *a percé le cœur de l'Amérique.* »

## L'incident de Conyers a relancé l'effort collectif d'introspection commencé après Littleton

Dès 8 heures du matin, un mois jour pour jour après Littleton, radios et télévisions interrompaient leur programme avec des images et des comptes-rendus terriblement familiers : une banlieue de classes moyennes, ensoleillée et verte, des ambulances qui convergent vers un immense lycée aux allures d'usine-modèle, des adolescents – blancs, en général – qui sortent en courant et qui, avec une remarquable maîtrise d'eux-mêmes, comme si tout cela n'était qu'une répétition, livrent leur récit d'horreur aux caméras de télévision arrivées aussi vite que la police, des parents affolés qui accourent, pleurent d'angoisse en cherchant leurs enfants puis de joie en les étreignant.

L'adolescent de quinze ans qui a ouvert le feu au hasard sur ses camarades dans un hall à l'aide d'un fusil de calibre 22 n'avait aupara-

vant posé aucun problème à l'école ; il ne portait pas d'imperméable noir, n'était pas un fan de « gothique ».

Il aurait confié à l'un de ses camarades avoir des peines de cœur et, semble-t-il, pensait se suicider : lorsqu'il a lâché son fusil, a raconté Joe Watts, un des élèves présents, il a sorti un revolver de sa poche et se l'est mis dans la bouche. Le directeur adjoint du lycée l'a alors maîtrisé en le rassurant et lui a pris son revolver, tandis que l'adolescent s'effondrait en pleurant : « *Oh mon Dieu, j'ai si peur, j'ai si peur...* »

Pendant ce temps, à Washington, se jouait un drame d'un autre type. Depuis une semaine, le Sénat offrait un triste spectacle, ergotant sur une misérable mesure de contrôle de la vente des armes à feu que la majorité républicaine avait commencé par rejeter avant de prendre la mesure de l'émotion causée dans l'électorat par le massacre de Littleton et de se mettre désespérément à la recherche d'un compromis.

Nettement plus sensibles à ce problème, les démocrates, eux, poussaient un amendement modeste mais qui allait au moins dans le sens d'un meilleur contrôle des armes à feu. Jeudi matin, l'incident de Conyers fit basculer quelques sénateurs républicains, mais pas assez : le vote sur l'amendement se solda par une impasse, 50 voix pour, 50 voix contre. C'est alors que le vice-président, Al Gore, fit irruption au Sénat pour user de sa prérogative de président de la Chambre haute et départager les élus, pour seulement la quatrième fois en six ans ; il vota pour l'amendement, qui fut donc adopté par 51 voix.

« *Un tournant pour notre pays*, avançait le vice-président, qui offrait ainsi aux démocrates leur première victoire législative en matière de contrôle des armes à feu depuis

après le massacre de Littleton (Colorado), quand deux lycéens avaient tué douze élèves et un professeur avant de se suicider.

1994. A bord d'*Air Force One* qui l'emmenait à Littleton pour une rencontre hors caméras avec les familles des victimes et avec les élèves du lycée où s'était produit le drame du 20 avril, le président Clinton appela Al Gore pour le féliciter.

Si une chose est claire pourtant, un mois après Littleton, c'est que la solution à cette épidémie de « fusillades scolaires » ne viendra pas du Congrès, trop timide à l'égard des lobbies et en particulier de la NRA, d'autant plus que le malaise ne saurait être limité au problème des armes à feu.

Alors que, sur toutes les chaînes de télévision, dans les bureaux et à la sortie des écoles, l'incident de Conyers a relancé l'effort collectif d'introspection commencé après Littleton, les solutions semblent plutôt devoir émerger de la société elle-même et de la pression qu'elle saura exercer tant sur les fabricants d'armes à feu – qui, déjà, adoptent une attitude beaucoup plus conciliante que la NRA – que sur l'industrie du show-business, sur Hollywood, sur les concepteurs de jeux vidéo et sur les autorités scolaires. Elles émergeront peut-être aussi de la prise de conscience d'un mode de vie qui accroît l'isolement et ne permet pas aux parents de consacrer du temps à leurs enfants : selon le magazine *Working Woman*, par exemple, 80 % des foyers américains ne prennent qu'exceptionnellement un repas en famille.

« *Il faut qu'il y ait guérison, il faut qu'il y ait des réponses*, a lancé M. Clinton, jeudi, à Littleton. Pour l'heure, tout ce qu'il y a, c'est un paradoxe qui voit naître un nouveau sentiment d'insécurité à un moment où la criminalité violente est en chute libre aux Etats-Unis, et ce de manière constante depuis 1992.

Sylvie Kauffmann

## Pékin exploite l'antiaméricanisme contre le mouvement démocratique

### PÉKIN

de notre correspondant

A deux semaines du dixième anniversaire de la répression de Tiananmen (4 juin 1989), la propagande officielle a déclenché une vigoureuse campagne de dénigrement du mouvement démocratique – exilé pour l'essentiel mais conservant des sympathies muettes en Chine – en le qualifiant de traître à la patrie. L'accusation n'est pas nouvelle, mais l'émotion nationaliste soulevée par le bombardement, le 7 mai, de l'ambassade de

Chine à Belgrade fournit aux autorités une occasion idéale pour redoubler d'efforts afin de discréditer des idéaux associés au « printemps » de 1989.

Le tir de barrage a débuté en début de semaine sous la forme d'un éditorial du *Quotidien du peuple* attaquant les dissidents exilés aux Etats-Unis qui ont critiqué le cynisme de l'exploitation du bombardement de Belgrade par le régime. « *Les éléments du "mouvement démocratique" viennent de se dévoiler*, écrit l'organe central du Parti

communiste. *Ils viennent d'enlever la feuille de vigne camouflant leurs maîtres étrangers pour révéler leur vrai visage de traîtres.* » Si le mouvement démocratique l'avait emporté en 1989, continue le *Quotidien du peuple*, « *la Chine se serait occidentalisée, désintégréée et aurait été remise aux puissances étrangères.* » Quant au *Quotidien de la jeunesse de Chine*, il interpelle les dissidents (d'ordinaire totalement ignorés dans la presse officielle) en questionnant leur loyauté nationale : « *Dans quel camp se situent-ils ? Quels intérêts défendent-ils ?* »

Depuis le bombardement de Belgrade, l'objectif de la propagande est clairement de disqualifier tout message culturel ou idéologique importé des Etats-Unis. Là encore, l'opération n'est pas nouvelle (on parlait dans les années 80 de « pollution spirituelle »), mais la volonté de briser l'image des Etats-Unis est affichée plus que jamais, ce qui trahit a contrario l'inquiétude des propagandistes devant l'imprégnation de modèles américains dans la jeunesse chinoise après deux décennies d'ouverture du pays au monde extérieur. « *Nous ne pouvons plus guère placer de grands espoirs dans les responsables d'une telle atrocité*, écrit encore le *Quotidien du peuple*. *Nous pouvons difficilement attendre d'eux qu'ils déposent leurs couteaux de bouchers pour devenir un Bouddha.* »

### LE REGARD DE LA JEUNESSE

La presse officielle s'emplit ainsi d'articles sur le thème de la « fin d'un mythe ». A l'en croire, la jeunesse chinoise se serait enfin réveillée après s'être grisée d'illusions sur les Etats-Unis. Une dépêche de l'agence Chine nouvelle sur les campus étudiants est un modèle de cette rhétorique. « *Avant, certains étudiants étaient fascinés par les Etats-Unis*, dit ainsi un étudiant en sociologie cité dans la dépêche. *Maintenant, ils peuvent voir le vrai visage hégémonique des Américains. Ils ne rêvent plus des soi-disant "droits de l'homme".* »

Un autre étudiant, inscrit en cours de gestion, dit enfin voir clair : « *Les bombes américaines montrent aux peuples du monde l'essence de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme dont les Etats-Unis ne cessent de faire l'éloge.* » La dépêche cite enfin un troisième étudiant, inscrit en droit, qui affirme ne pas être dupe de l'humanisme affiché par les Américains : « *La liberté américaine, c'est la liberté d'assassiner et d'envahir. La démocratie américaine, c'est le droit de piétiner selon son bon plaisir la loi internationale. Les droits de l'homme américains, c'est le droit suprême de tirer des missiles.* »

Cependant, s'il est incontestable que l'image des Etats-Unis au sein de la jeunesse chinoise a gravement souffert du bombardement de l'ambassade de Pékin à Belgrade, il est encore trop tôt pour en déduire que les idées démocratiques seraient durablement discréditées en Chine. C'est probablement parce que la chose ne va pas nécessairement de soi que la propagande enfonce le clou avec une telle insistance.

Dans ce débat, la rue apporte un début de réponse. Sur les trottoirs de Qianmen, la porte située à la li-sière sud de la place Tiananmen, des kiosquiers ambulants proposaient avant le bombardement de Belgrade les écrits de Wei Jingsheng et Wang Dan, deux des plus célèbres dissidents exilés aux Etats-Unis, étalés sur un morceau de toile aux côtés d'ouvrages sur le Monica-gate ou les scandales d'anciens dirigeants chinois disgraciés. A en croire les kiosquiers, ces ouvrages – officiellement interdits – se vendaient assez bien. Depuis la flambee d'anti-américanisme consécutive à la destruction de l'ambassade, on trouve encore sur les trottoirs de Qianmen ces livres de Wei Jingsheng et Wang Dan. Certes, ils sont en nombre plus limité. Mais ils sont toujours là, et les passants les feuilletent avec le même intérêt.

Frédéric Bobin

## Les Brigades rouges revendiquent l'assassinat d'un haut fonctionnaire italien

Meurtre d'un « symbole du dialogue social »

### ROME

de notre correspondant

Les Brigades rouges sont-elles de retour ? Telle est la question que se pose toute l'Italie au lendemain de l'assassinat, jeudi 20 mai à Rome, de Massimo D'Antona, conseiller du ministre du travail, Antonio Bassolino, et médiateur social, proche du parti de la majorité, le PDS (Parti démocratique de la gauche). L'attentat a en effet été revendiqué par l'ancienne organisation terroriste dans un communiqué de vingt-huit pages remis aux rédactions de deux quotidiens, *Il Messagero* et le *Corriere della sera*, signé de la fameuse étoile à cinq branches entourée d'un cercle et du sigle « *Brigades rouges pour la construction du Parti communiste combattant* ». Le texte, placé dans une poubelle pour le premier journal et sous une jardinière de fleurs pour le second, qui tous deux, ont été alertés par téléphone, revendique le meurtre, et annonce d'autres attentats en utilisant une phraséologie typique du mouvement gauchiste révolutionnaire.

Tout à coup, l'Italie s'est retrouvée plongée vingt ans en arrière. Cet attentat commis en pleine rue, vers 8 h 30, a provoqué une immense émotion et a remis en mémoire les tragiques « années de plomb » (1970-1980) au cours desquelles le terrorisme de gauche comme de droite a fait près de quatre cents victimes. Car il ne fait aucun doute que cet assassinat a été parfaitement préparé et que la cible a été choisie à dessein. Massimo D'Antona, cinquante et un ans, n'était pas un homme en vue. Juriste, ancien communiste, membre du bureau juridique de la CGIL (Confédération générale italienne du travail), cet homme était un intermédiaire précieux du gouvernement pour les négociations sociales. Il fut l'un des artisans de la signature du pacte social au mois de décembre 1998. Il a été abattu le jour anniversaire de la signature du statut des travailleurs, le 20 mai 1970.

C'est donc à un symbole que se sont attaquées les Brigades rouges. Massimo D'Antona est présenté dans le texte de la revendication comme « le représentant de pointe de l'équilibre politique dominant ». « *L'impulsion de la transformation du vieux cadre normalif a été canalisée et focalisée, dans la fonction de Massimo D'Antona, vers une politique néo-corporatiste... Dans un contexte où les finalités sociales coïncident structurellement avec la finalité de la fraction dominante de la bourgeoisie impérialiste* », précise encore le texte, tout en annonçant la reprise de « l'initiative combat-

tante » pour « le développement de la lutte des classes de longue durée, la conquête du pouvoir politique et l'instauration de la dictature du prolétariat ».

### « ATTAQUER L'OTAN »

La guerre au Kosovo n'est pas absente de ce long texte dactylographié. La politique du gouvernement italien est qualifiée de « *folle agression contre le peuple yougoslave* », et les auteurs de cette profession de foi politique proposent « *d'attaquer l'OTAN et le développement de la guerre impérialiste* ». Enfin, tout en rappelant que leur action a été stoppée avec leur dernier assassinat, celui du professeur Roberto Ruffilli, le 16 avril 1988 à Forlì, les Brigades rouges se proposent « *d'attaquer et de désarticuler le projet néo-corporatiste, cœur politique de la refonctionnalisation de l'Etat impérialiste et de la restructuration économique et sociale de l'Italie* ».

Cet attentat n'est pas sans rappeler celui commis, le 27 mars 1985, contre le syndicaliste et professeur d'université Ezio Tarantelli. Les circonstances et l'objectif visé sont pratiquement les mêmes. Pour les Italiens, ce sang de nouveau répandu a donc les aspects d'un tragique retour en arrière. Massimo D'Antona sortait de chez lui lorsqu'il a été froidement abattu de trois coups de feu. Les tueurs, sans doute au nombre de deux, ont utilisé un calibre 38 muni d'un silencieux, et attendaient leur victime à bord d'une fourgonnette volée. Selon le ministre de l'intérieur, Rosa Russo Jervolino, il est clair que la façon dont a été conduit cet assassinat suppose une préparation d'au moins un mois et une parfaite maîtrise de son déroulement. Ce qui inquiète le gouvernement et provoque amertume et colère.

« *Le gouvernement n'a pas peur* », a néanmoins répliqué le chef du gouvernement, Massimo D'Alema. « *Le terrorisme agit pour affaiblir et déstabiliser l'Italie à un moment particulier de la vie internationale, et la chose la plus effrayante est que cette violence risque de ramener l'Italie en arrière* », a ajouté M. D'Alema. « *Nous arrêterons les assassins, a-t-il promis. Ils ont déjà été défaits une fois, ils le seront de nouveau.* » Cette attaque au « cœur de l'Etat » a été unanimement condamnée. Toute la classe politique et les forces sociales ont rendu hommage à Massimo D'Antona, ce « symbole du dialogue social » exécuté pour son rôle de médiateur.

Michel Bôle-Richard

Lire aussi page 38.

## Un sanglant rappel des « années de plomb »

### ROME

de notre correspondant

Fondées en 1972 par Renato Curcio, Margherita Cagol et Alberto Franceschini, les Brigades rouges, mouvement gauchiste révolutionnaire, ont très vite opté pour la lutte armée contre l'Etat, qualifié d'« impérialiste et de bourgeois ». La première action violente de ce groupuscule fut l'enlèvement, le 18 avril 1974, d'un magistrat, Mario Sossi, à Gênes, et le premier meurtre fut commis, deux ans plus tard, le 8 juin 1976, toujours à Gênes, sur la personne d'un juge, Francesco Coco. C'est ainsi que débuta la longue chaîne de violence dont l'apogée fut l'enlèvement, le 16 mars 1978, du président de la Démocratie chrétienne, Aldo Moro, dont le corps fut retrouvé cinquante-cinq jours plus tard, à Rome, dans le coffre d'une voiture. Artisan du rapprochement avec le Parti communiste dans la fameuse tentative dite du « compromis historique », Aldo Moro était considéré par les Brigades comme le symbole de l'oppression de l'Etat et du pouvoir politique dominé depuis la fin de la guerre par la Démocratie chrétienne.

Cet assassinat sera suivi de bien d'autres. A chaque fois, il s'agit de

cibles choisies en fonction de leurs activités ou de leurs relations avec les institutions et les autorités. Aujourd'hui, la presque totalité des responsables de ce mouvement condamnés et emprisonnés ont été remis en liberté conditionnelle. C'est notamment le cas de Renato Curcio, chef historique de l'organisation qui ne fut jamais accusé de crime de sang, et de Mario Moretti, cerveau de l'enlèvement d'Aldo Moro qui, depuis un an, bénéficie d'un régime de semi-liberté. Aucun des auteurs connus de ce rapt n'est actuellement incarcéré.

Cependant, il reste encore 207 personnes détenues en Italie en relation avec les « années de plomb ». Certaines sont en prison depuis vingt-sept ans, comme le brigadiste Mario Rossi. Toni Negri, idéologue du terrorisme rouge, s'est constitué prisonnier en juillet 1997. Il bénéficie actuellement d'un régime de semi-liberté.

L'Italie n'a pas complètement tourné la page du terrorisme et aucun projet d'amnistie n'a encore abouti. Environ cent cinquante militants de cette période des années noires vivent encore en exil, pour la plupart en France.

M. B.-R.

<http://www.lemonde.fr>

**La Bourse au quotidien : l'actualité des entreprises les cotations en direct les informations financières...**



## L'Algérie réaffirme son soutien à un Sahara occidental « indépendant »

**ALGER.** Le nouveau président algérien, Abdelaziz Bouteflika, a réaffirmé son soutien à l'« indépendance totale » du Sahara occidental, un dossier en suspens depuis 1975, époque à laquelle la diplomatie d'Alger qu'il dirigeait avait jeté tout son poids derrière le Front polissario. Dans une lettre à Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du mouvement indépendantiste sahraoui, M. Bouteflika réitère son « soutien indéfectible » à la lutte du « peuple sahraoui frère » pour « son autodétermination [et] son indépendance totale ». Cette mise au point a toutes les chances, selon les milieux diplomatiques, d'irriter les dirigeants marocains, à commencer par le roi Hassan II, auquel le nouveau chef de l'Etat algérien avait écrit récemment pour lui faire part de son souhait d'améliorer les relations bilatérales. Elu le 15 avril, l'ancien chef de la diplomatie de Houari Boumediène s'était borné à dire jusqu'ici que le dossier du Sahara occidental était « entre les mains des Nations unies ». C'est la première fois qu'il affirme avec force que l'ancienne colonie espagnole doit accéder à une « indépendance totale ». - (Reuters.)

### EUROPE

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE :** le président Vaclav Havel, soixante-deux ans, a été transféré, jeudi 20 mai, à l'hôpital militaire de Prague. Les médecins ont constaté, selon son porte-parole, des « signes de récurrence de la bronchite chronique » dont souffre le président, opéré fin 1996 d'une tumeur cancéreuse au poumon. M. Havel a été plusieurs fois hospitalisé depuis deux ans. - (AFP)

■ **ALLEMAGNE :** Hans-Joachim Klein, cinquante et un ans, complice présumé du terroriste Carlos dans la prise d'otages de l'OPEP en 1975 à Vienne, a été extradé en Allemagne. Il doit être présenté à un juge d'instruction du parquet de Francfort, vendredi 21 mai. Il avait été arrêté le 8 septembre 1998 en France à Sainte-Honorine-la-Guillaume, dans l'Orne, après douze ans de cavale.

■ **RUSSIE :** Moscou va reprendre ses livraisons d'armes à la Libye, où des experts russes se trouvent déjà, a annoncé jeudi 20 mai le directeur de la société d'exportation d'armements Rosvooroujenie, Grigori Rapota. Lundi, Boris Eltsine avait signé un décret confirmant la réouverture de la coopération diplomatique et économique entre la Russie et la Libye après la suspension des sanctions internationales imposées à Tripoli par le Conseil de sécurité de l'ONU. - (AFP)

### AFRIQUE

■ **CONGO-KINSHASA :** le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), principal mouvement de rébellion contre le président Laurent-Désiré Kabila, a nommé mercredi 19 mai de nouveaux dirigeants. Le président est le docteur Emile Ilunga, un opposant de longue date. Il remplace Ernest Wamba dia Wamba, démis de ses fonctions, mais qui n'a jamais joui d'une grande popularité dans les territoires sous contrôle de la rébellion. Le changement d'homme à la tête du RCD, créé en août 1998, témoigne des luttes internes qui, selon les observateurs, contribuent à affaiblir les efforts du mouvement rebelle face au président Kabila. - (AFP, Reuters.)

■ **GUINÉE-BISSAU :** le gouvernement soutenu par les rebelles a décliné, jeudi 20 mai, de juger pour trahison le président déchu Joao Bernardo Vieira, déposé par les armes le 7 mai. M. Vieira s'est réfugié à l'ambassade du Portugal à Bissau. L'ancienne puissance coloniale a indiqué qu'elle ne le livrerait pas aux nouveaux dirigeants. - (AFP)

■ **ALGÉRIE :** une fosse commune renfermant les corps de dix-huit civils tués par les Groupes islamiques armés (GIA) a été découverte en début de semaine, rapporte, jeudi 20 mai, la presse. Les victimes, dont plusieurs femmes et enfants, auraient été massacrées l'an dernier lors d'un mariage dans la région de Djelfa. - (Reuters.)

■ **TUNISIE :** le journaliste Taoufik Ben Brick, correspondant du quotidien *La Croix*, a dû être brièvement hospitalisé, jeudi 20 mai, après avoir été agressé par trois inconnus. Opposant au régime, M. Ben Brick avait été dernièrement critiqué par l'agence de communication officielle.

### ASIE

■ **INDE :** le Parti du Congrès a exclu trois de ses dirigeants qui avaient défié Sonia Gandhi, chef du parti, en affirmant qu'elle ne pouvait prétendre diriger le pays car née à l'étranger. M. Sharad Pawar, chef du groupe parlementaire du Congrès, et deux de ses collègues, Purno Sangma et Tariq Anwar, ont été exclus du parti pour six ans, jeudi 20 mai, lors d'une réunion extraordinaire de sa direction. Le Congrès, principale formation d'opposition, a pris, avec cette décision, un risque de divisions en son sein à quatre mois des législatives qu'il espère remporter face à la coalition sortante dirigée par les nationalistes hindous. - (AFP)

■ **HONGKONG :** le gouvernement local a demandé à Pékin de réinterpréter la mini-Constitution régissant le territoire rétrocédé à la Chine pour trancher dans une polémique concernant le droit d'enfants de Hongkongais, actuellement ressortissants du continent, à émigrer auprès de leurs parents. L'éventuelle intervention des autorités chinoises dans l'imbroglio juridique représenterait une atteinte au principe de l'indépendance de la justice dans la Région administrative de Hongkong, garantie par les accords sino-britanniques de rétrocession. - (Corresp.)

■ **ÉTATS-UNIS/CORÉE :** William Perry, émissaire américain pour la Corée du Nord, se rendra dans la capitale, Pyongyang, pour rencontrer les dirigeants nord-coréens du 25 au 28 mai, a annoncé jeudi 20 mai la secrétaire d'Etat Madeleine Albright. Une équipe d'experts américains se trouve depuis mardi en Corée du Nord pour inspecter un site souterrain au nord de Pyongyang que Washington soupçonne d'abriter un programme d'armement nucléaire. - (AFP)

■ **AFGHANISTAN :** au moins douze roquettes se sont abattues sur Kaboul, jeudi 20 mai, tuant une personne et faisant plusieurs blessés, selon des témoins. Les engins, qui ont frappé la zone de l'aéroport, auraient été tirés par les troupes de l'opposition anti-taliban du commandant Ahmed Shah Massoud, dont les positions sont à moins de 25 km au nord et au nord-est de Kaboul. Ces bombardements constituent les plus importants contre la capitale afghane depuis le mois de décembre 1998. - (AFP)

## Bruxelles s'inquiète des effets du maïs transgénique sur des papillons

**BRUXELLES.** La Commission européenne a décidé, jeudi 20 mai, de suspendre les procédures d'homologation de variétés de maïs transgéniques, à la suite de la publication d'une étude de la revue américaine *Nature* sur de possibles effets fatals du pollen en provenance de maïs transgénique sur l'espèce de papillon monarque, a indiqué un porte-parole. « Nous ne pensons pas qu'il y ait un danger immédiat, mais nous sommes tenus d'appliquer le principe de précaution », a déclaré le porte-parole, Peter Jorgensen.

L'Union européenne (UE) a déjà autorisé la mise en culture de deux espèces de maïs transgénique provenant des sociétés Monsanto et Novartis, mais très peu de champs sont déjà ensemencés avec ces variétés. Les chercheurs ont découvert que des chenilles de ce papillon élevées sur des feuilles enduites de pollen de maïs transgénique « se nourrissaient moins, avaient un développement plus lent et souffraient d'une plus forte mortalité ». - (AFP)

# Les ouvertures du régime soudanais laissent l'opposition perplexe

L'ancien président Jaafar Nimeiry est attendu le 22 mai à Khartoum

Discrètement mais sûrement, le gouvernement islamo-militaire soudanais multiplie les initiatives en vue de se réconcilier avec l'opposition

Le nordiste en exil. L'ancien président Jaafar Nimeiry, qui vivait au Caire depuis quatorze ans, est en principe attendu à Khartoum samedi

22 mai. Les ouvertures proposées par les autorités à leurs contempteurs doivent être examinées par ces derniers au début du mois de juin.

APRÈS quatorze années d'exil au Caire, l'ancien président soudanais Jaafar Nimeiry doit en principe rentrer, samedi 22 mai, à Khartoum, où ses partisans ont obtenu il y a quelques semaines l'autorisation de créer un parti, l'Alliance des forces du travail. Les autorités lui ont préparé un accueil en grande pompe, à la surprise de nombre d'opposants, quelque peu déçus par la multiplication des initiatives prises par le pouvoir en l'espace de quinze jours.

Un accord a en effet été signé le 2 mai entre les présidents soudanais et érythréen, Omar El Béchir et Issaïas Afeworki, le 2 mai, à Doha (Qatar) pour apurer le contentieux qui oppose leurs deux pays. Le lendemain s'achevaient, à Genève, des réunions discrètes entre les deux beaux-frères ennemis, Hassan El Tourabi, président du Parlement et du Congrès national [le parti au pouvoir à Khartoum], et Sadek El Mahdi, chef - en exil - de la Oumma, principale formation de l'opposition (*Le Monde* du 6 mai).

Le premier résultat de la rencontre des présidents érythréen et soudanais semble être l'assurance

que Khartoum recouvrera le siège de son ambassade à Asmara, que les autorités érythréennes avaient laissé occuper par l'Alliance nationale démocratique - coalition d'opposants nordistes et sudistes, dont la Oumma. Le processus de normalisation totale entre les deux pays ayant été confié à un comité bilatéral et n'ayant donc pas encore abouti, les opposants soudanais ne seront pas pour autant expulsés d'Asmara, où ils doivent précisément se réunir début juin pour faire le point de développements qui ont semé le trouble et le doute en leur sein.

### COMITÉ DE NÉGOCIATION

De toute évidence, la rencontre El Mahdi-Tourabi laisse les opposants perplexes. En particulier, le Parti unioniste démocratique (PUD) - qui, avec la Oumma, est l'autre grande formation historique de l'opposition -, apparemment pris de court, observe un silence circonspect. Une rencontre prévue entre le vice-président soudanais, Ali Osmane Mohamad Taha, et le chef du PUD, Mohamad Osmane El

Mirghani, a été annulée par le chef de l'Etat soudanais, parce qu'elle a été écartée par le PUD. Le retour de M. Nimeiry, lui, a suscité l'ire de certains opposants, le Rassemblement national pour la restauration de la démocratie ayant carrément demandé aux autorités égyptiennes de placer en détention l'ancien chef de l'Etat soudanais pour l'empêcher de faire le voyage de Khartoum.

Khartoum a, en tout cas, mis sur pied dès le mois de février un comité chargé de négocier avec tous les opposants et d'organiser un congrès national. Parallèlement, tant M. El Béchir que M. Tourabi laissaient entendre, pour la première fois, qu'ils préféreraient la sécession du Sud-Soudan à la continuation de la guerre intestine. Conjugées à une proposition, lancée par un homme politique originaire du sud, de faire du Soudan une confédération entre deux Etats (nordiste et sudiste), leurs déclarations ont sans doute suscité des craintes sur une possible division du pays et contribué à accélérer les contacts avec des opposants. Elle ont aussi suscité la sollicitude de

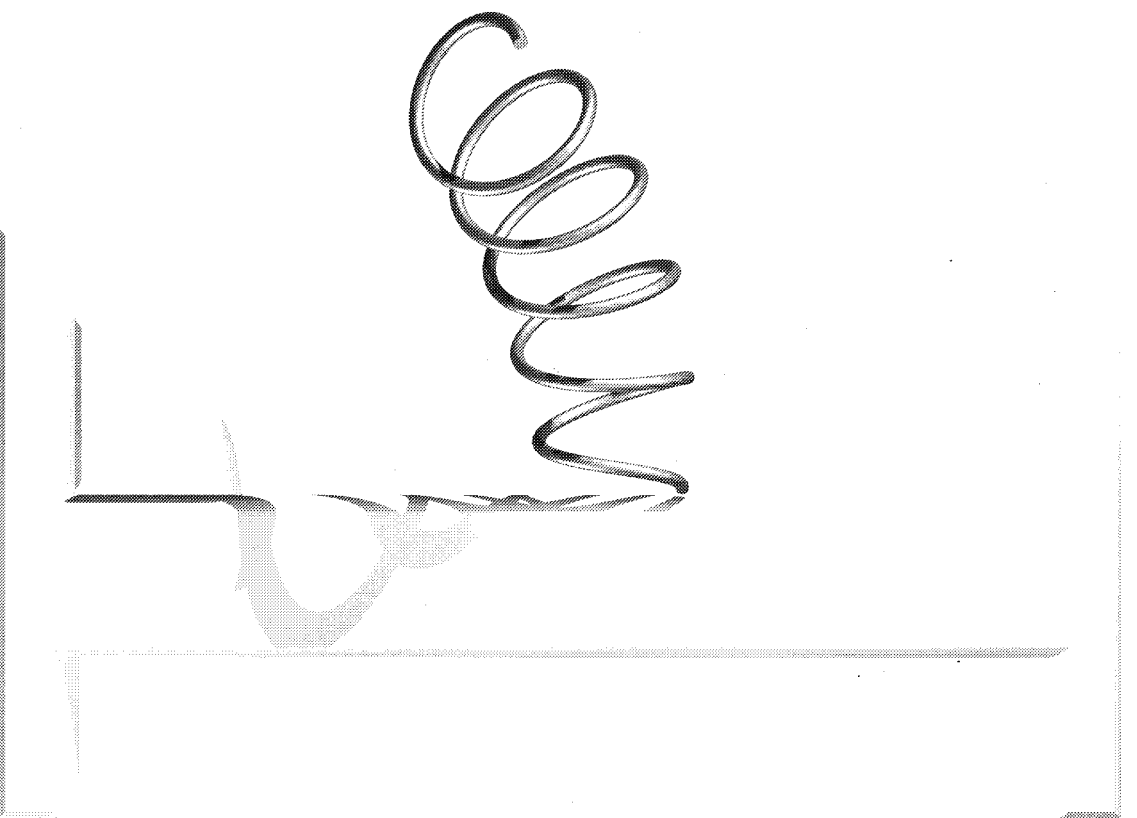
pays voisins ou frères, puisque l'Egypte et la Libye ont eux aussi offert leurs bons offices.

Les initiatives gouvernementales s'adressent à l'opposition nordiste, dont une partie - singulièrement la Oumma et le PUD - a conclu une alliance avec les sudistes historiquement rebelles et dont l'hostilité armée au gouvernement remonte à l'indépendance, en 1956 (si l'on exclut un répit de dix ans de 1973 à 1983). Depuis des années déjà, des négociations - vaines jusqu'à maintenant - avec les sudistes, dirigés par John Garang, chef de l'Armée de libération des peuples du Soudan, se tiennent sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qui regroupe le Soudan, la Somalie, l'Erythrée, l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda.

Ces quatre derniers pays étant eux-mêmes en conflit avec le Soudan, l'IGAD a peu de chances de favoriser une solution. M. El Mahdi réclamait d'ailleurs une révision de sa composition.

Mouna Naim

# INTERDICTION FORMELLE AUX ÉPARGNES DE DORMIR.



## NOUVELLE GAMME DE SICAV ET FCP

A partir du 21 mai 1999, la BNP modifie sa gamme de Sicav et de FCP pour vous en faciliter la compréhension et la gestion. Ainsi elles auront toutes un nom commençant par BNP. Ce sera plus simple. Ces noms exprimeront de manière plus parlante la nature de vos investissements. Ce sera plus clair. Enfin, la BNP avec sa gamme "l'Essentiel des Sicav et FCP de la BNP" vous propose de choisir parmi plusieurs modes de gestion celui qui vous convient le mieux. Avec tout cela, si votre épargne dort, c'est qu'elle fait semblant.

BNP en ligne  
0 801 63 06 06\*

BNP

www.bnpp.fr



## FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 22 MAI 1999

**CONFLIT** Lors d'un meeting organisé à Naples (Italie) dans le cadre de la campagne pour les élections européennes, Lionel Jospin a, une nouvelle fois, assuré, jeudi 20 mai, que l'OTAN

mène, dans les Balkans, un « combat pour la civilisation ». En présence du premier ministre italien, Massimo D'Alema, du premier secrétaire du PS, François Hollande, et de son homo-

logue italien, Walter Veltroni, M. Jospin a exprimé l'espoir que la crise puisse être réglée, « dès que M. Milosevic sera revenu à la raison ». ● LE PARTI COMMUNISTE reste profondé-

ment troublé par le conflit en Yougoslavie. Les prises de position successives de son secrétaire national, Robert Hue, témoignent de ces contradictions. ● LA GAUCHE RADICALE ne

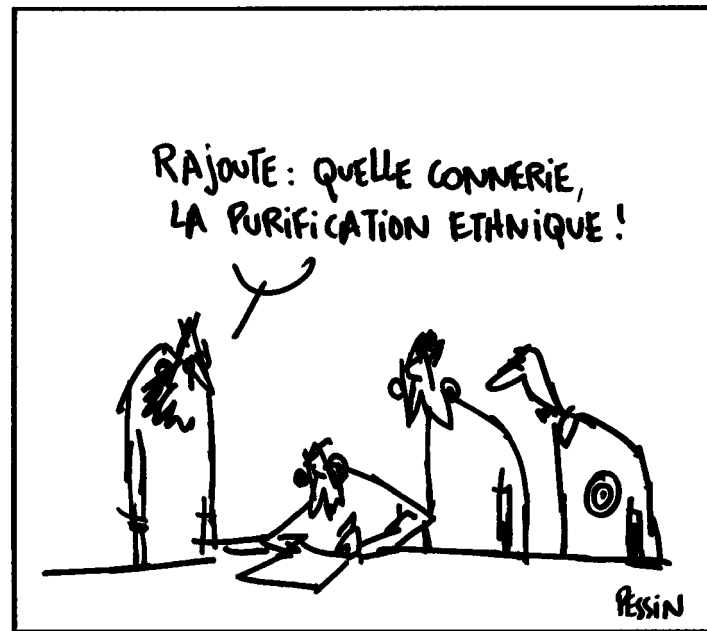
parvient pas à fédérer les courants hostiles à la guerre au sein de la gauche. ● LA DROITE, à l'exception des souverainistes, s'est majoritairement rangée derrière le chef de l'Etat.

## L'évolution embarrassée du Parti communiste sur la guerre du Kosovo

Alors que le premier ministre réaffirme le bien-fondé de l'engagement de la France dans le conflit en ex-Yougoslavie, Robert Hue peine à surmonter les contradictions de son parti et de sa liste pour les élections européennes

LA GUERRE dans les Balkans n'a pas seulement fait exploser, dès l'origine, le bel ordonnancelement de la campagne que Robert Hue s'appropriait à mener pour les élections européennes. Elle a placé le secrétaire national du Parti communiste face à des contradictions dont il a, depuis deux mois, le plus grand mal à se dépatiner. Le refus constant d'une intervention terrestre des forces de l'OTAN en Yougoslavie reste son seul point d'appui solide. Pour le reste, que de contorsions et de gêne, depuis son bravache « *Quelle connerie, la guerre !* » aux premières heures des frappes aériennes de l'OTAN jusqu'à ce constat minimum, mercredi 19 mai à Lille : « *Cinquante-cinq jours après le début des bombardements, Milosevic n'a pas cédé* », assorti de l'approbation du principe de « *l'autodétermination* » du Kosovo.

● **Prévert, Jaurès, le Vietnam.** M. Hue l'a rappelé, dès le lendemain des frappes des alliés en ex-Yougoslavie, en convoquant Jacques Prévert : « *Je dis que cette guerre est une connerie* », assène-t-il le 26 mars sur RTL. Le même jour, lors d'un débat sans vote à l'Assemblée nationale, il cite Jean Jaurès – comme le premier ministre. *L'Humanité*, toujours un ton au-dessus, titre le 26 mars : « *L'OTAN go home !* » « *Quand l'OTAN torpille Primakov* », dit même la « une » du 31 mars, à la grande satisfaction du secrétaire national. C'est l'époque où le PCF croit que les Français sont opposés



aux frappes, que la nouvelle *Humanité* va enfin devenir, en étant le seul quotidien anti-guerre, le journal de la gauche radicale. Dans les pages du quotidien communiste fleurit bientôt une étrange publicité pour une collection en neuf volumes datant de 1931 : « *Jaurès toujours actuel* ».

● **Deux manifs anti-bombardements et puis s'en vont.** Le premier défilé anti-guerre, le 26 mars, rassemble le PCF, la CGT, Lutte ouvrière, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), le Mouvement de la Paix, le MRAP

et... les Serbes, « *contre les bombardements* ». Le 1<sup>er</sup> avril, on retrouve les mêmes, grossis de Didier Motchane, vice-président du Mouvement des citoyens, de quelques Verts parisiens, de « cibles » et d'icônes serbes, du collectif Non à la guerre, lancé par la Nouvelle Droite. Cette fois, sur la banderole unitaire, on ajoute « *Non à la purification ethnique* ». Mais, à cause de ces étranges accointances, le cœur n'y est pas, et la foule non plus. Plusieurs fois annoncée, une troisième manifestation est sans cesse reportée.

● **Remous au sein de la liste « Bouge l'Europe ! ».** On avait presque oublié, dans le tourment de la guerre, les élections européennes et... les non-communistes de la liste à double parité. Pour la numéro deux, Geneviève Fraisse, « *face à un Milosevic entré dans une logique de destruction fasciste* », il n'y a pas « *de moins mauvaise solution qu'une intervention militaire* ». L'eurodéputé Philippe Herzog fait connaître son « *approbation* » des frappes, aussitôt épaulé par l'ancien ministre Jack Ralite et le député apparenté communiste Jean-Pierre Brard. M. Hue et les candidats minimisent : « *Il y a les mêmes débats dans les familles, les rédactions, la gauche plurielle, le gouvernement* ». « *Je ne serai jamais dans une logique de guerre* », tempore pour sa part l'ancien président de Sos-Racisme, Fodé Sylla.

● **Le changement de pied de M. Hue, ou 14 francs pour les Kosovars.** Dimanche 11 avril sur Europe 1, le secrétaire national du PCF défend, pour la première fois, l'idée d'une « *coordination des politiques de défense européennes* ». Depuis quelques jours, il explique aussi qu'il ne veut pas « *faire de l'anti-américanisme brutal ou primaire* ». Au micro, il constate que « *les images ont beaucoup fait bouger l'opinion* » et qu'il est « *sensible à cette évolution* ». L'élan de solidarité des Français pour les réfugiés est passé par là. Le 13 avril, *L'Humanité* se vend 14 francs : 7 francs iront aux réfugiés kosovars.

● **Entre le G 8 et l'autodétermination du Kosovo.** Ces derniers jours, le PCF fait montre de deux nouvelles évolutions. Le 17 mai, *L'Humanité* reproduit un « *appel européen pour une paix juste et durable dans les Balkans* », qui relaie et élargit l'appel pour « *l'arrêt des bombardements et l'autodétermination* », lancé dans *Le Monde* du 31 mars par l'économiste Catherine Samary (LCR), le sociologue

● **Une invitation déclinée.** Certaines petites phrases anodines ne le sont pas au PCF. Mercredi 19 mai, à Lille, après une intervention de M. Herzog qui plaide pour une intervention terrestre au Kosovo, M. Hue, malgré ce désaccord, ponctue son intervention sur le Kosovo de trois « *Comme l'a dit Philippe* ». Le cartel des opposants à la guerre – LO, LCR, MRAP, Mouvement de la Paix – vient de pro-

### Quand « L'Humanité » écarte l'appel de Daeninckx

L'ancien communiste Philippe Herzog, candidat en septième position sur la liste de Robert Hue aux élections européennes, ne partage pas le soutien apporté par Robert Hue à Régis Debray, le 16 mai, sur TF 1. « *Attention aux entreprises de type négationniste. On ne doit pas sous-estimer ce qui se passe au Kosovo* », a-t-il déclaré, le 19 mai, à Lille. Dans *Libération* du 18 mai, l'écrivain communiste Didier Daeninckx, membre du comité de soutien de la liste « Bouge l'Europe », qui avait mis au jour, à la fin des années 80, l'existence de réseaux « *rouge brun* » au sein du PCF, s'en est pris aussi au « *révisionnisme au présent* » de Régis Debray. Le texte, à l'origine, était destiné à *L'Humanité*. Mais le quotidien de Pierre Zarka, qui, dès le 1<sup>er</sup> avril, mettait ses lecteurs en garde contre une « *guerre de l'intox* », n'a pas accepté la contribution de l'écrivain.

Pierre Bourdieu et l'historien Pierre Vidal-Naquet. Plusieurs dirigeants du PCF, dont Francis Wurtz, responsable du secteur international du parti, le signent. Le 16 mai en revanche, sur TF 1, M. Hue explique que la « *trêve* » qu'il réclame « *doit s'accompagner d'un début de mise en œuvre des conditions du G 8 et de l'ONU* » – parmi lesquelles figurent le respect de l'intégrité de la République fédérale de Yougoslavie...

poser, mercredi, une nouvelle journée de manifestations, le 2 juin. « *Nous ne sommes pas porteurs d'une proposition de manifestation nationale, mais nous ne sommes pas forcément contre* », a répondu la Place du Colonel-Fabien aux organisateurs. Une manière très communiste de refuser l'invitation ?

Alain Beauve-Méry  
et Ariane Chemin

## Les irréductibles pacifistes de la gauche française

LES DERNIERS, ce seront eux. Communistes, trotskistes et « républicains-nationaux » demeurent résolument contre la guerre, et le disent. Pendant le conflit du Golfe, en 1991, ils avaient déjà dénoncé « *la logique de la guerre* » comme la « *logique du pire* ». Quand les Verts français rompent, lors d'un conseil national, avec leur non-violence traditionnelle (*Le Monde* du 21 avril), quand une partie des syndicats protestataires, comme SUD ou la FSU, pratiquent un silence prudent, la gauche « rouge » persiste, persuadée que l'enlisement de la stratégie de l'OTAN, au bout de 56 jours de conflit, leur donne raison.

Didier Motchane, l'un des fondateurs du Mouvement des citoyens (MDC), estime qu'« *au Kosovo, plus qu'ailleurs, Madeleine Albright et Slobodan Milosevic savent ce qu'ils font* » et déplore « *l'industrie de la compassion* » autour des réfugiés (*Le Monde* du 6 avril). Le philosophe Daniel Bensaid, pilier de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), écrit, dans *Le Monde* du 9 avril, que « *Milosevic et l'OTAN sont deux formes parfaitement contemporaines et jumelles de la barbarie moderne* ». Dans son hebdoma-

daire du 2 avril, Lutte ouvrière juge que « *la barbarie n'est pas seulement du côté de Milosevic, mais tout autant et encore plus du côté des grandes puissances impérialistes qui engendrent des Milosevic* ».

En 1991, la gauche pacifiste avait un alibi : les intérêts pétroliers des Etats-Unis justifiaient les représailles massives en Irak. Cette fois, l'anti-américanisme doit trouver d'autres ressorts. Le 18 mai, lors d'une rencontre à Paris, le sociologue Pierre Bourdieu rend hommage à l'économiste Catherine Samary (LCR) pour ses « *travaux sur le rôle du FMI en Bosnie* » et son « *intuition d'une relation entre la concentration capitaliste et l'émiettement ethnique et les mouvements nationalistes* ».

Second ennemi fédérateur : la fameuse « *pensée unique* » relayée par les médias. Ce combat trouve son expression dans la défense de Régis Debray, après que l'écrivain, de retour du Kosovo, a refusé de parler de « *nettoyage ethnique* » et de « *crimes contre l'humanité* » pour décrire les exactions commises par les Serbes contre les Kosovars (*Le Monde* du 13 mai). Le 16 mai, sur TF 1, le secrétaire national du PCF,

Robert Hue, défend le « *dissident* » : « *Régis Debray est un intellectuel honnête (...). Il peut y avoir en période de guerre des informations qui sont pour le moins à vérifier* ». Julien Dray, animateur de la Gauche socialiste, et Paul Quilès, président (PS) de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, acquiescent. Max Gallo évoque que « *secte qui ne tolère plus qu'il y ait une pensée qui ne soit pas identique à la leur* ».

Nouvelle querelle entre deux gauches ? « *L'affaire Debray nous offre une illustration tellement magnifique, tellement sublime des thèses développées par Marianne sur la tendance au discours unique, la dictature de la bien-pensance, le lynchage médiatique et l'oppression des dissidences* », prévient Jean-François Kahn dans son hebdomadaire (daté 17-23 mai). Beaucoup plus prudent, Pierre Bourdieu préfère proposer la mise en place d'un « *think tank* », un « *groupe de travail interdisciplinaire* » qui, grâce à une « *utilisation rationnelle de l'Internet* » ou de « *missions en contact entre les gens* », permettrait de bâtir une « *sorte d'AFP de l'histoire immédiate* »...

A. B.-M. et Ar. Ch.

## La droite, en majorité, s'en remet à l'appréciation de Jacques Chirac

LE KOSOVO est un front que la droite délaisse. Peu de débats, de très rares pétitions, l'approbation ou la contestation de l'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie n'ont pas pris la même ampleur que dans les milieux de la gauche intellectuelle.

Le seul vrai démarquage est venu des souverainistes gravitant autour d'un pôle gaulliste encore incarné par Charles Pasqua. Dominé par un fort anti-américanisme, ce courant a vite contesté la domination politique et stratégique de l'OTAN, au nom parfois de la mémoire du gé-

néral de Gaulle, qui avait voulu le départ de la France de l'Alliance atlantique. Cette contestation ne pouvait que souligner l'éloignement avec Jacques Chirac qui, justement, a organisé la réintégration de la France dans l'OTAN. La crainte de se démarquer du président de la République a sans doute bridé des manifestations de soutien aux souverainistes de plus grande ampleur.

Pour autant, le conflit yougoslave a eu un effet inattendu sur ce courant à droite. Alors que Charles Pasqua mène une liste dissidente du RPR aux élections européennes sur

des thèmes plus que critiques à l'égard de la construction communautaire, sa contestation de l'OTAN l'a amené à plusieurs reprises à regretter... l'absence d'une défense européenne commune.

La majorité du RPR, ralliée aujourd'hui aux thèses européennes chiraquiennes, avait paru elle aussi troublée par la domination américaine sur le conflit. Alors président du mouvement gaulliste et tête de la liste RPR-DL aux européennes, Philippe Séguin avait exprimé à plusieurs reprises son scepticisme sur la conduite de la guerre.

### DIVERGENCE INTENABLE

Cette divergence avec le chef de l'Etat, que le président du RPR s'efforçait plus ou moins de celer, était intenable. Elle a d'ailleurs été l'une des raisons qui ont décidé M. Séguin à démissionner de ses fonctions et à renoncer à conduire la liste. M. Séguin parti, l'insistance avec laquelle le président de la République a soutenu les efforts diplomatiques russes a balayé les dernières incertitudes. Aujourd'hui, le mouvement gaulliste s'en remet donc à l'action de l'Elysée.

Restent enfin les libéraux et les

centristes. Ceux-là, européens convaincus, sont les seuls à évoquer la guerre au Kosovo dans leurs meetings de campagne. Ils le font chaque fois pour rappeler la nécessité d'une communauté européenne de défense. Par ailleurs, nombre d'élus de droite comme de gauche, conscients de l'élan de solidarité suscitée dans la population par les images des colonnes de réfugiés kosovars, ont organisé la mobilisation de la population dans leur municipalité.

Raphaëlle Bacqué

## Lionel Jospin évoque le « combat pour la civilisation » dans les Balkans

### NAPLES

de notre envoyé spécial

Les dirigeants socialistes européens, réunis en congrès début mars à Milan, avaient pensé à tout en prévoyant plusieurs meetings communs pour les élections européennes. A tout sauf au déclenchement d'une guerre aux portes de l'Union européenne. Jeudi 20 mai, dans un palais des sports de la banlieue de Naples, où 2 000 personnes emplissaient à peine la moitié de la salle, le Kosovo a terni ce qui devait, au départ, être une fête. L'assassinat de Massimo D'Antona, un ancien secrétaire d'Etat (*lire page 4*), a encore assombri ces retrouvailles franco-italiennes auxquelles participaient Lionel Jospin, François Hollande, premier secrétaire du PS, Massimo D'Alema, premier ministre italien, et Walter Veltroni, secrétaire général des Démocrates de gauche (PDS).

Les organisateurs ont tenté de préserver les apparences. En lever de rideau, le chant napolitain *O Sole mio* a retenti avant l'hymne européen. En clôture, une chorale a entonné *L'Internationale* puis *La Marseillaise*. S'exprimant exclusivement en italien, pour la plus grande joie de l'assistance, M. Jospin s'est bien efforcé d'exalter « *une Europe positive, projetée vers l'avenir* ». « *Nos nations ont appris à dire "nous"*. *L'Europe doit désormais apprendre à dire "je" d'une voix unie et forte* », a lancé le premier ministre. Mais le cœur n'y était pas. Les orateurs italiens n'ont

parlé que de la résurgence du terrorisme sur leur sol et d'un conflit du Kosovo, face auquel les électeurs de gauche, au lendemain d'un vote de la Chambre des députés en faveur d'une suspension des frappes pour faciliter l'adoption par l'ONU d'une solution politique, sont de plus en plus réticents. Dans la salle napolitaine, où surgissaient quelques affiches en faveur d'une « *paix juste* », seules les expressions favorables à l'arrêt des hostilités dans les Balkans soulevaient des applaudissements nourris.

### « L'ÂME DE L'EUROPE »

M. Hollande a fait ovationner les 35 heures, après avoir souligné que « *L'Europe n'aura de légitimité que si elle répond au défi du chômage* », mais il a dû sacrifier à la figure imposée sur les Balkans. Après avoir salué « *l'attitude exemplaire du gouvernement italien qui, dès le départ, a été solidaire des initiatives et actions engagées, ainsi que dans l'accueil des réfugiés* », le premier secrétaire du PS a souhaité qu'en matière de défense européenne, l'Europe agisse « *de façon autonome sans dépendre d'aucune puissance* ». « *Nous sortirons bientôt du conflit du Kosovo et le plus tôt sera le mieux* », a-t-il ajouté.

Citant Victor Hugo, après avoir rendu hommage au « *génie artistique* » italien, M. Jospin a assuré que « *l'esprit et l'âme de l'Europe sont en jeu au Kosovo* ». Le premier ministre s'est « *réjoui* » de la « *vi-gueur* » du débat sur ce conflit en Italie, avant de justifier l'action de l'OTAN : « *Le combat que nous menons – combat pour la civilisation, je le répète – a dû prendre une forme armée parce que Slobodan Milosevic ne nous a pas laissé d'autre choix* », a-t-il expliqué. Et d'enchaîner sur une note d'espoir : « *Dès que Slobodan Milosevic sera revenu à la raison, c'est-à-dire aura accepté les principes agréés pour un règlement politique et leur mise en œuvre, alors nous pourrions régler cette crise* ». Le temps de signer quelques autographes, M. Jospin regagnait Rome avec son homologue italien.

Michel Noblecourt

Emplois  
supplémentaires  
libres

Bac +2

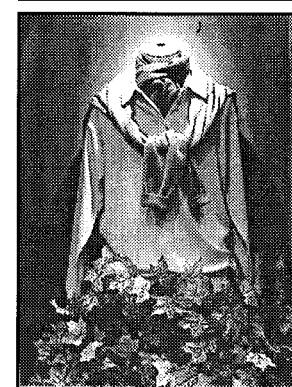
**Osez le cinéma !**  
et les métiers de l'image

Assistant de réalisation, assistant de production,  
montage on-line et virtuel, effets spéciaux numériques

Diplôme national homologué par l'Etat  
2 années d'études + stage professionnel

**Documentation au 01 43 42 43 22**

ESEC  
21, rue de Cîteaux  
75012 PARIS



### Queenslay

#### Les Hommes en Vedette chez Queenslay

Polos, Tee-shirts,  
Pulls col cheminée, col V  
Cashmere, coton

-20 % aux lecteurs du journal

140 Av. Victor Hugo  
75116 Paris - Tél. : 01.56.28.07.90



# Pressé par les dirigeants du RPR et de DL, Yves Verwaerde renonce à l'élection européenne

## Le député sortant est mis en cause dans l'affaire Elf

A la demande de Nicolas Sarkozy, président par intérim du RPR, et d'Alain Madelin, président de Démocratie libérale, le député européen sortant

Yves Verwaerde (DL), qui figurait à la douzième place sur la liste RPR-DL, a renoncé à sa candidature, après sa mise en cause dans l'affaire Elf.

Auparavant, Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, avait publiquement souhaité son retrait.

**DÉPUTÉ** européen sortant, Yves Verwaerde a annoncé, jeudi 20 mai, son retrait de la liste RPR-Démocratie libérale, où il occupait jusqu'ici le douzième rang. Le nom de M. Verwaerde est apparu dans le cadre d'une enquête judiciaire sur l'affaire Elf ; il est, notamment, considéré comme le bénéficiaire d'un compte bancaire, domicilié en Suisse, sur lequel ont transité d'importantes sommes d'argent (*Le Monde* du 19 mai). M. Verwaerde a, du reste, reconnu avoir entretenu des liens avec « les gens d'Elf » et n'avoir pas déclaré au fisc les émoluments qu'il avait perçus. C'est ce dernier aspect de l'affaire qui, d'emblée, a provoqué l'embaras des deux chefs de file de la liste de droite, Nicolas Sarkozy et Alain Madelin.

Après s'être accordés un court délai de réflexion, les présidents

du RPR et de DL sont convenus, jeudi, avec l'intéressé que celui-ci annoncerait lui-même son retrait de la liste. « *Ne dis rien, je me retire, je ne veux pas faire courir de risque à la liste* », a affirmé M. Verwaerde à M. Madelin. Grâce à cet accommodement, les responsables de la liste RPR-DL n'avaient pas à prendre une décision autoritaire qui aurait pu apparaître comme préjugant de la culpabilité de leur colistier.

### DÉCLARATION « INCONVENANTE »

Il se trouve que cet accord à l'amiable a été rompu par une intervention de Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, qui, jeudi sur LCI, a déclaré : « *Personnellement, je souhaite qu'il n'y ait dans cette liste que des gens qui n'ont pas d'affaire et, par conséquent, je souhaite*

que [M. Verwaerde] sorte. » Cette déclaration a été particulièrement mal ressentie par M. Madelin. Elle a été jugée « *tout à fait inconvenante* » par la direction du RPR. Apprenant la nouvelle, jeudi soir, à Bordeaux, où le président par intérim du RPR participait à une réunion publique en compagnie d'Alain Juppé (*lire ci-dessous*), un proche de M. Sarkozy a estimé qu'« *on ne tire pas sur un homme à terre* ». On redoutait, en outre, dans l'entourage du député des Hauts-de-Seine, qu'à la faveur du départ de M. Verwaerde la pression exercée par Génération Ecologie finisse par aboutir à l'intégration sur la liste, en position éligible, de Brice Lalonde.

En fait, DL a choisi de faire remonter d'un cran les candidats relevant de son contingent. C'est ainsi que M<sup>me</sup> Dominique Vlasto,

adjointe au maire de Marseille, se retrouverait à la douzième place, et non plus à la quatorzième ; l'ancien député Hervé Novelli passerait de la seizième à la quatorzième, Mylène Descamps, ancienne collaboratrice de Valéry Giscard d'Estaing, de la dix-huitième à la seizième, et Jean-Pierre Bébéar, député européen sortant et conseiller régional d'Aquitaine, de la vingt-troisième à la dix-huitième place. Un nouveau candidat de DL devait être introduit sur la liste, dans le courant de la journée de vendredi, au vingt-troisième rang. Remonter tous les candidats supposait, en effet, de demander à chacun d'entre eux une nouvelle signature, ce qui aurait eu pour conséquence de retarder le dépôt de la liste.

J.-L. S.

## Nicolas Sarkozy ou la « stratégie du sparadrap »

**BORDEAUX**, jeudi 20 mai : Nicolas Sarkozy donne, ce soir-là, en compagnie d'Alain Juppé, une représentation de l'« *unité de la famille gaulliste* ». La veille, sur les

### RÉCIT

Il s'évertue à « *scotcher* » tous ceux qui peuvent compter pour son avenir

hauteurs de Vulcania, près de Clermont-Ferrand, le même avait célébré l'« *union de l'opposition* », au côté d'un acteur fétiche, Valéry Giscard d'Estaing. Il est ainsi, M. Sarkozy. Il se présente aux élections européennes. Mieux que cela, il s'expose : « *La transparence ? C'est ma meilleure protection*. » Depuis le 16 avril, date du double retrait de Philippe Séguin de la présidence du mouvement gaulliste et de la conduite de la liste RPR-DL, M. Sarkozy s'applique à cultiver la métaphore : « *Je suis sous les lumières. On peut voir ceux qui sont derrière*. » Il lui arrive même de se tromper : « *C'est à quelle heure le spectacle ?* », a-t-il demandé, récemment, dans un moment d'inattention, à un de ses conseillers, dans l'avion qui le menait en Alsace. Il voulait, bien sûr, parler de la réunion publique qu'il devait animer.

Le président par intérim du RPR pense à l'avenir. Sans le dire, il prépare déjà son après-13 juin, en veillant à agréger autour de lui tous ceux qui peuvent compter dans l'opposition. « *Je les colle tous, pour mieux les mouiller* », confie-t-il. En langage sarkozien, on appelle cela la « *stratégie du sparadrap* ».

Jeudi, donc, M. Juppé se retrouve « *scotché* ». « *Tu as toute ta place pour construire l'avenir*, lui lance M. Sarkozy. *J'ai besoin d'Alain Juppé (...). C'est un soulagement de le savoir à mes côtés*. » C'est « *à dessein* » qu'il a choisi Bordeaux pour expliquer qu'« *une partie de nos échecs d'hier [tient] dans notre incapacité à inscrire l'unité de la famille gaulliste et l'union de l'opposition au rang d'absolues nécessités* ». Reconnaisant avoir été lui-même « *un facteur de division* », il rappelle les sifflets qui l'avaient accueilli lors des assises du RPR, en juillet 1997. « *Les Français ne supportent plus les oppositions de personnes, les jalousies, les affrontements stériles. L'idée même qu'il pourrait exister un soupçon de haine entre nous leur est profondément insupportable* », affirme-t-il, avant de faire applaudir – modérément, il est vrai – les noms d'Edouard Balladur et de Philippe Séguin.

Le matin même, sur Europe 1, M. Balladur avait justement re-

marqué que M. Sarkozy n'était « *pas très entouré* ». Il répondait ainsi à une invitation pressante exprimée, quelques jours auparavant, par le candidat. « *Scotché* », M. Balladur, comme l'avaient été, mercredi, en Auvergne, M. Giscard d'Estaing (*Le Monde* du 21 mai), et mardi, à Levallois-Perret, la grande majorité des élus de droite des Hauts-de-Seine. Ce soir-là, dans le département sur lequel Charles Pasqua est censé garder la haute main, le maire de Neuilly avait carrément fait l'appel des présents : un sénateur, Charles Ceccaldi-Raynaud, six députés (RPR) sur sept, treize maires, dont plusieurs de l'UDF, douze conseillers généraux (RPR) sur dix-sept. Inutile de dire que les comptes sont minutieusement tenus, pour l'avenir. M. Pasqua, ayant fait le « *choix du passé* », était rangé, au même moment, parmi les pièces de collection du « *gaullisme muséographique* ».

### LA CASEMATE DES VOSGES

M. Sarkozy croit en l'avenir. On ne l'a d'ailleurs jamais vu aussi pressé d'aller prendre un bref moment de repos, ces derniers jours, que lorsque, mercredi, un programme de visites sans doute un peu trop décalé l'a conduit à devoir s'extasier devant des dizaines de truelles, marteaux, haches, clous et tenailles à la Maison de

l'outil et de la pensée ouvrière de Troyes. La politique a beau être « *un métier qui s'apprend longuement et difficilement* », l'ancien ministre du budget préfère encore emmener, dans ses déplacements, quelques chefs d'entreprise curieux d'assister au « *spectacle* ». Il ne déteste pas, non plus, faire valoir les contacts que lui offre son nouveau statut de président par intérim du RPR. En compagnie du président du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, ou du président de la CDU allemande, Wolfgang Schäuble, il rivalise avec le président de l'UDF, François Bayrou, pour prendre pied sur la scène internationale ou, du moins, travailler au rassemblement des droites européennes.

« *Se rapprocher, étouffer l'autre et s'installer* » : voilà sa devise. Il n'en est qu'un, jusqu'à présent, qu'il n'ait pas pu afficher dans sa collection : M. Séguin. L'ancien président du RPR a pris pour une mauvaise manière la présence, le 7 mai, de son successeur au dîner-anniversaire des Amis de Jacques Chirac, organisé par Bernard Pons. Depuis, les deux hommes ne communiquent plus que par écrit. Après le pèlerinage à Vulcania et le grand pardon de Bordeaux, l'« *opération sparadrap* » bute sur la ligne de crête des Vosges.

Jean-Louis Saux

## François Bayrou sous le parrainage de Raymond Barre et... de Jacques Chirac

### LYON

de notre envoyée spéciale  
Ah ! les « *petits croche-pieds plus ou moins apparents* », le « *billard à trois bandes* », les « *petites phrases assassines* »... François Bayrou n'a-t-il pas dénoncé récemment l'usage immodéré que l'opposition a fait de ces armes ces dernières années, au point d'être réduite, selon ses dires, en « *champ de ruines* » ! Mais recevoir l'appui de Raymond Barre le lendemain du jour où Valéry Giscard d'Estaing s'affiche en Auvergne avec Nicolas Sarkozy, obtenir de l'ancien premier ministre un des traits d'ironie dont celui-ci a le secret, cela se refuse-t-il ? Le président de l'UDF ne s'est pas vraiment posé la question, jeudi 20 mai, en se rendant à Lyon pour le premier grand meeting de sa campagne européenne.

Remâchant encore la traîtrise giscardienne, le chef de file de la liste UDF aux européennes a donc savouré, à la mairie de Lyon, la manière unique qu'a M. Barre de ne faire « *aucun commentaire sur les péripéties* », entendez la rencontre entre M. Giscard d'Estaing et M. Sarkozy. L'UDF, avec sa liste, est-elle un facteur de division, comme le prétend le RPR ? « *J'ai tellement subi moi-même cette accusation que je conseille [à M. Bayrou] de faire preuve de la plus grande indifférence et du plus grand mépris, s'est gaussé M. Barre. François Bayrou et moi, nous soutenons sans ambages la politique européenne du président de la République. Allez donc voir ceux qui,*

*ailleurs, entraînent les pieds ou mènent directement campagne contre le président de la République !* »

Pour faire bonne mesure, le maire de Lyon a rangé M. Bayrou dans les rangs de la « *relève* » qu'il appelle de ses vœux. Dans la soirée, M. Bayrou a lui-même mis en avant – et c'est nouveau – sa solidarité avec le chef de l'Etat, « *point commun et repère de l'opposition* ». « *Pour nous, c'est une référence et une garantie pour l'avenir que nous voulons construire* », a insisté M. Bayrou en pensant à l'après-13 juin.

Au cours de ce déplacement,

M. Bayrou comptait une autre cartouche : la présence, devant les quelque cinq cents personnes réunies au petit palais des sports de Gerland, de Wolfgang Schäuble, président de la CDU allemande et, à ce titre, responsable influent du Parti populaire européen (PPE), dont est également membre l'UDF, contrairement au RPR. Le président de l'UDF fait de cette proximité un argument électoral : « *Ceux qui veulent un vote utile doivent choisir le PPE, et, en France, le PPE, c'est nous* », a-t-il expliqué à son auditoire. « *L'UDF et la CDU appartiennent à la même famille, la famille de ceux qui ont fait l'Eu-*

*rope* », a confirmé M. Schäuble. Mais le président de la CDU, qui avait pris note, lors d'une rencontre avec M. Sarkozy, dans l'après-midi, de la volonté du président par intérim du RPR de se rapprocher du PPE, a également affirmé que, « *pour devenir le groupe le plus important du prochain Parlement, le PPE devra compter sur le plus grand nombre possible d'élus* ». Quant à Valéry Giscard d'Estaing, la direction de l'UDF s'est renseignée : il part pour l'étranger jusqu'au 2 juin. « *Ça laisse un répit* », observe-t-on.

Cécile Chambraud

## Jean-Marie Le Pen réclame la dotation du Front national

**JEAN-MARIE LE PEN** ne déçoit pas contre la décision du ministre de l'intérieur et du ministre des finances de demander l'avis du Conseil d'Etat sur le déblocage éventuel de la dotation de l'Etat que se disputent lepénistes et mégrétistes (*Le Monde* du 20 mai). Selon le président du Front national, le jugement du tribunal de grande instance de Paris (*Le Monde* du 13 mai) – qui fait de lui le propriétaire du logo et de la flamme Front national, et qui ordonne l'exécution provisoire de cette décision – oblige le gouvernement à lui verser les 41 millions de francs (6,25 millions d'euros) de dotation accordés au FN pour l'année 1998. Mais, depuis, l'ex-délégué général

du FN, Bruno Mégret, a fait appel de l'exécution provisoire du jugement. Il estime que, à partir du moment où un jugement de seconde instance pourrait lui donner raison, il conviendrait d'éviter que cette dotation soit attribuée dès à présent. Les ministères de l'intérieur et des finances ont préféré saisir le Conseil d'Etat avant de trancher.

Estimant que la décision du gouvernement consiste « *à gêner au maximum le Front national et à faire perdurer les méthodes de blocage utilisées par M. Mégret* », M. Le Pen a annoncé, jeudi 20 mai, lors d'une conférence de presse, qu'il allait « *engager un référé d'heure à heure, pour faire sanctionner la voie de fait*

*du ministre Strauss-Kahn* ». Et il menace, dans une lettre adressée au président de la République, de demander « *l'annulation* » du scrutin du 13 juin. M. Le Pen évoque dans sa lettre « *une atteinte intolérable à l'autorité judiciaire et à son indépendance* », « *une dérive des pouvoirs publics, conceptualisée et animée par des féodalités d'intérêts* ». Dans une seconde missive, cette fois adressée au premier ministre, le président du parti d'extrême droite « *attire l'attention* » de M. Jospin sur « *la très grande responsabilité politique et même personnelle* » qu'il assumerait s'il ne faisait pas débloquer la dotation.

Christiane Chombeau

## Les services embauchent, l'industrie perd des emplois

L'EMPLOI salarié dans les secteurs privé et semi-public a augmenté de 0,4 % (+ 61 200), selon l'Insee qui a publié, vendredi 21 mai, les statistiques provisoires du premier trimestre 1999. En un an, la progression s'élève à 2 % (+ 273 900). Les services, en particulier, continuent d'embaucher (+ 0,8 %, soit 70 500 emplois), ainsi que la construction (+ 0,2 %, 2 200), mais l'emploi, en revanche, régresse dans l'industrie (- 0,3 %, 11 500). Par ailleurs, la durée hebdomadaire collective du travail s'établit désormais, en moyenne, à 38,5 heures (- 0,1 %) selon l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre du ministère de l'emploi. L'indice du salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) a progressé de 0,5 % au cours du premier semestre.

### DÉPÊCHES

■ **LANGUES RÉGIONALES : le président de la République Jacques Chirac a saisi le Conseil constitutionnel, jeudi 20 mai, pour lui demander si la ratification par la France, le 7 mai (*Le Monde* du 8 mai), de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires, peut être autorisée sans une révision préalable de la Constitution.**

■ **DIFFAMATION : Philippe Séguin, ancien président du RPR, a annoncé, mercredi 19 mai, qu'il portait plainte contre *Le Parisien*. Dans une enquête sur les emplois fictifs de la Ville de Paris publiée le 19 mai, le quotidien affirmait qu'une personne avait été employée par le RPR et rémunérée par la Mairie de Paris pendant qu'il dirigeait le mouvement gaulliste. Dans un communiqué, M. Séguin affirme qu'il n'a « jamais organisé ni couvert quelque emploi fictif que ce soit, tout au long de la période où il a présidé le RPR » et estime que cette mise en cause d'une « extrême gravité (...) nuit à sa réputation ».**

■ **ÉLECTION : Alain Lamassouse, ancien ministre du budget, a été élu, jeudi 20 mai, maire d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques) pour succéder à Michel Bonnet (UDF), décédé le 6 mai.**

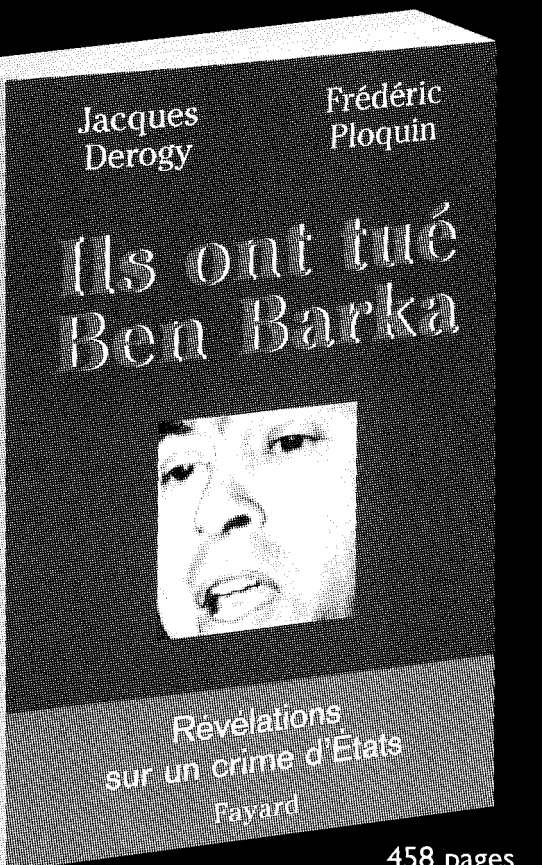
■ **PARIS : Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste de Paris, demande à la chambre régionale des comptes d'exercer un « contrôle des comptes et des gestions antérieures de certaines associations subventionnées par la Ville de Paris », dans un courrier rendu public jeudi 20 mai. M. Delanoë s'inquiète ainsi de la « dissolution précipitée » de l'association pour l'information municipale. La Mairie réplique que les contrôles réclamés par l'opposition ont été faits ou sont en cours.**

■ **PARLEMENT : le Sénat a adopté à l'unanimité, jeudi 20 mai, en première lecture, une proposition de loi – adoptée par l'Assemblée nationale le 11 février (*Le Monde* du 15 février) – visant à créer une délégation parlementaire permanente « aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ».**

■ **CONJONCTURE : la production industrielle française s'est accrue de 0,8 % en mars par rapport à février, en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables, selon les chiffres publiés par l'Insee, vendredi 21 mai. Sur l'ensemble du premier trimestre 1999, elle a reculé de 0,6 % par rapport aux trois derniers mois de l'année 1998.**

■ **KOSOVO : Sami Naïr, vice-président du Mouvement des citoyens et numéro 3 sur la liste conduite par François Hollande aux élections européennes, a estimé, vendredi 21 mai sur LCI, que « le moment est venu de cesser les bombardements » de l'OTAN en Yougoslavie. « Il faut aller très vite vers une solution politique », a-t-il ajouté.**

# DEROGY/PLOQUIN



458 pages  
130 F

Jacques Derogy savait retrouver les témoins introuvables et déliait la langue des dévots du mutisme... Trente-quatre ans après, Frédéric Ploquin a repris le flambeau... Grâce à lui, maintes pièces manquantes du puzzle sont à présent à leur place.

Gilles Perrault,  
L'Événement

# FAYARD











# Quatre nationalistes interpellés dans l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac

Parmi les personnes gardées à vue figurent Alain Ferrandi, militant nationaliste de longue date décrit par les enquêteurs comme appartenant à la mouvance de Jean Castella, incarcéré depuis novembre 1998 pour un attentat, et trois de ses proches

Sept personnes, quatre nationalistes et les compagnes de trois d'entre eux ont été interpellées, vendredi 21 mai à l'aube dans la région d'Ajaccio (Corse-du-sud), dans le cours de l'enquête sur l'assassinat du préfet

L'ENQUÊTE sur la mort du préfet de Corse Claude Erignac, le 6 février 1998, s'accélère. Après la mise en examen de Mathieu Filidori pour « complicité d'assassinat », jeudi 20 mai, par le juge d'instruction anti-terroriste Jean-Louis Bruguière du tribunal de grande instance de Paris (*Le Monde* du 21 mai), sept personnes – quatre militants nationalistes et les compagnes de trois d'entre eux – ont été interpellées et placées en garde à vue, vendredi 21 mai, à l'aube, dans la région d'Ajaccio (Corse-du-sud), par les policiers de la division nationale anti-terroriste (DNAT), assistés de leurs collègues du service régional de police judiciaire (SRPJ) d'Ajaccio.

Au nombre de ces personnes interpellées dans le cadre du dossier Erignac, précise une source policière, figurent Alain Ferrandi, et trois de ses proches, décrits par les mêmes sources proches de l'enquête comme appartenant à la mouvance de Jean Castella, militant nationaliste, mis en examen et écroué, le 22 novembre 1998, pour un attentat commis contre un bâtiment du rectorat de Paris en 1993.

## Quinze mois d'enquête

● **6 février 1998** : le préfet de la région Corse, Claude Erignac, est touché mortellement par trois balles de pistolet, en plein centre d'Ajaccio (Corse-du-Sud). L'enquête est confiée conjointement aux policiers du SRPJ d'Ajaccio et de la 6<sup>e</sup> division de la direction centrale de la police judiciaire (devenue depuis division nationale antiterroriste, DNAT). De leur côté, les gendarmes sont saisis, depuis le 6 septembre 1997, de l'enquête sur l'attaque de la gendarmerie de Pietrosella (Corse-du-Sud), où avait été dérobée l'arme (un pistolet Beretta) qui a servi au crime. L'opération de Pietrosella a été revendiquée par un mystérieux groupuscule nationaliste baptisé *Sampieru*, qui a également revendiqué deux attentats à Strasbourg et Vichy.
● **9 février** : un groupe non identifié revendique l'assassinat du préfet Erignac. Dans ce document de trois pages, il est notamment écrit qu'« *en matière d'environnement* [Claude Erignac] *n'a pas hésité à contredire certains organismes officiels au détriment de la défense des terres agricoles ou du patrimoine foncier* ». Le communiqué précise que « *l'arme utilisée pour l'action contre le préfet Erignac provient de la gendarmerie de Pietrosella* ». Le numéro de série du pistolet – « *MAS sous licence Beretta A 00199* » – est mentionné.
● **13 février** : Bernard Bonnet, le successeur de Claude Erignac, est officiellement installé à Ajaccio. M. Bonnet connaît les dossiers sensibles de l'île pour avoir été le préfet adjoint à la sécurité de janvier 1991 à juillet 1993.
● **22 juin** : deux agriculteurs nationalistes, Mathieu Filidori et Gérard Serpentinei, sont interpellés en marge de l'enquête. La police les suspecte d'avoir participé à des opérations d'intimidation à l'encontre du préfet. Si les enquêteurs semblent privilégier la piste des milieux agricoles, ils tardent à recueillir des éléments déterminants. Leurs soupçons s'orientent notamment vers Mathieu Filidori, agriculteur et militant de la première heure, qui sera remis en liberté le 10 novembre sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris.
● **18 novembre** : quatre membres du Syndicat des enseignants corses (SEC) sont interpellés et mis en examen pour « *association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste* ». Les policiers soupçonnent ces militants nationalistes d'avoir été en relation avec le groupe responsable de l'attaque de la gendarmerie de Pietrosella.
● **16 novembre et 11 décembre** : le préfet Bonnet remet deux notes au procureur de la République de

de Corse Claude Erignac, le 6 février 1998. Au nombre des personnes placées en garde à vue figurent Alain Ferrandi, et trois de ses proches, décrits par des sources proches de l'enquête comme appartenant à la mou-

vement de Jean Castella, militant nationaliste, mis en examen et écroué, le 22 novembre 1998, pour un attentat commis en 1993. Par ailleurs, l'ancien préfet de Corse, Bernard Bonnet, devait pour la première

#### SURVEILLANCE ÉTROITE

Chef de l'agence Hertz à Campo dell'Oro, l'aéroport d'Ajaccio, Alain Ferrandi faisait depuis plusieurs semaines l'objet d'une surveillance étroite des policiers. Ce militant nationaliste de longue date pourrait permettre, selon les policiers, d'établir le lien entre les « intellectuels » regroupés autour de Jean Castella en Haute-Corse et les « agriculteurs », rassemblés en Corse-du-sud, autour de Marcel Lorenzoni et Mathieu Filidori. Cet ensemble constitué de militants radicaux du nationalisme pourrait être, estiment des sources proches de l'enquête, à

l'origine de l'assassinat du préfet Erignac.

Alain Ferrandi, avait été condamné le 8 mars 1991 à trois mois de prison avec sursis en compagnie de six agriculteurs nationalistes du syndicat corse de l'agriculture, pour l'enlèvement, le 30 janvier de la même année, d'un commissaire au développement de la Corse.

Marcel Lorenzoni avait été considéré par la justice comme le chef de ce commando, dont l'action était motivée par le mécontentement dû au non-aboutissement d'un dossier pour le développement d'une filière porcine en Corse.

Les notes transmises à la justice par le préfet Bernard Bonnet les 16 novembre et 11 décembre 1998 désignaient nommément Alain Ferrandi comme l'un des participants à l'action contre le préfet

#### SOCIÉTÉ

## Bernard Bonnet est désigné par son ancien directeur de cabinet

Erignac. Il est même considéré dans le premier de ces documents comme faisant partie du groupe opérationnel, qui a participé de façon « *quasiment certaine* », selon la première note du préfet, à l'assassinat.

Alain Ferrandi, selon la deuxième note, « *est le pivot du commando* ». « *Les autres membres du commando seraient ses lieutenants d'une ancienne équipe du FLNC-Canal historique du secteur de Cargèse Sagone* », précise le document.

Jeudi 20 mai, Mathieu Filidori, cinquante ans, a fait l'objet d'une double mise en examen. A la « *complicité d'assassinat* » de Claude Erignac, qui lui avait été signifiée par le juge Bruguière, le juge Gilbert Thiel a ajouté une mise en examen pour « *complicité d'attentat* » dans les trois dossiers de l'attaque de la gendarmerie de

# Bernard Bonnet est désigné par son ancien directeur de cabinet comme le principal donneur d'ordres dans l'affaire des paillotes

dition dans le bureau du juge Patrice Camberou, après son avion militaire, Gérard Pardini a précisé le rôle joué par l'ancien préfet dans les opérations visant à incendier des paillotes de la région sud d'Ajaccio. Selon lui, le préfet aurait craint « *un infléchissement du soutien de l'opinion publique, des médias, et notamment des médias nationaux* ». Ainsi, soucieux de bénéficier d'une adhésion populaire à son action de rétablissement de l'Etat de droit en Corse, aurait-il décidé de créer volontairement du désordre et des dissensions entre les propriétaires de paillotes, les nationalistes et les policiers. Par ailleurs, la lenteur de l'enquête sur l'assassinat de son prédécesseur, Claude Erignac, l'aurait fortement inquiété. L'inaction de l'Etat pouvait, selon les déclarations de Gérard Pardini, nuire considérablement à l'image de Bernard Bonnet sur l'île.

#### POINT DE FIXATION

C'est dans ce contexte que s'est élaboré le projet de destruction des paillotes qui, à en croire M. Pardini, ont été un véritable point de fixation pour le préfet. M. Bonnet a ainsi demandé à son directeur de cabinet et au colonel Mazères de faire le nécessaire pour régulariser la situation de ces restaurants de plage. Ces deux fidèles, les plus proches collaborateurs du préfet, ont décidé, avec l'accord de leur chef, de mettre le feu, le 7 mars, à une première paillote Aria Marina à la sortie d'Ajaccio. Le feu a été mis au moyen d'un briquet noir prêté par le préfet lui-même. Les pompiers sont intervenus très rapidement, ce qui a limité le sinistre. Ayant reconnu les faits, M. Pardini a été mis une deuxième fois en examen, jeudi 20 mai, pour destruction de biens appartenant à autrui par incendie en bande organisée.

Le tollé suscité chez les élus par la volonté de l'ancien préfet, le 9 avril, de démolir un certain nombre de paillotes illégales a conduit Bernard Bonnet à renoncer à son projet jusqu'à la fin de la saison touristique 1999. Cet affront, en grande partie relayé par les anciens ministres José Rossi (PR), en tant que président de l'Assemblée de Corse, et François Léotard (PR), au titre de liens amicaux avec certains contrevenants, a accéléré la mise en place d'autres opérations. Le préfet Bonnet, selon les informations fournies par M. Pardini le 20 mai, a participé au choix d'une nouvelle cible. Il en a effet décidé avec ses deux principaux collaborateurs qu'il pourrait s'attaquer au propriétaire le plus contestataire des paillotes, Yves Féraud, gérant du restaurant Chez Francis. M. Pardini a raconté que, après un repérage sur les lieux en compagnie du colonel Mazères, il a indiqué au préfet qu'il lui paraissait difficile de réaliser à eux deux l'opération. Ils lui ont alors conseillé d'utiliser les services des

hommes du GPS. Par ailleurs, M. Bonnet semble avoir également été à l'origine de l'idée de laisser sur les lieux de l'incendie criminel plusieurs tracts désignant Yves Féraud comme une « *balance de flucs* ». Cette dernière initiative aurait, semble-t-il, eu pour but de déstabiliser les paillotiers et d'affaiblir la contestation entre les démolitions de ces constructions illégales. Détail déroutant donné par M. Pardini : la photocopieuse utilisée dans les locaux mêmes de la préfecture de région pour reproduire en plusieurs exemplaires ces documents aurait été par la suite sciemment détériorée par MM. Bonnet et Pardini afin de faire disparaître les preuves. Enfin, au titre des opérations planifiées et non réalisées, Gérard Pardini a précisé qu'il avait réussi à dissuader le préfet de faire détruire des paillotes à Capo di Feno à l'ouest d'Ajaccio. Il aurait obtenu l'accord de ne pas engager d'opérations clandestines au motif qu'il s'agissait à cet endroit de cas juridiques complexes et que les procédures judiciaires étaient en cours. Le projet de détruire ces paillotes serait venu à l'esprit du préfet lors de footings sur la plage longeant ces restaurants.

Lors de son passage dans le bureau du juge, qui paraît s'être déroulé dans une relative sérénité, Gérard Pardini s'est apparemment montré résolu à assumer son propre rôle. Mais il a tenu à répliquer aux accusations faisant état de la préparation d'actions clandestines contre des cibles nationalistes. En prenant soin de préciser qu'il pouvait ne pas avoir eu

ment jugé convaincant par les enquêteurs avec le communiqué du 7 février 1998, tout comme l'expertise d'un matériel informatique semblable à celui utilisé pour la revendication de l'assassinat du préfet de Corse.

Selon son avocat, Me Jacques Robaglia, Mathieu Filidori a clamé son innocence devant les juges, maintenant qu'il « *n'avait rien à voir* », de près ou de loin avec la mort de Claude Erignac. Le militant nationaliste s'est également dit « *victime d'un complot* » dans cette affaire et a manifesté auprès de son défenseur l'intention de commencer une grève de la faim.

Mathieu Filidori a été écroué à la maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne). Me Robaglia a fait appel de son placement en détention.

*Pascal Ceaux*

connaissance de certaines actions, il a démenti avoir proposé d'utiliser son propre fusil M 16, semi-automatique, pour mitrailler des locaux appartenant à des nationalistes. Il a simplement reconnu s'être exercé avec cette arme à la Toussaint et à Noël 1998 au stand de tir de la gendarmerie. De même a-t-il rejeté l'idée de projet d'attentat sur les vedettes de transport de la famille Cantara, à Bonifacio (Corse-du-Sud), considérée comme proche du dirigeant nationaliste François Santoni.

Questionné par les juges sur l'existence d'une responsabilité administrative ou politique située au-dessus du préfet, il a répondu : « *À ma connaissance, Bernard Bonnet n'a pas reçu d'ordre* ». Enfin, augurant peut-être d'une future défense, il a longuement abordé le statut juridique particulier des paillotes. Ces restaurants de plage, construits illégalement sur le domaine public maritime et condamnés à la démolition par décisions judiciaires souvent anciennes, relèvent par définition de l'autorité de l'Etat, a-t-il expliqué. Puisqu'ils n'ont pas légalement de propriétaire, est-ce un délit, a-t-il demandé en substance, de s'attaquer à leurs murs ? « *Mon client a accepté l'idée d'avoir enfreint la loi et d'avoir cédé à la pression, nous a affirmé l'un de ses deux défenseurs, M<sup>e</sup> Jean-Etienne Giamarchi, jeudi 20 mai au soir. Il s'agit maintenant que, dans ce dossier, chacun, et à tous les niveaux, assume ses propres responsabilités et en tire les conséquences.* »

*Jacques Follorou*

	<b>VENTES PAR ADJUDICATION</b> <b>Office Spécial de Publicité</b> 47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex Tél <span> </span> : 01.49.04.01.84 - Fax <span> </span> : 01.43.33.51.36
<p>Etude de Maître PIERRELL, mandataire liquidateur des Sociétés SEM - EDITION MINUTE - SAM - SERVICE ASSISTANCE MEDIA et EPM - AGENCE EUROPEENNE PRESSE MEDIA 211, boulevard Vincent Auriol (75013) PARIS</p> <p><b>VENTE D'UN FONDS DE COMMERCE D'EDITION DE JOURNAUX ET DU TITRE "MINUTE"</b></p> <p>Obligation de retrait préalable du dossier de présentation à l'Etude de Me PIERRELL, du Lundi au Vendredi de 9h à 12h, à compter du 25 Mai jusqu'au 4 Juin 1999, sur présentation d'une lettre émanant d'un établissement bancaire français indiquant que son destinataire a les capacités financières à faire face aux acquisitions projetées.</p> <p><b>Fixation du délai ultime de dépôt des offres sous pli cacheté en l'Etude de la SCP BEGO-VAN KEMMEN, Huissiers audienciers, 1, boulevard du Palais (75004) PARIS, au plus tard le Lundi 7 Juin 1999 à 17heures.</b> <i>Les dossiers d'offres doivent impérativement être établis comme indiqué dans le dossier de présentation</i></p>	
<b>75</b>	<p>Vente au Palais de Justice de NANTERRE <b>Jeudi 3 Juin 1999 à 14h - En 6 lots</b> <b>6 LOGEMENTS à PARIS 18ème</b> <b>19, rue Myrha</b> <b>Surfaces des logements<span> </span>: 1<sup>er</sup> lot<span> </span>: 31 m<sup>2</sup> env. - 2<sup>ème</sup> lot<span> </span>: 21,50 m<sup>2</sup> env.</b> <i>3<sup>ème</sup> lot<span> </span>: 19 m<sup>2</sup> env. - 4<sup>ème</sup> lot<span> </span>: 19 m<sup>2</sup> env.</i> <i>5<sup>ème</sup> lot<span> </span>: 26 m<sup>2</sup> env. - 6<sup>ème</sup> lot<span> </span>: 27 m<sup>2</sup> env.</i></p> <p><b>MISES A PRIX<span> </span>: 100.000 F (par lot)</b></p> <p><i>Pouvant être baissées à 50.000 F</i></p> <p>S'adr. à Me BOUCHERY-OZANNE, Avocat à NANTERRE (92) 215, avenue Georges Clemenceau - Tél<span> </span>: 01.46.69.91.91 Au Greffe du TGI de NANTERRE de 9h 30 à 11h 30 <i>Sur les lieux pour visiter le 31 Mai 1999 de 9h 30 à 11h</i></p>



# RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 22 MAI 1999

## Le rite taumomachique garde jalousement ses secrets financiers

Pendant le week-end de la Pentecôte, plusieurs ferias sont organisées dans le sud de la France. Un million de personnes sont ainsi attendues à Nîmes. Vic-Fezensac, dans le Gers, espère aussi de cet événement d'importantes retombées financières, mais celles-ci échappent à toute statistique

### TOULOUSE

*de notre correspondant régional*  
Pour comprendre Vic-Fezensac, il faut monter au ciel ou, plus modestement, grimper au sommet d'une des collines du Gers gascon. D'en haut, on ne voit qu'une chose : la blancheur éclatante des arènes Joseph-Fourniol - elles datent de 1932 mais ont été récemment remises à neuf - dont l'éclat boussure domine les toits de tuile de ce bourg de trois mille huit cents habitants. Ici, les arènes forment un immense cœur qui, une fois par an, s'emballe à tout va, charriant des flots de passion, de gestes émus, de mots criés, de regards fascinés et... d'argent trébuchant.

Trente mille à quarante mille personnes sont attendues à Vic, à partir du samedi 22 mai, pendant les trois jours de la *feria del toros*. Les 6 857 places des arènes affichent complet pour les quatre corridas. A 50 kilomètres à la ronde, hôtels, gîtes et campings sont réservés depuis des mois. Rues et places se couvrent de tavernes à ciel ouvert (*bodegas*), de petits restaurants sous tentes colorées (*casetas*), d'estrades pour les *bandas*. La folie mêlée de plaisir festif et de recueillement cérémoniel qui s'empare de Vic à l'occasion de la feria est consanguine de celle qui saisit Nîmes, ce même week-end de Pentecôte, où l'on attend un million de personnes, ou encore Béziers, que des centaines de milliers d'aficionados envahissent en août, Mont-de-Marsan, Dax, Bayonne ou Arles.

Au total, quarante-trois villes du Sud-Est et du Sud-Ouest organisent régulièrement corridas (combat entre taureaux adultes et toreros d'expérience) et novilladas (affrontement de jeunes toreros et de bêtes de moins de trois ans). Chacune d'entre elles avoue que la célébration du rite taumomachique

constitue non seulement l'événement le plus marquant de l'année, mais aussi le plus rentable. A Nîmes, la municipalité n'hésite pas à qualifier sa feria de « plus grosse fête européenne », sans laquelle « nombre de commerces devraient tirer le rideau ».

Parmi les cathédrales taurines, Vic est la plus petite, mais c'est peut-être celle qui célèbre le culte

plient pour attirer les *gogos-touristes* ». Les taureaux rapportent gros aux villes. Combien ? Impossible à savoir. Dès qu'on évoque les retombées financières, les bouches se ferment. Que les corridas soient organisées, comme à Vic, par des associations loi 1901, ou, comme à Nîmes, directement par les municipalités, ou encore, comme à Arles, par des sociétés

### La différence espagnole

**En Espagne, contrairement à la situation qui prévaut en France, la corrida est devenue une activité économique clairement identifiée. Les quinze mille spectacles taumomachiques - contre deux cents environ en France -, qui attirent cinq millions de spectateurs, sont assujettis à des lois et à la TVA ; de même que l'élevage, les filières, les transactions, la viande, les métiers et les salaires des toreros. Au total, le chiffre d'affaires déclaré de l'activité taumomachique est de 8 milliards de francs (1,22 milliard d'euros). La pratique des dessous-de-table est rigoureusement bannie.**

le plus intense. Le bourg gersois se proclame fièrement « *torista* », c'est-à-dire privilégiant avant tout le comportement du taureau, son aptitude au combat, par opposition aux « *toreristas* », qui, eux, préfèrent les exploits lumineux du torero. Les premiers ne sont pas loin de suspecter les seconds de transformer la dévotion en « *entreprise de spectacle* ». En retour, ces derniers n'hésitent pas à qualifier les *toristas* d'« *intégristes* ». Taumomachie populaire des villages contre taumomachie commerciale des villes : le procès suit les lignes de faille de l'éternelle opposition entre tradition et modernité.

Les deux écoles se rejoignent au moins pour occulter un aspect, devenu essentiel : la pression commerciale se fait de plus en plus vive autour du phénomène des corridas et fait dire à Henri Capdeville, président de la Fédération des sociétés taurines, que « les manifestations folkloriques se multi-

plées, partout il ne faudrait voir que la célébration de l'art.

Pour Jean-Jacques Baylac, l'un des deux coprésidents du club taurin vicois, « la corrida, c'est d'abord du passionnel atavique et une certaine idée éthique. Le commerce ne sert pas l'intérêt du taureau ». Le club n'en engrange pas moins des

bénéfices confortables, « en toute transparence », précise Jean Fitte, son ancien président. On ne saura pas combien coûte le « plateau » des vingt-quatre taureaux de combat et des vingt de réserve, soigneusement choisis en Andalousie ou en Estremadure ainsi que les douze matadors (un *toro bravo* se négocie autour de 60 000 francs). On apprendra quand même que les arènes produisent une recette de 7 à 8 millions de francs et que les retombées commerciales sur Vic et sa région sont estimées entre 20 et 30 millions de francs. Soit, en trois jours, autant que le budget annuel de la commune.

Même langage chez Robert Piles, ancien torero qui dirige les arènes de Nîmes. « La tradition taurine fait partie de l'identité de la ville, dit-il. L'éthique du spectacle prime. » Mais il reconnaît que, « sans les trois jours de feria, le commerce de la ville s'effondrerait. On ne va pas à la corrida comme au cinéma, cinq minutes avant, et on ne rentre pas tout de suite à la maison ». Certains cafés et restaurants de la ville affirment réaliser pendant les trois jours de feria la moitié de leur chiffre d'affaires de l'année. Combien tout cela

rapporte-t-il à la ville ? Aucun chiffre n'est disponible, pas plus à Nîmes qu'à Béziers, pas même à l'Union des villes taurines.

Seulement peut-on se livrer à un calcul simple : le participant à une feria - une minorité seulement des visiteurs (20 %, estime-t-on) assiste à la corrida, l'essentiel de la foule flânant et consommant dans la ville - dépense au moins autant

« Les manifestations folkloriques se multiplient pour attirer les gogos-touristes »  
**Henri Capdeville**

qu'un festivalier d'Avignon ou de Cannes. Soit une moyenne de 1 000 francs par personne pour son hébergement, ses repas, ses libations et, parfois, son billet d'entrée aux arènes. Un million de participants, comme à Nîmes, cela donne un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs. Cinq fois plus que le

budget de cette cité de cent trente mille habitants...

L'affaire de passion est donc aussi une histoire d'affaires tout court. Cependant, à une époque où aucun secteur n'échappe à la science statistique, l'absence de tout indicateur ou recensement sur l'économie taurine et le silence qui l'entoure ne manquent pas de surprendre, accréditant les rumeurs sur la corruption et les dessous-de-table. On a tout dit, tout écrit, tout filmé sur la noblesse ardente du spectacle et les rondes fraternelles, au coude à coude, de l'arène à la *bodega*. Mais on ne sait presque rien de l'argent et des circuits qu'il emprunte. Une commission du conseil économique et social de Languedoc-Roussillon avait essayé d'y voir plus clair. Elle a conclu que « la transparence n'est pas, dans ces milieux, une vertu cardinale ».

Jean-Paul Besset

■ **Le torero Julian Lopez « El Juli » a été mis en examen**, jeudi 20 mai, à Nîmes, pour avoir présenté de faux documents de naissance pour forer en qualité de novillero, en février 1998, à Nîmes, alors qu'il n'avait pas seize ans (*Le Monde* du 21 mai).

## Les taureaux de Camargue, viande d'appellation contrôlée

### MARSEILLE

*de notre correspondant*

En Camargue, les éleveurs de taureaux de combat de race espagnole, ces taureaux braves à ne pas confondre avec les taureaux camarguais, tentent de se faire une petite place sur un marché dominé par les Espagnols. Regroupés au sein d'une association, les trente-cinq élevages répartis dans le pays d'Arles (Bouches-du-Rhône), dans l'Hérault et dans le Gard pèsent en effet bien peu au regard des 1 100 élevages d'Espagne.

Les organisateurs de corridas ou de novilladas rechignent à présenter des taureaux français : sur un millier d'animaux tués dans les arènes du Sud-Est et du Sud-Ouest en 1998, un cinquième seulement venaient des élevages français. « Pourtant, nous ne cessons d'améliorer la qualité », affirme Marie-Pierre Callet, une *rejoneadora* (qui torée à cheval) à la tête d'un élevage. Lors de la dernière feria d'Arles, à Pâques, aucun des 56 taureaux mis à mort n'avait été élevé en Camargue. « C'est dans la tête. Les grands toreros exigent des bêtes provenant de certains élevages espagnols », explique Hubert Yonnet, qui fut direc-

teur des arènes d'Arles de 1985 à 1998. Les éleveurs camarguais, se sentant « repoussés à la marge de ce marché », préconisent une politique de quotas : « Qu'une année, on organise une novillade [corrida avec de jeunes taureaux] espagnole, et l'année suivante une novillade française », propose ainsi M<sup>me</sup> Callet.

### LE PRIX DU KILO A DOUBLÉ

En 1998, 450 taureaux ont été marqués, mais 40 % à 50 % de ce cheptel finiront à la boucherie sans être passés par l'arène. La création, en décembre 1996, d'une appellation d'origine contrôlée « taureau de Camargue » offre aux éleveurs un moyen de juguler cette surproduction. Toujours en 1998, 252 tonnes de viande taurine sont sorties des deux abattoirs et cinq ateliers de découpe réservés aux éleveurs de taureaux de combat, mais aussi aux manadiers (éleveurs de taureaux voués à la course camarguaise, un jeu taurin sans mise à mort). La création de cette AOC a permis de doubler le prix du kilo de viande taurine, essentiellement distribuée sur le marché local, dans des boucheries de la région.

« La viande taurine a bénéficié de la crise de la "vache folle" », reconnaît André Mauget, directeur adjoint du parc naturel régional de Camargue. L'AOC garantit que les taureaux ont été élevés selon le mode extensif, dans des pâturages humides, et uniquement alimentés par de l'herbe. Bien que la viande taurine soit présentée comme « sans cholestérol », aucune promotion n'est engagée, car, explique M. Mauget, « il faut garder aux élevages de taureaux de combat et de taureaux de courses camarguais leur vocation première : le spectacle taurin ».

Aucun éleveur de taureaux de combat ne peut vivre de cette seule activité. Le prix d'un taureau brave destiné à la corrida, donc âgé de quatre ans, oscille entre 12 000 et 20 000 francs, celui de taureaux plus jeunes, pour les novillades, va de 7 000 à 12 000 francs. Les éleveurs complètent leurs revenus par de l'agriculture ou de la riziculture et nombre d'entre eux se sont lancés dans le tourisme en ouvrant leurs *ganaderías* au public.

Luc Leroux

### PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES Enquêtes ouvertes du 10 juin au 10 juillet 1999

Par arrêté préfectoral du 12 mai 1999 est prescrite l'ouverture conjointe :  
- D'une enquête publique portant sur :  
• l'utilité publique des travaux et acquisitions foncières nécessaires à :  
- la reconstruction de l'échelon 400 kV du poste de VILLEVAUDE,  
- la modification des lignes de raccordement 400 kV : PLESSIS-GASSOT-VILLEVAUDE 3 et 4, MORBRAS-VILLEVAUDE 1 et 2, LATENA-VILLEVAUDE, LA HERSE-VILLEVAUDE,  
- la déviation des deux lignes 225 kV ROMAINVILLE- VILLEVAUDE 1 et NEUILLY-VILLEVAUDE 1,  
• la mise en compatibilité du P.O.S. de VILLEVAUDE.

Cette enquête publique servira également de publicité pour les procédures ultérieures de permis de construire et d'autorisation d'exécution prévue par l'article 50 du décret du 29 juillet 1927 modifié.  
- Et de l'enquête parcellaire relative à l'implantation du poste sur la commune de VILLEVAUDE.

Pendant la durée de l'enquête, soit 31 jours, les dossiers et registres d'enquêtes seront déposés en mairie de VILLEVAUDE et en sous-préfecture de MEAUX (Annexe, place Moissan, 77108 MEAUX Cedex), pour être tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture à savoir :

- MAIRIE DE VILLEVAUDE :  
- les lundi-mardi-mercredi-jeudi-vendredi de 14 h à 18 h,  
- le samedi de 9 h à 12 h.
- SOUS-PREFECTURE DE MEAUX (Annexe, place Moissan, 77108 MEAUX) :  
- les lundi-mardi-jeudi-vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur, par le président du tribunal administratif de MELUN, M. François VILLAIN, architecte D.P.L.G.

### Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de VILLEVAUDE.

Toute personne pourra faire connaître ses observations :  
- soit en les consignait sur les registres tenus à sa disposition ;  
- soit en les adressant par écrit au commissaire enquêteur, à la mairie de VILLEVAUDE, siège de l'enquête.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour y recevoir ses observations, en mairie de VILLEVAUDE :  
- les mercredis 16, 23 et 30 juin 1999 de 15 h 30 à 17 h 30,  
- le vendredi 9 juillet 1999 de 14 h 30 à 17 h 30.

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquêtes seront clos, selon les lieux de dépôt, par le sous-préfet ou le maire et transmis dans les 24 heures au commissaire enquêteur.

Dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra les dossiers d'enquête et les registres, accompagnés de ses conclusions motivées au sous-préfet de MEAUX, lequel les adressera au Préfet avec son avis.

La publication du présent avis est faite notamment en vue de l'application de l'article L. 13-2 du Code de l'expropriation reproduit ci-dessous :

*"En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation. Dans la huitaine qui suit cette notification le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus dans le même délai de huitaine de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi, ils seront déchus de tous droits à l'indemnité".*

Copie des conclusions du commissaire enquêteur sera déposée dans chaque lieu d'enquêtes pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture d'enquêtes. Il en sera donné connaissance à toute personne concernée qui devra en faire la demande écrite au préfet de Seine-et-Marne.

Le texte intégral de l'arrêté d'ouverture d'enquêtes peut être consulté à la mairie de VILLEVAUDE ou à la sous-préfecture de MEAUX.

## Barcelone sera alimentée par les eaux du Rhône

LE PROJET d'aqueduc Rhône-Catalogne, reliant le fleuve à Barcelone, vient de recevoir le feu vert du comité scientifique mis en place par le gouvernement catalan. Dans leur rapport sur les différentes alternatives pour alimenter en eau potable la ville de Barcelone, les experts estiment que l'utilisation des eaux du Rhône est la meilleure solution : ces dernières seraient plus abondantes et de meilleure qualité que celles de l'Ebre.

Le projet retenu, celui de la Société d'études et de promotion de l'aqueduc Languedoc-Roussillon Catalogne (Sepa), filiale de la Compagnie du bas Rhône-Languedoc (BRL), prévoit la construction d'une canalisation de 314 kilomètres entre Montpellier et la capitale catalane qui pomperait l'eau dans le Rhône à raison de 10 mètres cubes/seconde (*Le Monde* du 22 octobre 1996). Le coût total des opérations s'élèverait à 6 milliards de francs (914,7 millions d'euros). Le Parlement catalan devrait avaliser le projet en juin.

### DÉPÊCHES

■ **ILE-DE-FRANCE : la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France, présidé par Jean-Paul Huchon (PS), a voté**, jeudi 20 mai, le principe du financement, à hauteur de 2,5 millions de francs, de trois postes de police dans des gares franciliennes. Cette subvention fait partie du plan sécurité décidé par l'assemblée régionale au cours de son débat budgétaire.

■ **PARIS : une nouvelle ligne de bus (n° 91) devrait être prochainement placée** en couloirs protégés dans la capitale après la rénovation du tronçon sud de la ligne PC (petite ceinture), prévue en octobre. Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, a également annoncé, en accord avec la RATP, que des travaux de ce type seront ensuite effectués sur quatre autres lignes. Il a souhaité la mise en place des premières lignes d'un réseau de proximité dans les quartiers du Marais et des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> arrondissements. Celles-ci seront équipées de bus électriques du même type que ceux qui sont actuellement expérimentés à Montmartre.

■ **BRETAGNE : l'accès d'un chantier de plates-formes offshore a été libéré**, jeudi 20 mai, à Brest, par les salariés d'entreprises de sous-traitance qui le bloquaient depuis mercredi (*Le Monde* du 21 mai). A l'issue d'une réunion de négociations avec les syndicats, la Direction des constructions navales (DCN) a proposé une hausse de salaire de 120 francs net et de 3 % des différentes primes. Ce mouvement de protestation est intervenu alors que le gouvernement annonce une réforme de la DCN prévoyant une baisse globale des effectifs de 17 500 à 12 500 personnes d'ici à 2002.

## Ce mois-ci :



**La Guerre du Kosovo : mémoire et nation**

**Israël : la paix froide**

**Européennes : l'écologie, et après ?**

**Philosophie : Wittgenstein, le logicien torturé**

Le Monde des **DEBATS**  
Restez libre, cultivez votre sens critique.

**En vente chez votre marchand de journaux**



## HORIZONS

PORTRAIT

## Claude Evin, du rêve au cauchemar

**Député à vingt-neuf ans, ministre de la santé à trente-neuf : l'ascension politique de l'ancien éducateur spécialisé devenu l'ami de Michel Rocard s'est interrompue brutalement en mai 1991. Redevenu député après plusieurs revers électoraux, le voici sous le coup d'une plainte déposée devant la Cour de justice de la République. Il lui est reproché, lorsqu'il était chargé du ministère de la santé, de ne pas avoir alerté les transfusés contaminés par le virus du sida, et d'avoir ainsi cherché à occulter ce drame**



Saint-Nazaire, entouré de ses deux grandes filles, de son épouse encore, et serrant la plus petite contre lui. Il est la valeur montante de la gauche. Rien ne semble pouvoir l'arrêter.

Les fissures, pourtant, sont déjà là. Ce ministère, trop vaste, l'épuise. Il doit mettre en chantier le Revenu minimum d'insertion (RMI) et se préoccuper de la Sécurité sociale, dont le déficit croît dangereusement. Il réfléchit à une loi limitant la publicité pour les alcools et le tabac, qui sera effectivement votée en 1990, et doit commencer à se soucier du déséquilibre croissant des retraites. La mécanique complexe de la contribution sociale généralisée (CSG), réforme emblématique du rocardisme, lui échoit, tandis qu'il faut gérer le débat qu'entraîne l'arrivée sur le marché de la pilule abortive RU 486. Par-dessus tout cela se greffent des désordres sociaux sans fin. Les infirmières, dès l'automne 1988, descendent dans la rue pour réclamer des moyens supplémentaires. La police finira par les arroser violemment avec des lances à incendie, et le pauvre Evin traînera longtemps ce piteux fait d'armes comme une honte. Puis les médecins manifesteront, parvenant à s'attirer la sympathie publique et minant du coup l'autorité du ministre de tutelle.

C'est dans ce tourbillon que M. Evin gère le dossier du sang contaminé. L'ampleur de la catastrophe commence à peine à être connue. *Le Monde* du 22 février 1989 indique, dans le titre d'un de ses articles, que « des milliers de transfusés ont été contaminés ». L'émotion croît et impose l'idée d'une indemnisation nécessaire des victimes. Le 7 avril 1989, le ministre de la santé annonce la création d'un fonds de solidarité pour les hémophiles (*Le Monde* du 10 avril 1989). En contrepartie, il est demandé aux personnes indemnisées de renoncer à toute action en justice. Ce qui motive, aujourd'hui, les plaintes devant la CJR. Des associations d'hémophiles demandent également, à l'époque, que soient prises des mesures d'urgence. Jugées insuffisantes, elles fondent, elles aussi, l'actuelle saisine des juges.

Ereinté par l'activité de son département ministériel, n'ayant cependant pas donné le sentiment, dans ces années 90, d'un regret particulier dans le traitement qui fut le sien du dossier du sang contaminé, M. Evin se trouve brutalement déchargé de son fardeau lors du limogeage de M. Rocard, le 16 mai 1991, par M. Mitterrand. Dénué de toute base de repli professionnelle, l'élue de Saint-Nazaire décide de retrouver au plus vite son siège de député. La démission de sa suppléante permet l'organisation d'une élection législative partielle. Chacun pense alors que la réélection du responsable rocardien sera une formalité. Erreur: elle se révélera un chemin de croix. Elu en 1988 avec 67,28 % des voix, M. Evin doit se contenter, le 22 septembre 1991, de 50,75 % des suffrages face à son concurrent RPR. Cette chute vertigineuse de presque 20 points marque le début du rejet de la gauche dans le pays, en même temps qu'elle constitue un sérieux revers pour l'ex-jeune loup de la politique.

DÈS lors, le cœur n'y est plus. Battu lors des élections législatives de mars 1993, M. Evin doit de nouveau s'incliner en septembre 1993, lors d'une nouvelle élection partielle sur sa circonscription. Le scrutin précédent, remporté par le RPR, avait été annulé par le Conseil constitutionnel à cause de la distribution tardive d'un tract dénonçant l'ex-ministre de la santé comme responsable du drame de la transfusion sanguine. Replié au Conseil économique et social, où il est nommé en 1994, il réfléchit à l'adoption d'une législation organisant l'indemnisation de l'aléa thérapeutique. Il déposera même une proposition de loi dans ce sens à l'Assemblée nationale, où il siège à nouveau, après avoir retrouvé son siège de Saint-Nazaire, en juin 1997. Mais son combat principal désormais sera plus personnel: il s'agira pour lui de démontrer son innocence à une opinion publique qui a cessé depuis longtemps de le regarder avec les yeux de Chimène.

Jean-Michel Apathie

**C**LAUDE EVIN est devenu ministre de la santé un jour de mai 1988 où la vie lui semblait belle et l'avenir plein de promesses. Michel Rocard, son ami, installé à l'hôtel Matignon, était le tout nouveau premier ministre d'un François Mitterrand réélu pour sept ans à l'Élysée. Pour M. Evin, ce printemps-là charriait un parfum d'aventure.

Mai 1999: onze ans ont passé, et ce qui promettait d'être une fête vire au cauchemar. L'ancien ministre de la santé, qui aura cinquante ans le 29 juin prochain, vit désormais sous le coup d'une plainte déposée devant la Cour de justice de la République (CJR), celle-là même qui vient de trancher les cas de Laurent Fabius, Edmond Hervé et Georgina Dufoix. Comme ses prédécesseurs, M. Evin doit répondre de certains de ses actes ministériels dans le dossier du sang contaminé. Henri et Madeleine Aloncle, parents d'une jeune fille morte à trente-trois ans d'une maladie opportuniste liée à un sida contracté en mai 1984, ainsi que l'Association française des transfusés (AFT), lui reprochent d'avoir omis de faire rappeler l'ensemble des personnes contaminées par transfusion sanguine avant 1985. Cela, estiment les plaignants, aurait pu permettre à leur fille malade de connaître plus tôt sa séropositivité, et donc de réduire les effets de la pneumocystose dont elle est morte. Ils estiment en outre que le responsable politique a cherché à protéger des membres de l'administration en décidant, en 1989, la création d'un fonds d'indemnisation au profit des victimes hémophiles, en échange d'un abandon de toute action devant les tribunaux. Traduits en langage juridique, ces griefs se transforment en « non-assistance à personne en danger », « non-révélation de crimes et délits », « entraves à la saisine de la justice ».

Jugée recevable, la semaine dernière, par la commission des requêtes de la CJR, cette plainte doit être maintenant examinée par une commission d'instruction. Ce qui devrait entraîner la mise en examen prochaine de M. Evin. Pour méca-

nique qu'il soit, cet acte de procédure symbolise, à sa façon, le déclin presque irrémédiable d'une carrière politique qui fut pourtant prometteuse.

La dureté de la vie a dessiné au jeune Claude Evin l'un de ses profils dont la gauche militante raffole. André, son père, était cantonnier à la SNCF. L'enfant a donc passé sa jeunesse à Doullon, triste banlieue de Nantes (Loire-Atlantique), dans une maison posée au bord d'une gare de triage où arrivaient 32 voies de chemin de fer. « Quand j'étais gosse, confiera-t-il plus tard, je traversais ces rails tous les matins. La nuit, dans

**Le 7 avril 1989, le ministre de la santé annonce la création d'un fonds de solidarité pour les hémophiles. En contrepartie, il est demandé aux personnes indemnisées de renoncer à toute action en justice**

mon lit, j'entendais le sifflet des locomotives, et le grincement des wagons. »

Elève modeste, assez influencé par le catholicisme de son milieu, il s'oriente, après son baccalauréat, vers l'aide à l'enfance en difficulté en suivant une formation d'éducateur spécialisé. Son père meurt dans ces années-là. Il n'a que dix-neuf ans. Sa mère, alors, fait des ménages, pour payer ses études, et celles de son jeune frère. Cette période de vaches maigres stimule sa fibre militante. Le voilà membre de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), puis de l'Union nationale des étudiants français (UNEF). Mais tout cela n'est que l'antichambre de la politique, dans laquelle il plonge en 1971, à vingt-deux ans, en donnant son adhésion au Parti socialiste unifié (PSU) que dirige Michel Rocard. La même année, Claude Evin se marie avec Françoise. Le couple aura rapidement deux filles et ira s'installer à Saint-Nazaire. Lui exerce son métier d'éducateur, tandis que son épouse travaille dans un hôpital, comme psychologue pour enfants. « En fait, tout ma belle-famille appartient au milieu médical, explique-t-il un jour dans le journal

*La Vie*. Il y a une infirmière, une sage-femme, un médecin... » Cette immersion dans un monde professionnel dont il éprouve les difficultés et partage les revendications va lui servir à baliser son parcours dans ce qui, au fil du temps, devient son activité principale: la politique.

Lassé des rêveries gauchistes, Claude Evin décide de suivre Michel Rocard, qu'il n'a encore jamais rencontré, lorsque celui-ci rejoint, en 1974, le Parti socialiste de François Mitterrand. Membre du comité fédéral du PS dans la Loire-Atlantique, puis adjoint au maire de Saint-Nazaire en 1977, il s'affirme

qu'en 1986, renforçant ainsi sa connaissance des dossiers, approfondissant aussi un savoir-faire politique que tous, désormais, lui reconnaissent.

Idéologiquement, le Claude Evin de ce début des années 80 affiche une sagesse toute rocardienne. Quelques phrases, bien sûr, résonnent comme autant de gages à l'idéologie nationalisatrice du moment. « Je suis pleinement impliqué dans les choix du Parti socialiste, qui sont des choix de classe », lâche-t-il, par exemple, en 1982. Mais un article de presse lui prête ce propos, à l'esprit très différent, en 1984: « Je n'ai jamais considéré l'entreprise comme un lieu de redistribution sans production. » A la même époque, l'ironie lui sert à régler leur compte à quelques intransigeants de ses amis: « Si tous les travailleurs votaient à gauche, nous aurions été au pouvoir depuis longtemps. »

Tel qu'il est, il plaît suffisamment à Michel Rocard pour que celui-ci en fasse son second en prévision de combats difficiles. C'est ainsi que M. Evin se retrouve directeur d'une campagne présidentielle virtuelle, à l'automne 1997, destinée à préparer les choses au cas, peu probable même à l'époque, où M. Mitterrand ne solliciterait pas un second mandat. Son tact dans l'exercice ainsi que sa fermeté face à des mitterrandistes parfois agressifs valent au député de la Loire-Atlantique une sorte de cote de sympathie.

Mis bout à bout, les éléments de sa personnalité dessinent le portrait du futur ministre qu'il devient effectivement en mai 1988. Sa compétence technique lui vaut de recevoir un vaste portefeuille, regroupant la solidarité, la santé et la protection sociale. Son talent politique, sa proximité avec M. Rocard, lui font cumuler en outre la fonction de porte-parole de gouvernement. Trente-neuf ans à peine, benjamin du gouvernement, il semble à l'aube d'un parcours que beaucoup prédisent brillant. Le voici d'ailleurs photographié dans *Paris Match*, à l'automne 1988. L'homme irradié de bonheur. Sur l'un de ses clichés, il sourit à une ravissante petite Camille, sa dernière fille, âgée de seulement trois mois, sous le regard attendri de sa femme. Sur un autre, il va contre le vent, sur une page de

G. STAUDIS/SPA



# Colombie, un désastre annoncé

par Daniel Pécaut

Le 4 mai, le professeur Herman Henao Delgado, anthropologue réputé de la principale université de Medellín, a été assassiné par un groupe cagoulé devant ses étudiants. D'autres professeurs de cette université ont été simultanément l'objet de menaces. Quatre jours avant, un professeur d'une université de Bogota, Dario Betancourt, avait disparu ; on ne sait rien de son sort. Comme leur collègue tué, ces autres universitaires sont connus pour n'avoir pas d'autre engagement que la défense de la démocratie.

Un assassinat, des menaces, une disparition : rien que les faits très ordinaires de la vie quotidienne en Colombie, dira-t-on, des faits qui n'ont même pas été revendiqués et entretiennent d'autant plus la confusion générale. Mais si la disparition de Dario Betancourt relève peut-être de la délinquance commune, il n'en va pas de même de l'assassinat de Herman Henao Delgado ni des menaces qui l'ont suivi : il s'agit bien d'actions explicitement politiques. Tout donne à penser qu'elles sont le fait de cette nébuleuse que l'on qualifie de « *paramilitaire* ». Elles marquent en tout cas une nouvelle étape dans l'exacerbation de la terreur. Cette fois, c'est l'espace universitaire qui se trouve visé et, au-delà, c'est la liberté intellectuelle qui est mise en cause.

Depuis vingt ans, il est bien vrai que les assassinats sont devenus une routine en Colombie – plus de 25 000 par an. Ce pays partage d'ailleurs avec le Salvador le triste record mondial du taux d'homicides. Des syndicalistes, militants de gauche, défenseurs des droits de l'homme ont été décimés ; des dirigeants politiques de tous niveaux et de toutes tendances ont été frappés ; des maires par dizaines ont été séquestrés et tués. Les paysans fournissent, pour leur part, l'essentiel des victimes des innombrables massacres collectifs. Ils sont aussi ceux qui pâtissent le plus des dégâts à l'environnement occasionnés

par les sabotages à répétition des oléoducs. Les enlèvements touchent, eux, tous les secteurs. Il faut aussi savoir, aspect trop souvent laissé de côté, que les populations de vastes régions rurales et d'innombrables quartiers urbains sont soumises à la terreur et qu'il en résulte des déplacements massifs. A ce jour, on compte 1 500 000 personnes déplacées.

Je m'étonne qu'une telle situation ne suscite pas plus de réactions à l'étranger. La raison tient sans doute à ce que la situation échappe aux schémas simples et aux explications manichéennes.

La Colombie n'est pas une dictature, c'est plutôt un Etat faible, mais les conséquences peuvent être aussi néfastes. La raison tient sans doute à ce que la situation échappe aux schémas simples et aux explications manichéennes. Dans les années 1945-1960, les élites du pays ont été responsables d'une atroce guerre civile et sociale, la fameuse *violencia*, qui a fait 200 000 morts au sein de la paysannerie. Cet épisode, faute d'avoir donné lieu à un examen de conscience collectif, a laissé des traces qui se ravivent à chaque génération. Par la suite, ces élites n'ont cessé de se montrer singulièrement conservatrices et de bloquer toute réforme sociale d'envergure. Les références à l'Etat de droit se sont accommodées de la persistance de l'usage des voies de fait par certains clans politiques officiels. Du reste, l'autorité de l'Etat ne s'est jamais exercée sur d'amples portions du territoire. Malgré tout, on assistait peu à peu à la modernisation de la société et à l'émergence de courants profondément démocrates. L'adoption d'une nouvelle Constitution, en 1991, destinée à permettre la réinsertion des guérillas, permettait d'espérer la rénovation de la vie politique et des institutions.

L'aggravation de la violence sous toutes ses formes a réduit à néant ces espoirs. La crise institutionnelle est à présent évidente. La corrup-

tion, accentuée par les retombées de l'économie de la drogue, sévit dans l'appareil administratif et la classe politique. La justice est paralysée, malgré le courage de beaucoup de ses membres, et l'impunité prévaut. Les militaires ont de plus en plus tendance à pallier leur impuissance en appuyant les actions des groupes paramilitaires et certains d'entre eux optent pour la stratégie du pire en cherchant à déstabiliser plus encore le régime.

La violence actuelle n'est pas un phénomène simple. Elle n'est pas, contrairement à ce que l'on dit souvent, la suite de l'ancienne *violencia*. Certes, les souvenirs réels et imaginaires de cette dernière ont facilité la diffusion de celle qui règne maintenant : il est bien vrai que la principale guérilla en activité, les FARC (Forces armées révolutionnaires colombiennes), est née

Pour beaucoup de jeunes, la violence est devenue simplement un marché du travail où ils s'engagent en fonction de la meilleure offre, quitte à transiter d'un employeur à l'autre

vers 1950. Mais, entre les deux épisodes, il y a eu une phase où la Colombie semblait retrouver un certain calme ; les FARC et autres guérillas n'étaient plus alors que des groupes minuscules et marginaux.

Il a fallu l'essor de l'économie de la drogue à la fin des années 70 et les énormes ressources financières qu'il a procurées aux guérillas pour que celles-ci soient en mesure de prendre pied sur une grande partie du territoire et d'accumuler un potentiel militaire qui leur permet maintenant de faire jeu égal avec les forces armées. Les paramilitaires trouvent à leur tour dans cette économie illégale, toujours en expansion, de quoi financer leur lutte.

Il ne s'agit pas d'une guerre civile « classique ». L'immense majorité de la population ne cesse d'exprimer son rejet de la violence et sa défiance envers tous les protagonistes armés. Les guérillas sont frappées de discrédit politique ; il y a bien longtemps que presque tous ceux qui avaient pu sympathiser avec elles ont pris leurs distances. Quant aux paramilitaires, ils ont perpétré trop d'horreurs pour que les soutiens cachés qu'ils reçoivent soient avouables. L'objectif prioritaire de ces organisations n'est plus de convaincre au nom d'un projet politique ou d'une vision idéologique. Il est de s'assurer le contrôle des différentes ressources du pays, la drogue, mais aussi le pétrole, le charbon, l'or, les émeraudes, l'agriculture. La dérive mafieuse est générale ; en témoigne la banalisation des enlèvements.

Pour beaucoup de jeunes, la violence est devenue simplement un marché du travail où ils s'engagent en fonction de la meilleure offre, quitte à transiter d'un employeur à l'autre

La violence n'oppose pas deux camps ; ses protagonistes sont bien plus nombreux. Les narcotrafiants, les milices urbaines, les bandes en tous genres agissent le plus souvent pour leur compte même s'ils oscillent parfois entre les deux protagonistes « *majeurs* ». Pour beaucoup de jeunes, la violence est devenue simplement un marché du travail où ils s'engagent en fonction de la meilleure offre, quitte à transiter d'un employeur à l'autre. Une large partie des paramilitaires a fait son apprentissage dans les rangs de la guérilla.

L'emprise des multiples organisations armées, là où elles sont implantées, repose avant tout sur l'intimidation ; les populations locales n'ont d'autre choix que de se sou-

mettre en silence. Nombreuses sont les villes et les zones rurales traversées ainsi par des frontières invisibles, selon le maître des lieux ; celui qui les franchit devient un suspect. Tant que ces frontières étaient relativement stables, l'obéissance pouvait servir de garantie. Ce n'est plus le cas depuis que les protagonistes armés se livrent à une guerre de mouvement pour s'emparer des territoires des autres. Chaque habitant sait désormais que sa soumission d'aujourd'hui peut se payer cher demain si un maître remplace l'autre ou s'il se retrouve face à un « *combattant* » qui a changé d'unité. Les déplacés en font l'expérience quotidienne : il n'existe plus de zones refuges et, dans les périphéries urbaines, ils sont voués à demeurer les otages d'une organisation ou d'une autre.

Tous les groupes armés en appellent naturellement aux droits de l'homme pour dénoncer les atrocités des autres, mais tous les violent allègrement. Simplement, chacun a sa spécialité. Les massacres collectifs sont ceux des paramilitaires, aidés fréquemment par les militaires ; les enlèvements et les sabotages d'oléoducs, ceux des guérillas. Mais les assassinats et actes d'intimidation sont bien répartis entre tous. A qui voudrait l'oublier, les FARC se sont chargées de le rappeler avec éclat en tuant, au début du mois de mars, trois Américains coupables d'être venus prendre la défense d'une communauté indienne... contre les multinationales du pétrole, et, plus discrètement, peu après le meurtre du professeur Henao Delgado, en exécutant à Medellín une assistante sociale coupable d'agir avec indépendance. Les résultats sont là : la terreur est en train de détruire ce qui subsiste encore d'espace public.

Un processus de négociation est, certes, en train de s'engager entre le gouvernement et les deux principales guérillas. Imaginer que la violence puisse s'atténuer à court ou moyen terme serait cependant une illusion. Il a fallu dix mois depuis la rencontre du président avec le chef

des FARC et la « *démilitarisation* », c'est-à-dire l'abandon aux mains des FARC, qui y exercent dorénavant un pouvoir sans témoin, d'une zone grande comme la Suisse, pour que celles-ci acceptent d'utiliser le mot « *négociation* ». Tout suggère, à commencer par l'absence de propositions sérieuses de la part des FARC, que cette négociation peut traîner en longueur pendant des années. La politique du pire n'est pas le monopole des paramilitaires et des militaires. Les guérillas rêvent maintenant de retrouver une base sociale perdue grâce à la dégradation profonde de la situation économique.

Il faut pourtant saisir la chance de la négociation qui s'ouvre. Pour cela, il est urgent que les pays européens fassent acte de présence. Seuls les Etats-Unis s'en sont pour l'instant mêlés. Pendant des années, ils ont tout vu à travers le prisme du problème de la drogue. Désormais, c'est aussi la question de la confrontation armée et de la menace qu'elle représente pour les pays voisins, dont Panama, qui les préoccupe ; ils improvisent une aide militaire devenue en quelques mois la quatrième au monde. Ils ont aussi, depuis peu, élevé la voix contre les atteintes aux droits de l'homme et obtenu du gouvernement qu'il prenne des sanctions contre les militaires impliqués dans les excès les plus évidents.

La Colombie a pourtant besoin de sortir de ce tête-à-tête. L'Europe doit prendre sa place, à travers son opinion publique, mais surtout via ses gouvernements et l'Union. Ces derniers doivent dès maintenant réclamer la qualité d'observateurs et s'imposer ensuite, aux côtés des Etats-Unis et des pays voisins, comme médiateurs. Sans quoi, les négociations risquent fort de n'être qu'un trompe-l'œil, et leur échec de précipiter un désastre annoncé.

**Daniel Pécaut** est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

## Debray, bon élève de Mitterrand

par Yézékiel Ben-Ari

RÉGIS DEBRAY devait être très occupé en 1991-1995, pendant la guerre de Bosnie en tout cas ; il n'avait pas le temps de faire du tourisme dans un pays bombardé par des bombes qui ne venaient pas des stocks de l'OTAN. Dommage : il aurait pu se définir autrement que par opposition au Satan américain et ses « *valets européens* » et voir ce que la gestion d'une crise par Mitterrand et Major permit à Milosevic de réaliser. La comparaison de la crise kosovare avec la bosniaque est essentielle : ce qui s'est passé à Sarajevo ou Srebrenica était la chronique annoncée de la guerre du Kosovo.

A l'époque, Mitterrand – digne maître de Debray en opportunisme immoral – nous expliquait qu'il s'agit de guerres ataviques entres peuples barbares ; qu'il n'y aurait pas eu d'Auschwitz si la télévision avait existé du temps d'Hitler. A tel point que l'on a pu se demander si l'excès d'informations

non-intervention, la non-assistance à peuple en danger.

La comparaison du rôle des médias dans ces deux conflits est particulièrement intéressante. La guerre en Bosnie fut particulièrement médiatisée ; les atrocités se déroulaient en temps réel sur nos petits écrans, dans nos salons (Mladic haranguant les futures victimes à Srebrenica devant des militaires de la Forpronu participant à leur corps défilant au massacre).

Milosevic nous a préparé un autre scénario pour le Kosovo. Ici, la conséquence des massacres – la déportation d'un peuple – est visible à l'extérieur, pas les atrocités. La médiatisation de la guerre bosniaque n'a pas empêché le boucher des Balkans de réaliser son programme, informant les thèses du présentateur de télévision Larry King selon lequel il n'y aurait pas eu d'Auschwitz si la télévision avait existé du temps d'Hitler. A tel point que l'on a pu se demander si l'excès d'informations

Debray n'a pas besoin d'attendre une quarantaine d'années pour nier le génocide. Régis Debray et ses compagnons de route peuvent se déchaîner – circulez, il n'y a rien à voir. L'absence d'images aboutit au même résultat que son trop-plein.

Il faudra bien pourtant que notre médiologue nous explique pourquoi il existe un soutien de l'opinion publique aux bombardements de l'OTAN, notamment des Nordiques plus naturellement enclins au pacifisme. L'explication n'est pas à rechercher du côté de la comptabilité des massacres – on en a vu de pires, il n'y a pas si longtemps. Elle n'a pas non plus de rapport avec la proximité – à 2 heures d'avion, c'est intolérable, et à 2 h 30 supportable ?

Avec la tragédie de la Bosnie, l'opinion publique a à la fois compris que Milosevic avait réellement l'intention de réaliser son programme d'une Grande Serbie « *Islamenfrei* » et les limites d'une gestion strictement européenne de la crise. En ce sens, l'intervention militaire en Serbie représente un succès de la société civile en dépit de la façon dont les décisions ont été prises, de l'absence de l'ONU, de la stratégie aberrante et des motivations discutables de nos gouvernants.

La création du TPI, la condamnation de quelques criminels de guerre sont autant de signes d'une (petite) réintroduction de la morale dans la sphère du champ politique. Il sera difficile à nos politiciens de l'ignorer totalement à l'heure des grands marchandages.

Il est encore temps pour qu'une certaine gauche se ressaisisse et se démarque du retour de la mode rouge-brune. Sinon, à l'heure de l'ouverture inéluctable du Kosovo et de la découverte de la version Milosevic de la solution finale, il sera difficile de lui pardonner sa forfaiture.

**Yézékiel Ben-Ari** est directeur de recherches au CNRS, enseignant à l'université d'été de Tuzla, organisateur de la formation de médecins bosniaques en France.

## Le prix de l'intelligence

par Vassilis Vassilikos

DANS *L'Europe somnambule*, Régis Debray écrivait : « *Entre la superstition de l'histoire qui sévit dans les Balkans et l'éradication de l'histoire qui sévit dans le Middle West, entre la paranoïa et la frivolité, on aurait pu souhaiter que le Vieux Continent impose une juste mesure* » (page Débats, *Le Monde* du 1<sup>er</sup> avril).

Curieusement, la star du Real Madrid, le Monténégrin Pajda Mitjaticovic, lui a fait écho : « *Son [Clinton] pays n'a pas d'histoire et ne comprend rien. Lorsque, au Kosovo, il y eut une guerre terrible et traumatisante il y a six siècles, les Etats-Unis n'existaient même pas.* » Régis Debray a voulu « *aider au déblocage d'un débat qui a lieu partout sauf en France* ». Il n'a pas écrit sa lettre au président de la République (*Le Monde* du 13 mai) en tant que journaliste, comme il en est accusé par ceux qui lui demandent de révéler ses sources.

A-t-il réussi à débloquer le débat ?

Bernard-Henri Lévy, qui caractérisait en bloc tous les Serbes manifestant à Paris comme des fascistes pur sang, n'a pas tardé à prévoir pour lui (page Débats, *Le*

*Monde* du 14 mai), un avenir proche de celui de Drieu La Rochelle. Si c'est cela, l'élargissement du débat, Debray a échoué... Si sa « Lettre... » a servi à démontrer qu'un tel débat n'est pas possible dans nos sociétés à l'ère de la vidéosphère, alors il a réussi.

Je trouve vraiment triste que le débat de fond que Régis Debray a voulu susciter tarde autant à prendre corps

Sans entrer dans le vif du sujet, je pense que nous, les Grecs, dans cette vidéosphère, nous nous trouvons privilégiés par rapport aux téléspectateurs français. Les médias grecs, qu'on peut capter en France via le satellite, donnent au moins une information bilatérale du conflit. On voit, bien sûr, le drame des réfugiés, les exactions faites par les paramilitaires serbes,

provoquer. Son honneur a été mis en cause au son de trompe de la paillote. L'hallali est sonné. Il est précipité dans une cellule de la prison de la Santé, ouverte à toute a-lure, dans la nuit même de sa mise en examen. Quant à la présomption d'innocence... Balayée par tous les vents de l'île.

Pour notre part, nous n'acceptons pas l'inacceptable, l'iniquité. Nous demandons la mise en liberté d'un homme qui n'a tué ni volé. La justice, plus sereine, ne pourra que s'en féliciter. Nous aussi, nous tenons au respect de la loi. Nous aussi, comme le préfet Maurice Grimaud, nous tenons à témoigner de notre estime et de notre amitié au préfet Bonnet.

**Marie-Claire Scaroni** et **Lucie Aubrac Paris**

le drame à l'intérieur de la Yougoslavie – beaucoup de morts et de blessés – et on entend aussi les pleurs des femmes réfugiées et démunies à l'intérieur de leur propre pays, la Serbie.

En tant qu'écrivain qui a vécu presque vingt ans dans cette France tant aimée de Jean-Paul Sartre et de Raymond Aron, de Kostas Papaioannou, de Cornelius Castoriadis et de Nikos Poulantzas, me remémorant le numéro spécial des *Temps modernes* sur le conflit israélo-arabe en 1967, je trouve vraiment triste que le débat de fond que Régis Debray a voulu susciter tarde autant à prendre corps.

Et je pense à ces deux phrases de son *Cours de médiologie générale* : « *Desserrant les liens religieux, l'imprimé avait renoué le lien civique (...). En desserrant le lien politique, l'électron resserre le lien économique (...). L'électron sert le coup de cœur autant que le coup de Bourse.* »

La responsabilité de l'intelligence coûte décidément cher.

**Vassilis Vassilikos**, écrivain, est ambassadeur de Grèce auprès de l'Unesco.

### POUR MÉMOIRE

Les donateurs de leçons devaient se rappeler qu'en décembre 1986, lors de la première cohabitation, un premier ministre, aujourd'hui président de la République, se trouvait obligé de dissoudre les « pelotons voltigeurs motocyclistes », placés sous les ordres d'un ministre de l'intérieur qui s'appelait Charles Pasqua.

Cette unité spéciale ne s'était pas bornée à incendier quelques constructions non autorisées sur le domaine public. Je n'ai pas souvenir que le gouvernement de l'époque ait démissionné après la mort de Malik Oussekiné. Il est vrai que Malik Oussekiné n'était pas corse.

**Robert Espérou**  
**Sceaux (Hauts-de-Seine)**

Un petit voyage soldé par un inventaire à la Prévert : un autostoppeur, deux pizzerias, trois Albanais heureux, et le tour est joué !

République islamique de facture iranienne à deux heures de Paris (on l'attend toujours).

On nous expliquait aussi que l'armée serbe était parmi les plus fortes du monde – la preuve, elle a résisté à Hitler. On oubliait de nous rappeler que la Wehrmacht a atteint Belgrade en quelques jours, que la fameuse résistance serbe était multiethnique, dirigée par un Croate, que Belgrade fut la première ville « *Judenfrei* » d'Europe et que le régime des tchetniks de Nedic et Mihailovic n'avait pas grand-chose à envier à celui des oustachis croates de Pavelic. Et encore, qu'il s'agissait d'une guerre civile entre Serbes et Musulmans (on oubliait de dire que l'armée dite yougoslave – de fait serbe – avait préparé l'agression de la Bosnie dès les années 80). Tout cela afin de justifier l'injustifiable, la

télévisuelles fragmentées ne modifierait pas l'appréhension que nous avons de la réalité, rendant l'analyse dénuée de toute crédibilité.

Par un dérapage insidieux, cette déconstruction de la pensée a pu permettre à certains une lecture révisionniste du génocide bosniaque alors même qu'il se déroulait sous nos yeux. Régis Debray s'inscrit dans cette veine, il n'a besoin ni du passé (l'expérience de Milosevic en nettoyages ethniques), ni du présent (les milliers de déportés et leurs témoignages), ni du proche futur (la découverte prochaine de charniers créés en l'absence d'observateurs plus expérimentés qu'un médiologue en mal de publicité).

Un petit voyage soldé par un inventaire à la Prévert : un autostoppeur, deux pizzerias et trois Albanais heureux, et le tour est joué ! Régis



# La sécurité humaine face à la souveraineté des Etats

C'EST un étrange et fort intéressant document qui était proposé, mercredi 19 et jeudi 20 mai, à la réflexion des diplomates d'un informel « groupe des onze » (Canada, Norvège, Autriche, Chili, Irlande, Jordanie, Pays-Bas, Slovaquie, Afrique du Sud, Suisse et Thaïlande), réunis pour une « conférence ministérielle » à Bergen, en Norvège. Rédigé par le ministre canadien des affaires étrangères, Lloyd Axworthy, « La sécurité humaine : la sécurité des individus dans un monde en mutation » se propose de définir, sinon dans le droit, du moins dans les faits, de nouvelles normes des relations internationales établissant les droits et les obligations des actions humanitaires.

« La nature changeante des conflits violents et l'intensification de la mondialisation, écrit M. Axworthy, placent de plus en plus l'individu au cœur des affaires mondiales. (...) La sécurité de l'individu (...) devient un nouvel étalon de mesure de la sécurité mondiale et imprime une nouvelle impulsion à l'action internationale. » Un « étalon » rament pris en compte par les raisons d'Etat.

Le document part de deux constatations paradoxales. Premièrement, la mondialisation, si elle « procure de nombreux avantages, (...) s'accompagne d'une recrudescence de crimes avec violence, trafic de stupéfiants, terrorisme, propagation des maladies et dégradation de l'environnement », apportant « un démenti à l'hypothèse selon laquelle la sécurité des individus découle de la sécurité des Etats ». Deuxième constat : plus les instruments de la guerre tendent à se sophistiquer, plus les principales victimes des conflits armés sont les civils. Le cas du Kosovo en est le dernier exemple flagrant, a expliqué au Monde M. Axworthy, lors d'un récent passage à Paris. Il se déclare d'ailleurs convaincu que, du point de vue de la défense de la « sécurité humaine », le Kosovo constitue un « tournant » ; parce que situé au cœur de l'Europe, il est sans doute plus important sur le plan de la prise de conscience de la communauté internationale que ne le fut le génocide rwandais.

## DEVOIR D'INGÉRENCE HUMANITAIRE

« La sécurité nationale, affirme ce document, ne suffit pas à assurer la sécurité des populations. » Deux initiatives récentes, dans lesquelles la diplomatie canadienne a joué un rôle moteur – la campagne pour interdire les mines antipersonnel et les efforts pour créer une Cour pénale internationale (CPI) –, sont citées en exemple d'une nouvelle « approche de la sécurité axée sur les individus (...) qui, au lieu de privilégier la sécurité du territoire ou des gouvernements, se sert des individus comme point de référence ». Une approche qui « peut paraître de prime abord comme un changement d'orientation radical » des normes en vigueur, puisque, précisément, elle « transcende les frontières de l'Etat ». Autrement dit : elle ne fait plus de la souveraineté nationale le pilier des relations internationales.

Et de faire des propositions pour promouvoir la sécurité humaine, comme accepter le principe du « recours à des mesures coercitives, y compris des sanctions et des interventions militaires, comme en Bosnie et au Kosovo » ou « l'imposition de sanctions économiques globales » à des régimes coercitifs ou à des seigneurs de la guerre. Il s'agit, encore, de générer une « coopération multilatérale [entre] les Etats », qui se voient demander d'élaborer désormais « une politique étrangère axée sur les individus » et non plus seulement sur les intérêts nationaux, « les organisations multilatérales et groupes de la société civile », les ONG, des « partenaires extrêmement efficaces », et enfin « le milieu des affaires », qu'il faut mettre à contribution pour protéger la sécurité des individus dans les pays en développement.

A titre personnel, M. Axworthy va jusqu'à imaginer, à terme, un régime international de sanc-

tions contre les multinationales ou les « compagnies de l'ombre » qui financent ou tirent profit des nombreux conflits ravageant la planète, et dont les victimes sont essentiellement civiles.

Malgré ses efforts pour démontrer que, fondamentalement, « l'amélioration de la sécurité humaine de la population renforce la stabilité et la sécurité de l'Etat », M. Axworthy reconnaît que la raison d'Etat et le devoir d'ingérence humanitaire font rarement bon ménage. Il admet que les Etats-Unis, comme l'a montré leur attitude vis-à-vis de la création d'une CPI pour juger les criminels contre l'humanité, gardent sur ces questions des « habitudes de grande puissance ». Il admet aussi qu'il est plus aisé de proposer une ingérence internationale pour protéger les populations civiles en Angola ou au Sierra Leone qu'en Tchétchénie ou au Tibet. Cependant, plus s'affirme l'urgence de la protection des individus dans les conflits modernes, dit-il, plus les notions de souveraineté nationale et d'ingérence humanitaire entrent dans « un processus de tension dynamique ». Un processus – même si M. Axworthy ne l'exprime pas en termes crus – où il faudra que la sécurité humaine s'impose de plus en plus au droit des nations.

En attendant, il s'agit pour lui, avec le « groupe des onze », de promouvoir ce « nouveau paradigme » à travers des actions concrètes, comme l'aboutissement d'accords pour résorber la pro-

fusion des armes légères en Afrique de l'Ouest et la promotion à l'ONU des projets de « microdésarmements », ou encore la protection des enfants dans les guerres. En accumulant les précédents, « étape par étape », il espère ainsi réformer progressivement les institutions internationales, créer des cours criminelles pour juger les chefs de gouvernement ou de parti responsables de crimes massifs contre les civils, et, surtout, « réformer le Conseil de sécurité », en lui faisant établir les normes définissant l'espace et les limites du droit à l'ingérence humanitaire, autrement dit les cas où « la souveraineté perd sa légitimité ».

L'ambition est vaste, les moyens mis en œuvre encore modestes... La réunion des ministres des affaires étrangères du G 7 à Tokyo, en juillet, devrait permettre à M. Axworthy de susciter un débat sur la question. Il est déjà assuré d'y bénéficier d'un soutien attentif du Japon, intéressé par la promotion de la notion de « sécurité humaine » – et, aussi, par une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU. Peut-être, dans quelques années, se souviendra-t-on du document rédigé par M. Axworthy comme l'une des premières tentatives pour théoriser la limitation de la souveraineté nationale au profit du droit d'ingérence humanitaire.

Sylvain Cypel

## Tête de liste par Guillaume Dégé



## Boris Eltsine, une victoire pour quoi faire ?

Suite de la première page

D'ici là, le « gouvernement technique et transitoire de M. Stepachine », selon M. Ryjkov, fera l'affaire.

M. Eltsine a donc gagné mais pour quoi faire ? Les réponses à cette question sont troubles. Car il n'est pas du tout certain que le président ait véritablement voulu de M. Stepachine comme premier ministre. Au lendemain du limogeage de M. Primakov, Viktor Tchernomyrdine, représentant du président pour le conflit des Balkans, se prononçait pour une dissolution de la Douma et des élections anticipées. Ne dévoilait-il pas là le véritable objectif du Kremlin, soucieux de bousculer les échéances pour mieux contrôler la composition de la prochaine chambre des députés ?

Par ailleurs, en même temps qu'il nommait M. Stepachine, M. Eltsine proposait, le 12 mai, un inconnu, Nikolai Axionenko, ministre des chemins de fer du gouvernement Primakov, au poste de premier vice-premier ministre. Lié à M. Berezovski, M. Axionenko était le véritable candidat d'une partie de l'entourage présidentiel au poste de premier ministre. Il y eut d'ailleurs, le jour du renvoi de M. Primakov,

cette scène cocasse : le président de la Douma et celui du Conseil de la fédération expliquèrent dans un premier temps qu'ils avaient été informés par M. Eltsine en personne de la décision de nommer au poste de premier ministre M. Axionenko et non M. Stepachine !

Des conseillers du président expliquaient la tactique suivie : au premier tour, l'investiture de M. Stepachine serait refusée par la Douma et le Kremlin imposerait alors au deuxième ou troisième tour M. Axionenko. Cette nouvelle menace de se voir proposer un homme jugé « inacceptable » par les partis représentés à la Douma a incité de nombreux députés à voter en faveur de M. Stepachine. « Il n'est pas le pire des candidats », a jugé le communiste Guennadi Ziouganov.

Au-delà de ces intrigues de palais, M. Eltsine, certes vainqueur, peut constater que son isolement politique s'est encore accru avec cette crise. Aucun parti n'affiche son soutien au président et à son nouveau gouvernement. Même Notre Maison la Russie (NDR), appelé « le parti du pouvoir », puisqu'il fut conçu pour soutenir le Kremlin et l'ancien premier ministre, M. Tchernomyrdine, se tient à distance. « Nous n'endosserons pas la responsabilité politique de ce gouvernement », explique l'un de ses responsables, M. Ryjkov.

Demeurent auprès de M. Eltsine son entourage – famille et administration présidentielle –, quelques hommes d'affaires sulfureux, dont M. Berezovski, et certaines person-

nalités dites « libérales », largement discréditées par leur gestion antérieure, tels Anatoli Tchoubais, Boris Fedorov, Egor Gaïdar. Cela serait dérisoire dans une démocratie parlementaire normale. Ça ne l'est pas tout à fait dans la Russie actuelle, où les partis politiques ne pèsent guère, où aucune grande figure démocratique n'émerge et où M. Eltsine a brisé toute tentative de structuration de mouvements démocrates et réformateurs.

**ÉCARTER LA « REVANCHE » DU PC**  
Cette équipe-commando du président revendique pourtant un objectif : assurer la postérité de M. Eltsine en rendant irréversible l'acquis démocratique russe. « Écarter pour toujours la revanche communiste », dit M. Berezovski. Le président a, à plusieurs reprises, explicité son souhait de voir la prochaine Douma composée « de professionnels, de gens compétents et honnêtes ». En choyant les gouverneurs de région, qui, élus au suffrage universel depuis 1996, jouent un rôle important lors des élections législatives, il entend contourner les partis dont le premier d'entre eux, le Parti communiste.

C'est aussi en usant, voire en menaçant d'abuser des immenses pouvoirs constitutionnels confiés au Kremlin, que ce commando entend modeler le paysage politique de l'après-Eltsine et, par là-même, préserver son avenir et ses immenses intérêts économiques. Mais il lui faudra pour cela passer trois obstacles. Le premier est Iouri Loujkov,

le maire de Moscou ayant su construire une puissante machine politique et s'attirer le soutien de nombreux responsables régionaux.

Le second est le rejet massif dont souffre le Kremlin auprès de cette frange de l'électorat encline aux réformes et à la modernisation de la vie politique du pays. L'effondrement économique et le degré sans précédent de corruption – « La Russie est l'un des dix pays les plus corrompus au monde », assure la procureure – sont directement attribués aux années Eltsine. Enfin, le troisième obstacle, et pas le moindre, est la santé du président. Victime d'hospitalisations à répétition, M. Eltsine ne peut être assuré d'achever son mandat. Que le Kremlin vienne à buter sur un de ces obstacles et il ne restera rien de la victoire politique emportée par les derniers partisans du président.

François Bonnet

## RECTIFICATIF

### JORGE LUIS BORGES

Dans les premiers exemplaires du Monde du 21 mai, une intervention de paragraphes a rendu difficilement lisible l'article d'Hector Bianciotti intitulé « Jorge Luis Borges, le rêveur rêvé », en page VI du « Monde des livres ». Pour rétablir le texte, il faut déplacer le premier bloc de la quatrième colonne (de « jeune lecteur de Genève... » à « ... Personne n'a jamais »), au bas de la deuxième colonne (après « ... celui que son très... »).

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Capharnaüm judiciaire

**P**RÈS de vingt ans après le drame du sang contaminé, et sous réserve d'informations ultérieures par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris ou par la Cour de cassation, trente personnes comparaitront bientôt devant la cour d'assises, les unes suspectées d'avoir commis un crime, les autres un délit.

Ce n'en sera pas fini du traitement judiciaire de l'affaire du sang contaminé. Des années plus tard, beaucoup d'années plus tard, ce sera peut-être au tour de Claude Evin, voire de tous les autres ministres qui, jusqu'en 1993, ont été titulaires des portefeuilles de la santé et des affaires sociales, de comparaître devant la Cour de justice de la République. Leur est reproché de ne pas avoir jugé nécessaire de prévenir les personnes transfusées avant la mise en place du dépistage, en août 1985, qu'elles pouvaient avoir été contaminées – et qu'elles risquaient donc de contaminer d'éventuels partenaires ou enfants à naître. En bonne logique, ces procès devant la CJR devraient s'accompagner, en parallèle, de ceux des conseillers ministériels et des responsables de l'administration sanitaire qui, eux non plus, n'avaient pas su imposer cette décision, qui, aujourd'hui, paraît de bon sens.

Pourtant, aucun autre pays au monde ne peut afficher un tel scénario catastrophe. Faut-il voir dans cette pénalisation à outrance d'un drame qui s'est produit partout ailleurs la preuve que, décidément, la justice française n'en a pas fini de sa querelle avec l'exécutif ? Ou, au contraire, convient-il

de déceler dans cette incapacité à prendre à bras-le-corps, d'un seul tenant, un dossier majeur de santé publique, une complexité judiciaire bien française ?

Dans son ordonnance-fléuve, le juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geffroy apporte de manière spectaculaire un début de réponse. Fait quasi sans précédent, elle reconnaît l'« inachèvement judiciaire » de son instruction, estimant que l'attitude du parquet n'a pas relevé d'une « bonne administration de la justice ». Des agissements graves resteront « impunis », dit-elle. A l'inverse, la position constante du ministre de la Justice a toujours été d'expliquer que la priorité, compte tenu de la gravité de l'état des victimes, était de faire preuve de la plus grande « célérité ».

On doit toutefois s'interroger sur les réelles motivations de la justice : le fait que plusieurs responsables de l'administration pénitentiaire, que plusieurs membres du cabinet du garde des sceaux de l'époque, Robert Badinter, chargés des dossiers relatifs aux prisons, ont occupé ou occupent encore d'éminentes fonctions au sein de l'institution judiciaire fournit sans doute un début d'explication à ce conflit entre un juge d'instruction et la chancellerie.

Quant à la CJR, la voilà à nouveau saisie d'un dossier relatif au sang contaminé. Il y a quelques semaines, au sortir du catastrophique procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, chacun avait jugé urgente et nécessaire la réforme de cette institution. Peine perdue. Les mêmes causes risquent de produire les mêmes effets.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Directeur artistique : Dominique Roynette  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Rédacteurs en chef :  
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (Editoriaux et analyses) ;  
Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ;  
Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ;  
Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Médiateur : Robert Solé  
Directeur exécutif : Eric Pliatoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;  
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)  
**Le Monde** est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,  
Fonds commun de placement des personnels du Monde,  
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,  
Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Le miracle de Berlin

**DIX JOURS** après la levée du blocus, Berlin est devenu méconnaissable, et si, par un coup de baguette magique, il était possible de faire disparaître les ruines ambiantes pour que surgissent à leur place des immeubles intacts, on pourrait douter qu'il y a encore quatre ans, jour pour jour, la ville n'était qu'un amas de gravats malodorants dans lesquels rampait, morne et abattue, une population sans avenir ni espoir.

Aujourd'hui, il y a des fleurs à tous les balcons, des comestibles abondants et variés à tous les étalages, des chaussures, des textiles et du linge partout, et de la joie dans tous les cœurs. Un soleil resplendissant éclaire les terrasses des cafés où l'on vous sert un excellent café-crème accompagné de gâteaux d'une confection parfaite, et dans les devantures des boulangeries-pâtisseries, les petits pains ont triste

mine à côté des éclairs au chocolat, des mille-feuille, des « prussiens », qu'on appelle aussi oreilles de cochons sans que personne y voie malice, et des tartes au moka.

Les pommes de terre sont innombrables, les légumes verts pululents, et il est loisible à quiconque de se procurer à peu de frais des petits pois, des haricots verts ou des épinards réfrigérés. Les prix se sont effondrés, et le marché noir agonise dans une longue succession de spasmes. Les vitrines des détaillants, qui en avaient perdu jusqu'au souvenir, se sont soudainement garnies d'œies grasses à point et d'opulents canards. C'est un authentique miracle que nous vivons, et l'on se croirait revenu aux plus beaux jours du temps de paix.

Georges Blum  
(22-23 mai 1949.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

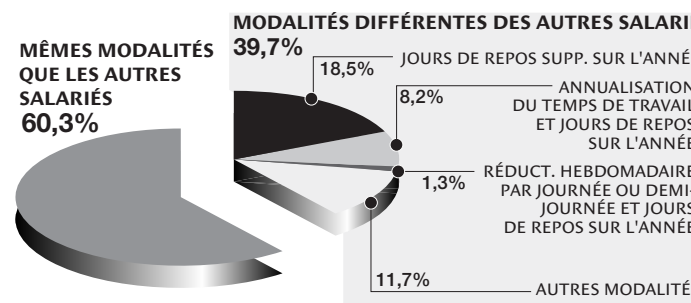
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



## Les accords Aubry et les cadres

UNE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL SOUVENT EN JOURS



Source : MES  
9,3 % des salariés concernés par un accord sur les 35 heures sont des cadres alors qu'ils représentent 11,9 % de la population totale des salariés. Quatre accords sur cinq incluent les cadres.

## TROIS QUESTIONS À...

## JEAN-FRANÇOIS COPÉ

**1 En tant que secrétaire national du RPR, chargé du programme économique, que pensez-vous du bilan présenté par M<sup>me</sup> Aubry ?**

Il est arithmétiquement distrayant et économiquement catastrophique. Le gouvernement annonce 57 000 emplois créés ou sauvegardés : comment fait-on pour calculer un emploi sauvegardé ? Surtout, il tient une comptabilité hallucinante en annonçant les emplois que les 35 heures auraient générés, mais en oubliant de prendre en compte ceux qu'il a contribué à supprimer. C'est comme si une entreprise présentait un bilan en n'affichant que ses actifs et pas son passif, ou si l'Etat présentait un budget avec ses recettes, mais sans ses dépenses. Qu'aurions-nous entendu si un gouvernement de droite avait présenté une telle aberration...

Plus généralement, je suis frappé par le tollé général que suscite ce projet. La méthode Jospin y est parfaitement résumée : zéro choix, zéro risque. Avec cette réforme idéologique – il s'agit de satisfaire la gauche plurielle –, nous arrivons au bout de l'exercice.

**2 Quel jugement portez-vous sur le plan de financement présenté par le gouvernement ?**

Cette réforme a un vice originel : comme le temps de travail y est réduit de 11,4 %, elle renchérit le

coût du travail d'autant. Du coup, le gouvernement est obligé d'inventer un invraisemblable système de poupées russes, avec des allègements de charges sociales, pour masquer cette dure réalité, et des impôts nouveaux (écotaxe et contribution sur les bénéfices des sociétés). La ficelle est énorme : le gouvernement veut faire croire que l'effet global sera neutre pour le coût du travail, mais on se retrouve avec 25 milliards de francs d'impôts nouveaux. Et d'énormes transferts de charges d'un secteur à l'autre.

**3 La gauche s'est tout de même convertie aux allègements de charges...**

La première décision de M. Jospin, en 1997, a été de remettre en cause la « ristourne Juppé » dont il niait l'efficacité, et de supprimer les allègements au profit du textile, alors que ces mesures étaient engagées dans tous les grands pays européens. C'est donc un virage à 180 degrés, mais il ne règle rien : cet allègement atténue le coût des 35 heures, mais il s'accompagne de deux nouveaux impôts ! Pour son prochain bilan, M<sup>me</sup> Aubry devra nous donner le nombre de délocalisations qu'elle aura provoquées. Puisse tout cela nous servir de contre-exemple. Si l'on veut rencherir l'emploi, il faut alléger le coût du travail, notamment au voisinage du SMIC, et baisser les impôts.

Propos recueillis par  
Laurent Mauduit

## Au Japon, personne ne respecte les limites légales

TOKYO  
correspondance

Le phénomène de « *karoshi* », mort par excès de travail, continue de défrayer régulièrement la chronique au Japon. Dans la plupart des cas, il faut une longue bataille avant que le ministère du travail reconnaisse qu'il s'agit d'un cas de *karoshi* et oblige l'employeur à verser des compensations à la famille du cadre mort d'épuisement.

Autant dire que, dans les faits, peu de garde-fous restreignent le temps de travail de l'encadrement. Selon la loi, les mesures sur la durée légale de la semaine de travail, fixée à 40 heures, ne s'appliquent pas aux salariés chargés, dans la traduction anglaise fournie par le ministère, de « *supervision et management* ». Même chose pour les heures supplémentaires. « *Mais cette définition est trompeuse, car on ne fait pas la différence en termes de statut entre les cadres et les autres ; ce sont des salariés et ils sont donc soumis à la limitation des 40 heures. Il y a un problème de définition du mot "cadre" au Japon. Supervision et management désignent en fait les dirigeants des sociétés, pas l'encadrement salarié* »,

remarque Mitsuo Tanaka, de la section internationale de Rengo, la confédération des syndicats japonais.

Chez Toyota, Nissan et Mitsubishi Electric, les responsables du personnel interrogés se bornent à répéter qu'il n'existe aucune restriction sur la durée de travail du personnel d'encadrement, ni a fortiori sur les heures supplémentaires puisqu'elles ne sont pas reconnues comme telles. « *La loi des 40 heures devrait s'appliquer aux cadres tels qu'on les définit dans les autres pays, mais en réalité personne n'en tient compte* », explique M. Tanaka.

Même son de cloche à Tokyo Manager Union (TMU), un des seuls syndicats de cadres indépendants, mais dont les adhérents proviennent en majorité des PME : « *Nous voyons des gens qui n'ont jamais pris leurs congés payés en vingt ans. Peu sont en mesure de faire valoir leurs droits à une semaine de 40 heures. Les "service zangyo" [heures supplémentaires gratuites] sont la règle dans beaucoup d'entreprises* », déplore Toru Furuyama, directeur adjoint de TMU.

Les entreprises ont aussi la pos-

sibilité de prolonger la semaine de travail au-delà des 40 heures pour leurs employés dans la mesure où le temps supplémentaire fait l'objet d'un accord collectif : « *Dans beaucoup de grandes entreprises, la semaine de travail est ainsi plus proche de 48 heures* », reconnaît Seiji Terama, responsable des lois du travail au Zenroren (Confédé-

ration nationale des syndicats), dont les organisations membres représentent surtout des employés de base. « *Il n'y a pas de syndicats de cadres. Et, dans nombre de cas, ce sont des syndicats d'entreprise, donc l'orientation voulue par l'entreprise prédomine* », explique Keisuke Fuse, du Zenroren.

« Nous voyons des gens qui n'ont jamais pris leurs congés payés en vingt ans »

La contradiction entre une du-

Brice Pedroletti

## En Allemagne, il y a cadre et... cadre

FRANCFORT  
de notre correspondant

Le concept de « cadre » est beaucoup plus flou en Allemagne qu'en France. La catégorie n'existe pas vraiment. Pour un même niveau de compétences et de responsabilités, la distinction en matière de durée de travail se fait plutôt entre les salariés embauchés aux barèmes de la convention collective de la branche et ceux qui sont en dehors de ce dispositif négocié par les partenaires sociaux. En général mieux rémunérés, ces derniers ne bénéficient dans leur contrat d'aucune indication sur leur temps de présence au bureau. Ils travaillent sans limitation horaire, même dans les secteurs où les 35 heures sont une réalité depuis plusieurs années, à l'instar de la métallurgie.

Chez le constructeur automobile BMW, par exemple, la très grande majorité des cadres d'un certain niveau ont signé un contrat individualisé. Et ils ne sont pas du tout concernés par la

durée hebdomadaire qui rythme la vie des ouvriers et des employés. Même attitude pour Mannesmann, où l'on sourit presque à l'idée de mesurer la durée de travail de cadres appelés à « *s'adapter aux besoins* », observe un respon-

sable.

LES MOINS DIPLOMÉS ET LES JEUNES

Les « cadres » les moins diplômés, sans réelle responsabilité d'encadrement, ou plus jeunes, bénéficient cependant des accords de branche. L'horaire hebdomadaire est donc en principe limité... sans être respecté dans les faits. Mais les situations sont multiples. « *Dans certaines entreprises, ces cadres ont une carte d'accès à puce et leurs heures de travail sont comptabilisées* », indique Kay Berg, de l'Union der Leitenden Angestellten (Union des cadres supérieurs) : « *Il n'y a alors aucune différence entre le chef de service et la secrétaire* », ajoute-t-il. Les heures supplémentaires, dont le volume est souvent détermi-

né entre les dirigeants et les syndicats de chaque société, peuvent être rémunérées ou compensées par des congés. On incite parfois certains cadres surchargés à partir en vacances, pour éviter qu'ils n'engrangent trop d'heures non payées.

Au contraire, chez Veba, le badge d'accès ne comptabilise généralement pas les heures de présence, mais la pratique diffère selon les filiales de cet immense conglomerat, présent aussi bien dans l'électricité, le pétrole, la chimie, que dans les télécommunications ou la logistique, des secteurs aux conventions collectives hétéroclites. Du côté de chez BMW, le décompte est très précis, à la minute près même. « *Je trouve intéressant de savoir combien de temps je travaille, pour récupérer ensuite* », explique un jeune diplômé, qui s'attend un jour ou l'autre à sortir du cadre des accords de branche.

Philippe Ricard

## Olivetti prêt à arbitrer l'avenir de Telecom Italia

Les milieux financiers de la Péninsule parient sur le succès de l'OPA

MILAN  
correspondance

L'offre publique d'achat (OPA) du groupe italien Olivetti sur le groupe privatisé Telecom Italia, après avoir démarré en sourdine le 30 avril, devait se terminer vendredi, journée décisive alors que l'offre déposée par le groupe d'Ivrea avait recueilli, jeudi soir, l'adhésion d'actionnaires représentant 19,89 % du capital. Olivetti a fixé à 35 % le seuil minimum qu'il souhaite obtenir ; en dessous de ce seuil, il ne donnera pas suite à son offre d'achat. Les milieux financiers, pariant sur le succès de l'audacieuse offensive de Roberto Colaninno, le PDG d'Olivetti, estimaient que les adhésions allaient s'accélérer et dépasser les 35 % au dernier jour de l'offre.

Telecom Italia, dont la défense a consisté à appeler l'opérateur allemand Deutsche Telekom à la rescousse, a fait une dernière tentative pour repousser l'assaut d'Olivetti. Jeudi soir, le groupe dirigé par Franco Bernabè a demandé à la commission des opérations de Bourse italienne, la Consob, de suspendre l'opération, en raison des « fuites » reprises mercredi et jeudi par des agences de presse et

constituant, selon l'opérateur de télécommunications, une grave atteinte à la transparence de l'offre.

Selon ces indiscretions, provenant de sources proches d'Olivetti (qui a démenti être impliqué dans l'affaire), le seuil de 35 % était en fait déjà atteint en raison d'intentions de vente manifestées par certains investisseurs. Mais la Consob a estimé qu'il n'existait pas d'éléments suffisants pour suspendre l'OPA.

INCERTITUDES NOMBREUSES

La partie se joue donc sur le fil du rasoir, même si la balance semble pencher du côté d'Olivetti. M. Colaninno s'est réservé le droit d'acquiescer ou non les actions si les adhésions se situent entre 35 % et 67 % du capital. S'il obtient moins de 50 %, de nombreux observateurs estiment qu'il aura des difficultés à imposer complètement ses vues à l'entreprise. Mais il pourra se trouver en position d'arbitre, sachant qu'actuellement le capital de Telecom Italia est extrêmement fractionné : l'actionnaire principal, l'Etat, ne détient que 3,43 %.

M. Colaninno, avec 35 %, pourrait avoir son mot à dire sur le pro-

jet de fusion avec Deutsche Telekom. Le président de l'opérateur allemand, Ron Sommer, mettait en garde M. Colaninno contre une proclamation trop rapide de sa victoire et déclarait vendredi au quotidien économique *La Tribune* : « *Nous continuons à nous concentrer sur le projet de fusion*. » Au-delà de 67 %, en revanche, le succès d'Olivetti serait total et indiscutable.

De nombreuses incertitudes demeuraient encore vendredi. Des investisseurs institutionnels, la plupart des membres du « noyau dur » – qui représentent 6 % du capital –, voire des petits porteurs ne devaient se décider qu'au dernier moment. Par ailleurs, des actionnaires de Telecom Italia pouvaient très bien avoir déjà adhéré à l'offre sans voir encore leur participation comptabilisée : par exemple, s'ils avaient donné ordre de vendre leurs actions Telecom, sans préciser de date d'exécution, à une institution financière qui ne fait pas partie de la quarantaine de banques chargées du recueil des adhésions. Dans ce cas, cet intermédiaire devait ensuite apporter lui-même les actions à l'une des banques

membres du consortium, quitte à ne le faire que lors de la dernière journée de l'offre.

Le résultat final devait être connu dans la nuit de vendredi à samedi, à moins que la complexité de la comptabilisation des adhésions n'impose un report. Olivetti a convoqué un conseil d'administration pour samedi 22 mai, en fin de matinée, pour évaluer les résultats. Le groupe doit en effet annoncer sa décision au cas où le pourcentage d'adhésions se situerait dans la zone grise des 35 % à 67 % du capital. Il s'est engagé à rendre publique sa position d'ici à mardi 25 mai.

Sur le front opposé, un conseil d'administration de Telecom Italia se tiendra mardi 25 mai pour prendre acte des résultats de l'OPA. L'opérateur de téléphone a déjà convoqué pour le 28 juin (ou le 29 juin en deuxième convocation) l'assemblée générale qui devra approuver le bilan de l'exercice 1998 et débattre de la fusion projetée avec Deutsche Telekom... Mais, d'ici là, le groupe aura peut-être changé de mains.

Marie-Noëlle Terrisse

## France Télécom peut mobiliser jusqu'à 300 milliards de francs

LES SYNDICALISTES CGT et SUD de France Télécom qui manifestaient, jeudi 20 mai, avant l'assemblée générale, ont mis en garde leur patron contre une éventuelle tentation de suivre la mode des fusions et acquisitions, après la rupture de l'alliance avec Deutsche Telekom. L'opérateur allemand a du jour au lendemain délaissé son partenaire français pour engager une fusion avec Telecom Italia, annoncée il y a un mois (*lire ci-dessus*).

Michel Bon, le président de France Télécom, s'est bien gardé de donner une réponse précise aux manifestants ou à ses actionnaires, qu'il a tenu à rassurer en affirmant que le développement international n'est pas remis en cause. En 1998, leur a-t-il expliqué, l'entre-

prise a mené seule plusieurs projets, peu d'actions en commun ayant été concrètement engagées avec Deutsche Telekom. Au total, France Télécom a réalisé 15 milliards de francs de ventes hors de France sur un total de 161 milliards. Pour 1999, M. Bon espère atteindre 21 milliards, soit 12 % du chiffre d'affaire total.

France Télécom devra choisir entre deux stratégies : poursuivre ses implantations comme il le fait actuellement, ou procéder à un rapprochement. Dans la première hypothèse, le groupe continuera surtout à vouloir profiter de l'ouverture des marchés européens à la concurrence pour devenir opérateur alternatif. Dans la seconde hypothèse, il privilégiera les secteurs

en croissance comme le transport des données et la téléphonie mobile.

Dans ce dernier domaine, France Télécom regarde de près le dossier du quatrième opérateur britannique, One-to-One, mis en vente par ses actionnaires. L'opérateur doit également prendre position dans les transmissions de données, qui voit prospérer de nouveaux spécialistes comme Global Crossing, Qwest, Colt ou Equant. Ces derniers seront en mesure d'offrir le transport de la voix à très faible coût, puisqu'il sera mêlé à celui des données. Une menace pour les opérateurs historiques dont l'activité repose encore en grande partie sur la voix.

Si France Télécom veut se lancer

dans une acquisition majeure, il en a les moyens, même s'il lui faut veiller à ce que la part de l'Etat français dans son capital ne descende en dessous de 51 %, seuil prévu par la loi. Le gouvernement est prêt à voir sa participation diluée dans le cadre prévu, si une opération intéressante se présentait. De surcroît, France Télécom dispose d'une importante marge financière. Il peut, sans mettre en péril l'équilibre de son actionariat, augmenter son capital d'une centaine de milliards de francs. Il peut, dans le même temps, augmenter son endettement de près de 200 milliards de francs sans trop alourdir son bilan.

Enguérand Renault

## Les grévistes palois d'Elf menacés d'expulsion

AU 38<sup>e</sup> JOUR DE GRÈVE des salariés palois d'Elf-Aquitaine, mardi 18 mai, un huissier est venu délivrer des assignations en référé à dix-neuf personnes qui s'approprièrent à passer la nuit au centre Jean-Féger, à Pau, dans le bâtiment abritant la salle informatique occupée depuis le 12 avril. La direction avait soudain décidé de saisir le juge des référés afin de réclamer sans délai l'expulsion de tous les grévistes. L'audience s'est déroulée jeudi 20 mai, à Pau. Pour l'avocat de la direction, M<sup>e</sup> Dissez, ce recours en justice est notamment lié au constat d'un échec des discussions souhaitées. L'avocat des salariés, M<sup>e</sup> Blanco, a, au contraire, rappelé que, malgré la demande répétée des grévistes, toute négociation s'était révélée impossible, la direction posant en préalable sa décision de supprimer 1 320 postes. Décision vendredi 28 mai. – (Corresp.)

## NOMINATIONS

## Luc Vandeveld, dauphin de Paul-Louis Halley chez Promodès

ACTUEL directeur général de Promodès, Luc Vandeveld, 48 ans, succédera en septembre à Paul-Louis Halley, qui aura alors 65 ans.

M. Halley est le fils du fondateur de cette entreprise familiale, créée à Caen dans le commerce de gros, qu'il transformera en groupe de grande distribution (Continent, Champion, Shopi). Principal actionnaire, M. Halley ne prendra pas

sa retraite pour autant, puisqu'il fera voter en septembre une transformation de l'entreprise en société à conseil de surveillance, et s'en fera nommer président. M. Vandeveld sera alors président du directeur. Ce manager d'origine belge, fils de grossiste, a fait toute sa carrière dans l'industrie alimentaire, chez Kraft General Foods, dont il était PDG des filiales françaises et italiennes avant de rejoindre Promodès en 1995. Sous son impulsion, le groupe normand est devenu le plus européen des distributeurs français.

■ CRÉDIT AGRICOLE : Marc Bué (60 ans), président de la Fédération nationale de crédit agricole, a été nommé vice-président de la Caisse nationale de crédit agricole. Il pourrait être le successeur d'Yves Barsalou, l'actuel président, en mai 2000.

■ LA POSTE : Bertrand de Mascarel (49 ans, Sciences politiques), directeur des colis et de la logistique à La Poste, est nommé président de la nouvelle société Colis et logistique de La Poste.

■ EDS FRANCE : Antoine Roland (36 ans, Insead) prend la présidence d'Electronic Data Systems France en remplacement d'Hubert Joly, nommé PDG d'Havas Interactive.

■ LVMH : Pierre-Mathieu Duhamel (42 ans, ENA), ancien collaborateur d'Alain Juppé et actuel directeur général des douanes et droits indirects, devient au 1<sup>er</sup> juin secrétaire général du groupe LVMH.

■ HAVAS VOYAGES : Antoine Cachin (51 ans, docteur ès sciences économiques), ancien directeur général du Club Méditerranée, rejoint Havas Voyages, comme directeur de la branche grand public.

Cette rubrique est hebdomadaire. Merci d'envoyer vos informations à Martine Picouet. Fax : 01-42-17-21-67.



# COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 22 MAI 1999

## La CLT-UFA mise sur la télévision commerciale en clair

Le groupe germano-luxembourgeois, qui a assaini sa situation financière, prévoit le retour aux bénéfices pour l'année en cours et envisage de nouveaux développements dans l'audiovisuel et le multimédia en Europe

### LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

La cession de 45 % des parts de la CLT-UFA dans la chaîne cryptée allemande Premiere n'était pas seulement liée aux interdits placés par la Commission européenne et par l'Office allemand des cartels. Pour le groupe germano-luxembourgeois, l'avenir est à la télévision commerciale en clair. « La télévision commerciale n'a rien d'un média mûr », a annoncé, jeudi 20 mai, Rémy Sautter, codirecteur général de la CLT-UFA, lors de la présentation des résultats 1998.

Pour étayer cette nouvelle stratégie, M. Sautter affirme que « les dépenses publicitaires en Europe croissent deux à trois fois plus vite que les PNB des pays européens ». L'opérateur germano-luxembourgeois compte prendre sa part de ces investissements. « Les annonceurs seront toujours attirés par les médias de masse pour avoir un accès global aux téléspectateurs », précise M. Sautter. Cette soudaine défiance envers la télévision à péage, entamée avec le retrait du bouquet numérique Télévision par satellite (TPS), s'appuie aussi sur

la montée en puissance d'Internet. Pour la CLT-UFA, les chaînes premiums comme Canal Plus commencent à affronter la compétition des programmes payants diffusés via Internet. Une concurrence qui s'avivra au rythme des progrès de la technologie.

Ainsi M. Sautter constate « une amélioration chaque mois de la qualité de diffusion des images animées sur la Toile. Un progrès couplé avec la sécurisation des paiements sur Internet ». Pour l'heure, il affirme que le rôle de la CLT-UFA « sera d'aider ses chaînes filiales en

Europe dans leurs développements multimédias ». En Allemagne, AOL, filiale de Bertelsmann, et RTL TV, contrôlée par la CLT-UFA, « sont en discussions intensives depuis plusieurs mois pour mettre en place des synergies ».

L'intérêt de la CLT-UFA pour la télévision commerciale devrait se concrétiser par des créations de chaînes mais surtout par des acquisitions. Le terrain de chasse privilégié de la CLT-UFA est, pour l'heure, circonscrit « à l'Espagne, au Portugal et à la Scandinavie », selon M. Sautter, qui n'oublie pas

la Grande-Bretagne. La CLT-UFA souhaite renforcer sa participation de 29 % dans Channel 5 et vise les 18 % détenus par Warburg Pincus et les 29 % d'United News and Medias. Ses convoitises ne s'arrêtent pas là. Le paysage audiovisuel britannique pourrait être prochainement largement remodelé. « Tous les grands opérateurs européens - TF1, Kirch ou Mediaset - s'intéressent à la Grande-Bretagne, car peu de groupes y sont présents dans la télévision commerciale », selon M. Sautter. La réorganisation capitalistique des multiples chaînes privées d'ITV et l'éventuelle privatisation de Channel 4 intéressent la CLT-UFA.

Avec son retrait de Premiere, la CLT-UFA est en voie d'assainir sa situation financière. Cette vente a rapporté une plus-value de 700 millions de deutschemarks (359 millions d'euros). En 1998, la perte nette du groupe a été réduite à 14 millions d'euros, contre un résultat négatif de 71 millions d'euros un an plus tôt. En 1999, Rolf Schmidt-Holtz, l'autre codirecteur général, prévoit « une année record ». Au terme de « cette meilleure année dans l'histoire de la CLT, le résultat net devrait être supérieur à 100 millions d'euros ». Parmi les vingt-deux chaînes contrôlées par la CLT-UFA, RTL TV, en Allemagne, et M 6, en France, se dégagent nettement par leurs performances. Outre-Rhin, RTL TV, en 1998, a porté son bénéfice net à plus de 149 millions d'euros (+ 40 % par rapport à 1997).

Dans le même temps, M 6 s'est installé à la deuxième place, avec 19,4 % de parts de marché publicitaire français, et son résultat avant impôts a crû de 29 %. En progrès sur ces places fortes en Allemagne et en France, la CLT-UFA l'est aus-

si en Grande-Bretagne et en Europe de l'Est. Après des difficultés techniques lors de son lancement, Channel 5 a porté sa couverture à 80 % du territoire et sa part d'audience atteint 5,3 %. Selon Rémy Sautter, une part d'audience de 7 % sera suffisante à l'équilibre économique de la chaîne.

### BAS DE GAMME

En Hongrie, la progression de RTL Klub a été encore plus fulgurante. Lancée fin 1997, la chaîne privée est « devenue la première télévision privée hongroise avec 35 % de parts de marché auprès des 18-49-ans ». Malgré ces perspectives financières, Jean-Marie Messier, le président de Vivendi, envisage clairement de sortir de la CLT-UFA. Le 10 mai, il a pour la première fois qualifié de « non stratégique » sa participation dans Audiofina, le holding du groupe germano-luxembourgeois. Un tel départ se solderait par une complète réorganisation du paysage audiovisuel européen. Aucune négociation n'est pourtant engagée, affirme encore la direction de la CLT-UFA.

A l'avenir, la CLT-UFA parie également sur le « développement de toutes les formes de télévision bas de gamme » et cale ses prévisions sur le développement du numérique hertzien en Grande-Bretagne. Comme leurs consœurs anglaises, les chaînes hertziennes françaises devraient se voir confier la gestion des six multiplexes pour favoriser l'événement du numérique. A côté des chaînes généralistes, les différents opérateurs devraient proposer des programmes bas de gamme en clair et des services interactifs.

Guy Dutheil

## La nomination du président de France Télévision motif de « happening » à l'Assemblée

TRANSFÉRER du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) au gouvernement le pouvoir de nommer le président de la nouvelle holding France Télévision... Chiche ! Le débat a surgi au Palais-Bourbon sans crier gare, jeudi 20 mai en début de soirée, sous le regard furieux de Catherine Trautmann. La ministre de la culture et de la communication qui, depuis le début de l'examen en première lecture de sa réforme de l'audiovisuel, s'était accommodée de la molle tiédeur d'une majorité disciplinée à défaut d'être enthousiaste, a vu, pendant quelques instants, le sol se dérober sous ses pas. Répondant à Michel Herbillon (DL, Val-de-Marne), qui venait - sentiment très partagé sur les bancs de l'Assemblée - de mettre en doute « la clarté et l'indépendance » de la procédure de nomination par le CSA, le rapporteur de la commission des affaires sociales, Didier Mathus (PS, Saône-et-Loire), a offert à ses collègues « une minute de franchise » : « La logique, a-t-il expliqué, exigerait en effet que l'actionnaire [l'Etat] nomme le président de France Télévision. Nous sommes tous d'accord sur ce point, mais on ne le fera jamais, en raison, notamment, de la pression de l'opinion. » « Rédigeons et cosignons un amendement en ce sens ! », a alors proposé Olivier de Chazeaux (RPR, Hauts-de-Seine).

Tout en se disant soucieux de ne pas « tomber

dans le piège » tendu par la droite, Michel Francaix (PS, Oise) lui a emboîté le pas, lançant à ses collègues de l'opposition : « Si vous présentez un tel amendement, je le voterai des deux mains ! » Alors que la ministre gardait le silence, la mise au point est venue des députés Verts, Yves Cochet (Val-d'Oise) soulignant qu'il convenait - en dépit de « l'ambiguïté qui tient au fait qu'il nomme et contrôle à la fois » - de « donner davantage de pouvoir » au CSA plutôt que de lui en « reprendre ». Après dix minutes de suspension de séance, le calme est revenu dans l'hémicycle, M. Francaix concédant que « la hâte n'est pas bonne conseillère »...

### RÉDUCTION DE LA PUBLICITÉ

Hormis ce bref « happening », selon le mot de la présidente de séance, Nicole Catala (RPR, Paris), l'examen des six premiers articles du texte n'a guère réservé de surprise. Approuvant le regroupement de France 2, France 3 et la Cinquième-Arte dans la holding France Télévision - une « usine à gaz budgétaire », selon l'opposition -, les députés en ont écarté RFO en votant, à la demande du gouvernement, le principe d'un conventionnement liant RFO à la holding, dont les modalités devront être précisées lors de la navette (Le Monde du 18 mai).

Sur proposition du rapporteur - vivement

combattue par la droite -, l'Assemblée a également décidé de mettre fin à l'exclusivité de diffusion des chaînes publiques sur le bouquet satellite TPS. A la quasi-unanimité, les députés ont aussi voté la création d'« un conseil consultatif des programmes », composé de quarante téléspectateurs nommés pour trois ans après avoir été tirés au sort, destiné à « émettre des avis et des recommandations » sur les programmes des chaînes publiques.

En fin de soirée, les députés de la majorité ont approuvé la réduction de douze à huit minutes par heure de la durée de la publicité sur les chaînes publiques. Tout en critiquant le manque d'ambition du gouvernement par rapport à son projet initial - qui prévoyait une réduction de cette durée à cinq minutes -, Laurent Dominati (DL, Paris), de loin le plus virulent sur les bancs clairs de la droite, a concentré ses attaques sur le mécanisme de remboursement des exonérations de redevance : « un chiffon de papier », selon lui, puisque relevant de la loi de finances. Contre l'avis du gouvernement, les députés ont tenu à préciser que le milliard de francs de ressources supplémentaires dégagé par ce dispositif ne devra pas être absorbé par les dépenses de fonctionnement courant des chaînes.

Jean-Baptiste de Montvalon



### Avec e.medi@, votre horoscope quotidien à la carte.

Pour la première fois, grâce à SFR, vous entrez dans un nouveau monde de services écrits interactifs via l'Internet, directement sur l'écran de votre téléphone portable. Vous pouvez immédiatement choisir un

restaurant en fonction de son menu, voir les programmes TV, regarder l'état de votre compte en banque, visualiser un itinéraire... Tout ceci, grâce à l'esprit d'innovation de SFR et de partenaires de confiance : la SNCF, GaultMillau, Dégriftour, Les Echos... Avec e.medi@, déjà disponible sur le portable du Pack SFR Les Uns... Les Autres, vous bénéficiez de

services qui évoluent et s'enrichissent en permanence. Vous verrez à quel point e.medi@ vous simplifie la vie.

**e.medi@. C'est vous qui voyez.**

SFR est une marque de  Cegetel









FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action Banco Santander Central Hispano a cédé, jeudi 20 mai, 0,54 %, à 20,16 euros. La banque espagnole a augmenté sa participation de 0,7 % dans le capital de la Société générale, pour un montant de 147 millions d'euros. Banco Santander Central Hispano détient désormais 2 % de la banque française.

● La valeur Banca Commerciale Italiana a gagné, jeudi, 2,4 %, pour finir à 7,02 euros. La suite des déclarations de directeur général de la quatrième banque italienne, Francesco Saviotti. Celui-ci a indiqué qu'il ne voyait aucune raison de reprendre les négociations de fusion avec Banca di Roma, contrairement à ce que suggérait récemment un membre du conseil de la BCI dans la presse.

Table with columns: 21/05 10h20, Code pays, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section AUTOMOBILE with entries like AUTOLIV SDR, BASE AG, BMW, etc.

Table with columns: 21/05 10h20, Code pays, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section BANQUES with entries like ABNEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, ALLIED IRISH BA, etc.

Table with columns: 21/05 10h20, Code pays, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section TÉLÉCOMMUNICATIONS with entries like BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, DEUTSCHE TELEKOM, etc.

Table with columns: 21/05 10h20, Code pays, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section CONSTRUCTION with entries like ACCIONA, ACESA REG, AKTOR SA, etc.

Table with columns: 21/05 10h20, Code pays, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section PRODUITS DE BASE with entries like ALUMINIUM GREC, ARJO WIGGINS AP, ASSIDOMAN AB, etc.

Table with columns: 21/05 10h20, Code pays, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section CHIMIE with entries like ACA -A-, ACA -B-, AIR LIQUIDE/RM, etc.

Table with columns: 21/05 10h20, Code pays, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section CONGLOMÉRATS with entries like AKER RCI -A-, CCIIP/RM, CIR, etc.

Table with columns: 21/05 10h20, Code pays, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section ÉNERGIE with entries like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Table with columns: 21/05 10h20, Code pays, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section SERVICES FINANCIERS with entries like 3I, ALMANIJ, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table with columns: 21/05 10h20, Code pays, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section CONSUMMATION CYCLIQUE with entries like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table with columns: 21/05 10h20, Code pays, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section ALIMENTATION ET BOISSON with entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

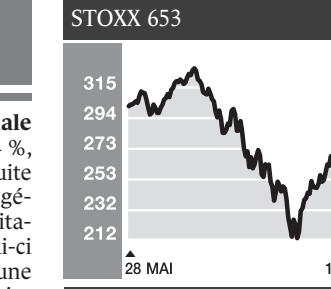


Table listing various stocks and their performance. Includes entries like FINNAIR, G WIMPEY PLC, GRANADA GROUP, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ASTRA -A-, ELAN CORP, GLAXO WELLCOME, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like 3I, ALMANIJ, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

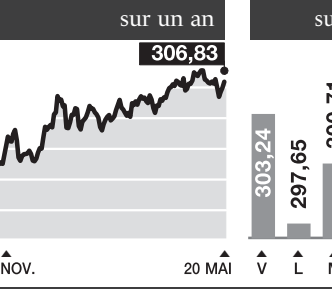


Table listing various stocks and their performance. Includes entries like AGF/RM, ALLEANZA ASS, ALLIANZ AG, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ABB AB -A-, ABB AB -B-, ABB BADEN, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like 3I, ALMANIJ, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

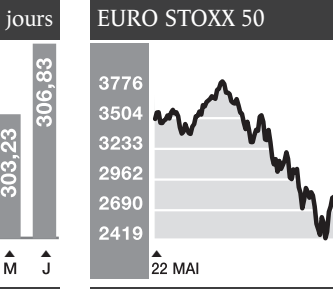


Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ABB AB -A-, ABB AB -B-, ABB BADEN, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like 3I, ALMANIJ, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

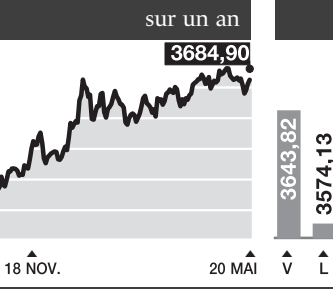


Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ABB AB -A-, ABB AB -B-, ABB BADEN, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like 3I, ALMANIJ, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

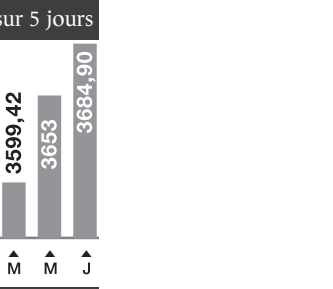


Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ABB AB -A-, ABB AB -B-, ABB BADEN, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like 3I, ALMANIJ, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table with columns: 21/05 10h20, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section AMSTERDAM with entries like AIRSPRAY NV, ANTONOV, C/TAC, etc.

Table with columns: 21/05 10h20, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section BRUXELLES with entries like ENVIPOCO HLD CT, FARDEM BELGIUM ABC, INTERCO HLD, etc.

Table with columns: 21/05 10h20, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section FRANCFORT with entries like 1 & 1 AG & CO/KGAA, AXTRON, AUGUSTA BETEILIGUN, etc.

Table with columns: 21/05 10h20, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-section HAUTE TECHNOLOGIE with entries like ALCATEL/RM, ALTEC SA REG, BAAN COMPANY, etc.

★ CODES PAYS ZONE EURO: FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne - OCE : Océanie - IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande - LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche - FI : Finlande - BE : Belgique.

http://www.lemonde.fr

La Bourse au quotidien : l'actualité des entreprises les cotations en direct les informations financières...

Publicité



VALEURS FRANÇAISES

L'action BNP s'échangeait, vendredi matin 21 mai, en baisse de 1,18 %, à 83,5 euros. Le titre SG perdait 0,57 %, à 189 euros et Paribas cédait 0,81 %, à 109,1 euros. A ces cours, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 178,9 euros et l'action Paribas à 114,8 euros. L'OPE de SG sur Paribas valorise, elle, le titre Paribas à 118,2 euros.

Le titre Norbert Dentressangle progressait, vendredi matin, de 0,77 %, à 24,69 euros, à la suite des propos tenus par le président du directoire du groupe, Jean-Claude Michel, dans le quotidien La Tribune. Ce dernier a indiqué qu'il n'excluait pas de réaliser « une très grosse opération de croissance externe » pour faire face à la concentration du secteur du transport et de la logistique en Europe.

L'action Chargeurs bondissait de 1,25 %, à 52,4 euros, vendredi matin. Le groupe a entamé jeudi une offre publique de rachat d'actions, portant sur un maximum de 25,9 % de son capital et qui se terminera le 22 juin.

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 21 MAI

Liquidation : 21 mai

Table of French stock market data with columns: France, Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (1). Includes entries for B.N.P., RENAULT, SAINT-GOBAIN, etc.

Main table of French stock market data with columns: BIC, BIS, B.N.P., BOLLORÉ, BONGRAIN, BOUYGUES, CASINO GUICHARD, etc.

Table of International stock market data with columns: International, Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (1). Includes entries for AMERICAN EXPRESS, A.T.T., BARRICK GOLD, etc.

Table of ABRÉVIATIONS and SYMBOLES with categories B, Li, L, Ly, M, Ny, Ns and symbols 1, 2, 3, 4, 5.

Table of DERNIÈRE COLONNE RM (1) with columns: Lundi date mardi, % variation 31/12, Mardi date mercredi, montant du coupon en euros, Mercredi date jeudi, paiement dernier coupon, Jeudi date vendredi, compensation, Vendredi date samedi, nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 20 MAI

Une sélection. Cours relevés à 17h35

Table of Nouveau Marché stock market data with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Includes entries for ADLPARTNER, ALB SOFT, ALPHAMEDIA, etc.

Advertisement for Volkswagen Passat V6 TDI. Text: 'Ski extrême. Saut à l'élastique. Surf. V6 TDI. Parachutisme. Rafting.' Includes image of a car and VW logo.

SECOND MARCHÉ

VENDREDI 21 MAI

Une sélection. Cours relevés à 10h15

Table of Second Marché stock market data with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Includes entries for ADIC, AGLÉ, ALGECO, APRIL S.A.#, ARKOPHARMA, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns: Valeurs unitaires, Dates, Cours en euros, Cours en francs. Includes entries for AGIPI, ANTIPO, ANTICORP, etc.

CDC Asset Management

MONÉY C., MONÉY D., OBLIFUTUR C., OBLIFUTUR D., ORACTION, REVENU-VERT, SEVEA, SYNTHESIS, UNIVERS ACTIONS, MONÉ ASSOCIATIONS, UNIVAR C., UNIVAR D., UNIVERS-OBLIGATIONS, FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS, CREDIT AGRICOLE, CIBC BANQUES, CIBC PARIS, ASSOC, AUREC, ANCO, CONVENTIC, ECOCC, EPARC, MENSUELIC, OBLIC MONDIAL, OBLIC REGIONS, DIEZ, EPAC, SECURIC, SECURIC D, CREDIT LYONNAIS, ASSET MANAGEMENT, LIEN 2000 C, LIEN 2000 D, SICAV 2000, SLIVAFRANCE, SLIVARENTE, SLIVINTER, LIEN 2000 C, LIEN 2000 D, SICAV 2000, SLIVAFRANCE, SLIVARENTE, SLIVINTER.

LEGNDE: \* Hors frais. \*\* A titre indicatif.











# Quand les garde-robes se font stars

De Cannes à Paris, de New York à Londres, les robes des actrices et des clientes de choix sont à l'honneur. Des expositions, des ventes aux enchères mettent en lumière des goûts et des choix sous influence

**SEAN CONNERY** en Tod's, Christine Scott-Thomas en robe de taffetas rose changeant Chanel, Elodie Bouchez en pantalon vert kaki Dior, Emmanuelle Béart en Armani, Susan Sarandon corsetée par Dolce e Gabbana, Béatrice Dalle en Thierry Mugler... En plein Festival de Cannes, la guerre des griffes bat son plein sur la Croisette. Les diamants scintillent autour des cous capricieux, laissant les attachées de presse des joailliers piétiner d'impatience dans les couloirs des palaces. Jamais les valises n'auront été si médiatiques.

Si la décennie 1980 a installé les créateurs de mode sur un piédestal, la dernière année du siècle offre une revanche dorée aux mannequins, actrices, étoiles filantes de la galaxie « *people* », clientes de haute couture, celles qui ont porté, subi la tyrannie des épingles et des spots, et voient aujourd'hui leurs atours mythiques exposés, ou vendus à prix d'or, au rendez-vous des paparazzi et de l'histoire de la mode. A Paris, le Musée de la mode renouvelle sa présentation annuelle (*lire le « guide » ci-contre*), sur le thème « Garde-robes, intimités dévoilées, de Cléo de Mérode à... », « *hommage aux donateurs* », selon Pamela Golbin, conservateur du département XX<sup>e</sup> siècle du musée, et commissaire de l'exposition, divisée en deux parties: au rez-de-chaussée, « Les Règles du jeu », et au premier étage, « Galeries de portraits ».

Où l'on retrouve, à travers environ cinq cents pièces, l'histoire de la mode mise en scène à travers des codes de bienséance, et trente-neuf personnalités au goût plus ou moins conventionnel ou excentrique, de la duchesse de Windsor à la pianiste Nadia Boulanger - qui n'aimait que les tenues ébène et ivoire, assorties au clavier de son instrument favori -, en passant par Jacqueline Delubac, Denise René,

Sylvie Grumbach, et son vestiaire très « Palace » des années 80. La fantaisie est encore là, avec Mme Lopez Willshaw, éprise de volumes et de broderies griffés Schiaparelli et Dior. On est attiré par la collection de souliers taille 33 de Madame Georgette, directrice de la boutique Perugia, ou encore par l'ouverture d'esprit d'une mystérieuse M<sup>me</sup> Ambre, passée du tweed d'ambassadrice Chanel aux plissés Issey Miyake.

« *Leurs vêtements retiennent des chagrins et des joies* », explique Pamela Golbin, à propos des donateurs: « *Quand ils s'en débarrassent, c'est à nous de les accompagner dans ce voyage. Car ces vêtements sont la trace d'un monde enfui, et les jeter reviendrait à jeter une partie de soi-même...* »

Certains caractères arrivent à émerger de ces « *biographies visuelles* ». Des voiles jaunes ont sagement été placés devant les vitrines par les scénographes Radi Designers, invitant le visiteur-voyeur à les relever, pour découvrir les « *intimités* » vestimentaires: mais, malgré la richesse de l'exposition (des réticules aux turbans, des déshabillés Paquin aux robes Mugler) et l'audace de certains

face-à-face (Hélène Lazareff qui ose Cardin, quand Madame Kaindl s'en tient à Dior), on reste toujours un peu à l'extérieur, éloigné par une lecture difficile des cartels collectifs. Il manque paradoxalement une distance avec le sujet. Le goût « *cliente* » ne fait nulle part l'objet d'un regard ethnologique, et surtout fige un peu la création, passée ici au second rang, dans une

confusion possible entre couturiers et couturières. Contrairement à l'exposition « *Maroc, l'objet désorienté* », organisée sous le même toit, au Musée des arts décoratifs, et dont le mérite est de bousculer certains *a priori*, l'accumulation, certes soignée, isole un art de vivre de la vie.

Une vie que l'argent rachète aujourd'hui à coups d'événements, au nom d'une stratégie « *image* », à travers des relais que sont les mai-



V. BELIN

sons de vente aux enchères anglo-saxonnes: à New York le 4 mai, Ferragamo a ainsi fêté le 70<sup>e</sup> anniversaire de la naissance d'Audrey Hepburn lors d'une soirée de gala, avec adjudication de dix copies de la forme en bois originale du pied de l'actrice, décorées par des artistes comme Louise Bourgeois, Cristo, Andres Serrano, Kenny Scharf, dont la pièce a été adjugée par Sotheby's 5 000 dollars (30 800 F, 4 700 €).

A Florence, le Musée Ferragamo, situé dans un palais médiéval appartenant à la famille, organise encore une rétrospective consacrée à l'héroïne de *Vacances romaines* et de *Breakfast at Tiffany's* (Diamants sur canapé): photos, vêtements et accessoires prêtés par ses enfants, les studios américains et le couturier Hubert de Givenchy, président du conseil de surveillance de Christie's depuis novembre 1998.

Laurence Benaïm

## Les hommes de nouveau tentés par les bijoux

Anneaux, bagues et bracelets fleurissent, sobres et profilés

**DE LA BOUCLE** d'oreille des rois Valois à l'épingle à cravate des années 30, la cassette à bijoux de l'homme occidental n'a cessé de fondre, pour se réduire désormais à quelques pièces: une alliance, une montre, tout au plus une chevalière. Alors qu'en Orient les pierres facetées n'ont jamais cessé d'orner les doigts les plus virils, l'Européen préfère parer sa conjointe des symboles de sa propre réussite.

En cette fin de siècle où les femmes, travaillant, n'ont plus besoin d'aide pour pousser la porte des bijouteries, l'homme, dont l'habillement s'enrichit d'organza et de crêpe de lin, semble à nouveau tenté par des bijoux à son image. Sobres et profilés, des anneaux, bagues et bracelets ont spontanément fleuri, cette année, la jeune garde des publicitaires, artistes ou gens d'image. Tous ont en commun d'être en argent, matériau « *pauvre* », froid (une valeur en hausse dans la mode) et malpratique (comme les chaussures, il requiert un entretien), dont l'avantage tient justement au mépris que lui vouent les grands joailliers. Le nouveau bijou pour homme est davantage une parure. Et plus encore un signe...

Quand bien même la mode en

serait éphémère, la Place Vendôme s'est efforcée - non sans timidité, pour l'instant - de lui donner satisfaction. C'est ainsi que Van Cleef & Arpels propose une bague Babylone en nacre sur or blanc à 13 000 francs, 1 982 euros, dont les nouveaux dandies sont de plus en plus nombreux à orner leur auriculaire.

### LE SUCCÈS DE LA TANK MAX

De son côté, Cartier a lancé en novembre 1998 une version masculine - c'est-à-dire aussi massive qu'une chevalière - de sa bague Tank, simple rectangle d'onxy monté sur or gris. Imputé au retour en grâce du chic hippie, le succès de la Tank Max est tel auprès des jeunes que le digne joaillier envisage d'élargir sa gamme de bijoux pour hommes à d'autres bagues et à des bracelets.

Ce pas, Hedi Slimane l'a franchi au début de l'année. Pour appuyer la présentation de sa collection masculine automne-hiver 1999-2000, le jeune styliste en charge de la collection Yves Saint Laurent Rive gauche a créé dix-huit bijoux en argent, d'une sobriété qui confine au minimalisme. Collier d'esclave pour moitié émaillé - et donc rigide -, pour moitié composé d'une chaîne en argent. Chaîne-lacet longue de

plus de trois mètres, à porter en écharpe à travers les âges s'exposent au Musée de la chemiserie et de l'élégance masculine d'Argenton-sur-Creuse. *Bijoux d'hommes, signes et insignes* présente anneaux d'oreilles de l'Antienne Egypte, bague de la Révolution ou collier saint-simonien. Du 12 juin au 31 octobre, rue Charles-Brillaud, 36200 Argenton-sur-Creuse; tél.: 02-54-24-34-69. Fermé le lundi matin.

Jacques Brunel

■ **Exposition.** Les parures masculines à travers les âges s'exposent au Musée de la chemiserie et de l'élégance masculine d'Argenton-sur-Creuse. *Bijoux d'hommes, signes et insignes* présente anneaux d'oreilles de l'Antienne Egypte, bague de la Révolution ou collier saint-simonien. Du 12 juin au 31 octobre, rue Charles-Brillaud, 36200 Argenton-sur-Creuse; tél.: 02-54-24-34-69. Fermé le lundi matin.



V. BELIN

Ci-dessus: signée Edith Head, robe d'Elizabeth Taylor portée lors des Oscars de 1969, adjugée 167 000 dollars (153 000 €) à New York (Christie's), le 18 mars. Et sandale, vers 1938, garde-robe de madame Ortiz-Linares, UCAD, Musée de la mode, Paris.

Laurence Benaïm

## Les hommes de nouveau tentés par les bijoux

Anneaux, bagues et bracelets fleurissent, sobres et profilés

serait éphémère, la Place Vendôme s'est efforcée - non sans timidité, pour l'instant - de lui donner satisfaction. C'est ainsi que Van Cleef & Arpels propose une bague Babylone en nacre sur or blanc à 13 000 francs, 1 982 euros, dont les nouveaux dandies sont de plus en plus nombreux à orner leur auriculaire.

### LE SUCCÈS DE LA TANK MAX

De son côté, Cartier a lancé en novembre 1998 une version masculine - c'est-à-dire aussi massive qu'une chevalière - de sa bague Tank, simple rectangle d'onxy monté sur or gris. Imputé au retour en grâce du chic hippie, le succès de la Tank Max est tel auprès des jeunes que le digne joaillier envisage d'élargir sa gamme de bijoux pour hommes à d'autres bagues et à des bracelets.

Ce pas, Hedi Slimane l'a franchi au début de l'année. Pour appuyer la présentation de sa collection masculine automne-hiver 1999-2000, le jeune styliste en charge de la collection Yves Saint Laurent Rive gauche a créé dix-huit bijoux en argent, d'une sobriété qui confine au minimalisme. Collier d'esclave pour moitié émaillé - et donc rigide -, pour moitié composé d'une chaîne en argent. Chaîne-lacet longue de

plus de trois mètres, à porter en écharpe à travers les âges s'exposent au Musée de la chemiserie et de l'élégance masculine d'Argenton-sur-Creuse. *Bijoux d'hommes, signes et insignes* présente anneaux d'oreilles de l'Antienne Egypte, bague de la Révolution ou collier saint-simonien. Du 12 juin au 31 octobre, rue Charles-Brillaud, 36200 Argenton-sur-Creuse; tél.: 02-54-24-34-69. Fermé le lundi matin.

Jacques Brunel

■ **Exposition.** Les parures masculines à travers les âges s'exposent au Musée de la chemiserie et de l'élégance masculine d'Argenton-sur-Creuse. *Bijoux d'hommes, signes et insignes* présente anneaux d'oreilles de l'Antienne Egypte, bague de la Révolution ou collier saint-simonien. Du 12 juin au 31 octobre, rue Charles-Brillaud, 36200 Argenton-sur-Creuse; tél.: 02-54-24-34-69. Fermé le lundi matin.



DR

Ci-dessus: Audrey Hepburn dans « *Breakfast at Tiffany's* », de Blake Edwards, 1961. Musée Ferragamo, Florence. A gauche: robe du soir Callot Soeurs, été 1922, garde-robe de madame Granet, UFAC, Musée de la mode, Paris.

Ci-dessous: ensemble du jour Emmanuel Ungaro, 1965, garde-robe de la baronne Van Zuylen, UCAD, Musée de la mode, Paris.



DR

Ci-dessous: signée Edith Head, robe d'Elizabeth Taylor portée lors des Oscars de 1969, adjugée 167 000 dollars (153 000 €) à New York (Christie's), le 18 mars. Et sandale, vers 1938, garde-robe de madame Ortiz-Linares, UCAD, Musée de la mode, Paris.



V. BELIN

### Guide

- « *Garde-robes, intimités dévoilées de Cléo de Mérode à...* », Musée de la mode et du textile, palais du Louvre, 107, rue de Rivoli, 75 001, Paris. Tél.: 01-44-55-57-50. Du mardi au samedi de 11 heures à 18 heures (à partir de 10 heures le samedi et dimanche). Le mercredi, nocturne jusqu'à 21 heures. Entrée 35 F (5,3 €). Catalogue édité par l'Union centrale des arts décoratifs, 248 p, 235 F. (36 €).
- **Audrey Hepburn**, « *Una donna, lo stile* » (« Une dame, le style »). Musée Salvatore Ferragamo, Palazzo Spini Feroni, Piazza Santa Trinita 5 r, Florence, Italie. De 10 heures à 18 heures du lundi au dimanche. Entrée: 12 000 lire (40 F, 6,25 €). Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1999. Catalogue Musée Ferragamo, éd. Leonardo Arte, 230 pages, 90 000 lire (300 F environ, 46,5 €).
- **La rétrospective consacrée à la costumière de théâtre**, « Geneviève Sevin Doering, le vêtement autre ». Musée de la Mode de Marseille, 11, la Canebière, 13 211 Marseille Cedex 1. Tél.: 04-91-14-92-00. Tous les jours sauf le lundi de 12 heures à 19 heures. Entrée: 15 F (2,3 €). Jusqu'au 13 juin. Revue *Lifting*, N° 1, 50 F (7,6 €).

vous en saurez plus  
à 18h

www.18h.com

L'Expansion lance le premier quotidien économique sur le web. Une synthèse complète et gratuite de l'actualité du jour sans avoir à attendre votre journal du lendemain.

L'Expansion

**CALVITIE**

Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

**CLINIQUE MATIGNON**  
3, AVENUE MATIGNON 75008 PARIS  
RENSEIGNEMENT ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE  
TÉL: 01 53 83 79 79 - 3615 INFO CHAUVÉ  
www.clinique-matignon.com



# Perturbation peu active

**SAMEDI**, une dépression est centrée au sud de l'Islande. La perturbation associée circule dans un flux d'ouest nord-ouest et concernera une grande partie du pays. Elle est peu active et donnera le matin de faibles pluies qui cesseront l'après-midi. Les régions du pourtour méditerranéen resteront sous le soleil mais le vent soufflera fort.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** - Sur Bretagne et Basse-Normandie nuages et éclaircies se partageront le ciel. Sur les pays de Loire quelques gouttes tomberont le matin. Il fera de 16 à 18 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Sur Nord-Picardie, Haute-Normandie et Ardennes la journée sera ensoleillée. Sur Ile-de-France et Centre après les bruines du matin de belles éclaircies se développeront l'après-midi. Il fera de 16 à 18 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - Le

matin il pleuvra faiblement. L'après-midi quelques éclaircies se développeront sur Champagne, Lorraine et Alsace. Il fera de 17 à 18 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Sur ces régions les nuages seront présents toute la journée. Le matin de faibles pluies tomberont par endroits. Il fera de 18 à 20 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Au lever du jour le ciel sera faiblement pluvieux. Les pluies cesseront l'après-midi et le soleil fera de belles apparitions sur la région Rhône-Alpes. Il fera 18 degrés au maximum.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Malgré quelques passages nuageux en Corse, la journée sera ensoleillée sur l'ensemble des régions. Le vent de nord-ouest sur les côtes méditerranéennes soufflera jusqu'à 100 km/h en rafales le matin. Il faiblira un peu en cours d'après-midi. Il fera de 22 à 26 degrés.



# LE CARNET DU VOYAGEUR

**TOURISME.** Selon les statistiques publiées par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le tourisme international (625 millions de personnes se sont rendues à l'étranger en 1998) a progressé globalement de 2,4%. L'Afrique a enregistré la plus forte hausse en nombre d'entrées de touristes : plus 7,5% par rapport à 1997. La France demeure en tête des destinations, totalisant pour l'année 70 millions de visiteurs (en progression de 4,7%), suivie de l'Espagne (47,7 millions : +10%), devançant de justesse les Etats-Unis (47,1 millions), lesquels accusent une baisse de fréquentation d'1,3%. L'OMT constate une tendance plus marquée aux réservations tardives.

**AÉRIEN.** Dragonair, la compagnie aérienne partenaire de Cathay Pacific, rejoindra, au mois de septembre, le nouveau programme de fidélisation « Asia Miles » inauguré en février.

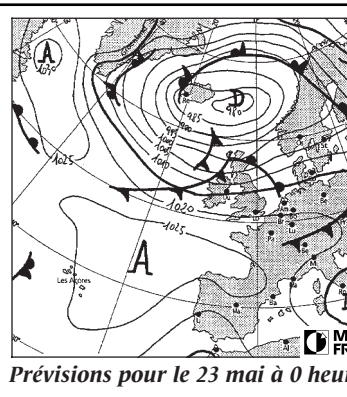
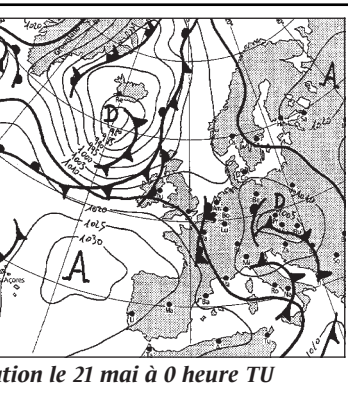
## PRÉVISIONS POUR LE 22 MAI 1999

Table with columns for city, temperature, and weather conditions. Includes cities like Nancy, Ajaccio, Biarritz, Bordeaux, Bourges, Brest, Caen, Cherbourg, Clermont-F., Dijon, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Marseille.

Table with columns for city, temperature, and weather conditions. Includes cities like Papeete, Pointe-A-Pit, St-Denis-Ré., Amsterdam, Athènes, Barcelone, Belfast, Berne, Bucarest, Budapest, Copenhague, Dublin, Francfort, Genève, Istanbul, Kiev, Lisbonne, Liverpool, Londres, Luxembourg, Madrid, Milan, Moscou, Munich, Naples, Oslo, Palma de M., Prague, Rome, Séville, Sofia, St-Petersb., Stockholm, Ténérife, Varsovie.

Table with columns for city, temperature, and weather conditions. Includes cities like Venise, Vienne, Caracas, Lima, Los Angeles, Mexico, Montreal, New York, San Francisco, Santiago/Chi., Toronto, Washington, Alger, Dakar, Kinshasa.

Table with columns for city, temperature, and weather conditions. Includes cities like Le Caire, Marrakech, Nairobi, Pretoria, Rabat, Tunis, Bangkok, Bombay, Djakarta, Dubaï, Hanoï, Hongkong, Jérusalem, New Dehli, Pékin, Séoul, Singapour, Sydney, Tokyo.



# Le séneçon du Cap supporte mal les hautes altitudes

EN CETTE ÉPOQUE de l'année, elle commence tout juste à fleurir. Sur ses tiges ramifiées, enserrées à leur base de longues feuilles linéaires, vont se déployer les capitules : 80 à 100 fleurs minuscules groupées en un disque de 2 centimètres de diamètre, autour desquelles se répartiront 12 à 14 pétales, étalés ou réfléchis selon le moment. Le tout du plus beau jaune vif. On pense au pissenlit ou à la marguerite, en plus petit. Et l'on se dit que l'espèce, charmante et discrète, ne peut qu'être inoffensive. Erreur ! Considéré avec indulgence pendant plus d'un demi-siècle, le séneçon du Cap (*Senecio inaequidens*) commence à susciter l'inquiétude dans le sud du pays. Trop vivace, trop prolifique. En un mot : trop envahissant.

Longtemps, pourtant, la petite dicotylédone aux tiges élançées sur garder sa juste place. Originnaire d'Afrique du Sud, elle disperse ses graines aux quatre vents de France depuis les années 30. Quand arriva-t-elle précisément ? Il faut, ici, se contenter de suppo-

sitions. Signalée en 1936 au voisinage des usines textiles de Mazamet (Tarn), elle nous serait parvenue à l'état de graines, emmêlées dans des toisons lainières importées de son pays natal. En 1945, on la remarque sur les bords du Tarn, près de Montauban.

En 1954, elle passe le col des Martyrs (780 mètres d'altitude), à 15 kilomètres de Mazamet. « Cette plante se répand avec un dynamisme extraordinaire », note dix ans plus tard un botaniste. C'est que le séneçon du Cap, dont la taille s'est entre-temps légèrement élevée, s'attaque désormais à la montagne Noire, en franchit le versant sud et pique vers le nord de l'Aude. Direction : le vignoble minervois.

Voici donc la fleur jaune dans les vignes languedociennes, où les changements de technique culturale (le labour traditionnel est remplacé par des herbicides, plutôt inefficaces contre l'espèce) lui offrent un terrain de prédilection. A partir de 1980, elle colonise franchement le Minervois, le nord des Corbières, la plaine de Narbonne et de Béziers. Sortant des vallées où elle s'était initialement installée, elle continue de progresser jusqu'en basse Ariège,

puis vers la Provence et la Côte d'Azur. Disséminée, tantôt par voie d'air, tantôt par voie d'eau, elle affectionne particulièrement les bordures d'autoroute, de voies ferrées et de rivières. Elle supporte le chaud, le froid (elle a survécu à l'hiver rigoureux 1962-1963 dans la région de Calais, où elle fleurit sporadiquement), accepte les milieux secs ou humides, s'acclimata aux sols graveleux comme aux schistes et aux murailles calcaires, à la petite montagne comme à la plaine. Seule

entorse apparente à cette fabuleuse souplesse d'adaptation : le séneçon du Cap ne pousse pas en haute altitude. Du moins pas encore.

Ce florilège de ses lieux d'élection pourrait se résumer aux conquêtes d'une plante vivace, sans autres conséquences. Grâce à l'emploi de nouveaux herbicides, son attrance pour les vignobles ne pose plus guère problème. Mais il en va autrement dans les zones de pâturage, où l'espèce s'est installée depuis quelques années. Au grand dam

des éleveurs, et de leur bétail, qui la boude avec obstination. Car la belle étrangère, comme la plupart des représentants du genre *Senecio* (le nom vient du latin *senex*, « vieillard », par allusion aux aigrettes blanches et duveteuses qui forment leurs graines), contient un alcaloïde toxique qui la rend imangeable...

**UNE SOLIDE FERTILITÉ**  
Impropre à la consommation, mais pas à la reproduction ! Déjà favorisée par une solide fertilité naturelle - un même pied reflurira plusieurs années de suite, et donne chaque année, selon son âge, entre 10 000 et 50 000 graines -, la plante trouve en zone de pâturage les conditions idéales à son développement. « C'est un cercle vicieux. Lorsque l'espèce est présente, les animaux consomment exclusivement les plantes qui l'entourent, et libèrent ainsi l'espace nécessaire à sa colonisation. Au bout d'un certain temps, des terrains peuvent ainsi se retrouver sous la domination quasi exclusive du séneçon. C'est la situation que l'on trouve aujourd'hui autour de la réserve de Nohèdes, dans les Pyrénées », précise Jacques Maillat, chercheur à

l'Ecole nationale supérieure d'agronomie de Montpellier.

Comment freiner cet appétit d'expansion ? En modifiant temporairement la gestion des pâturages, afin de permettre aux autres espèces naturelles de se régénérer. Et peut-être, à plus long terme, par des moyens de lutte biologique. Mais, là encore, le séneçon du Cap a de la défense. Lui qui vient de si loin se révèle ici, contrairement à la trentaine d'espèces indigènes réparties sur le territoire européen, à l'abri des prédateurs et des agents pathogènes qui lui sont néfastes sur sa terre d'origine.

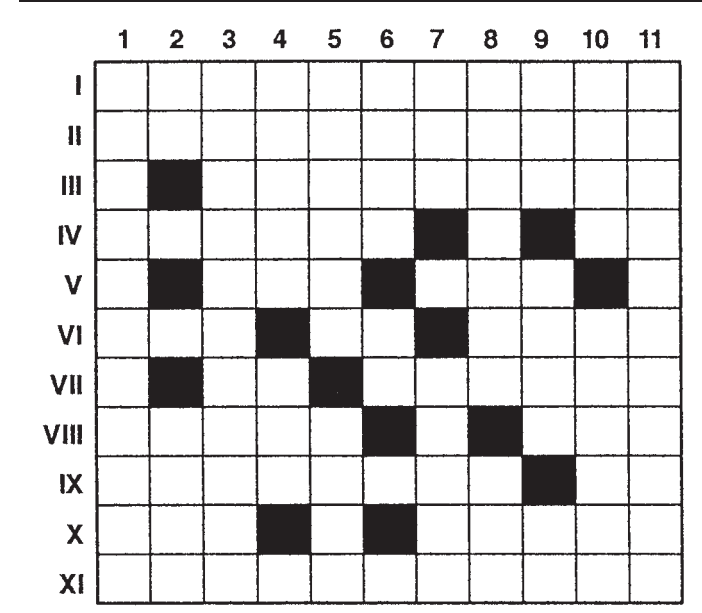
Les chercheurs, certes, ont récemment déniché sur son appareil foliaire une « rouille », provenant d'Australie, et qui semble lui être spécifique. Mais ce champignon, qui provoque d'ordinaire l'assèchement progressif de la plante qu'il parasite, ne paraît pas exercer un effet considérable sur son hôte. Pour enrayer l'irrésistible progression du séneçon africain, il faudra trouver plus coriace. Ou s'habituer à voir virer au jaune, sept mois sur douze, les plaines du Midi.

Catherine Vincent

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99120

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



**HORIZONTELEMENT**  
I. Une fois soulevée, elle ouvre la discussion. - II. Ont tendance à ne pas se mettre à table. - III. Comme des jeux préparés pour gagner. - IV. Mettre à l'épreuve. Points. - V. Epouse de Jacob. Beau parler. - VI. Passage lumineux. Rayons dangereux. On le retrouve plusieurs fois dans le morceau. - VII. Article retourné. Fait la loi chez l'oncle Sam. - VIII. Sont au courant de bien des confidences. Sa place est sur

toutes les tables. - IX. Laisse des traces. Négation. - X. Grosse bête disparue. Baudroie dans l'eau salée. - XI. Que l'on retrouvera à l'air libre.

**VERTICALEMENT**  
1. Assure le mélange avant l'explosion. - 2. Pour rester anonyme. Difficile à avaler. - 3. Font le compte des particules. - 4. Travail dur. Circulent en Roumanie. - 5. Assure les liaisons. Tient le haut de l'affiche. - 6. Obstacle sur le par-

cours. Marque l'opposition. - 7. Préposition. Crie avec les loups. - 8. Renforce le montage. Envoyé très spécial. - 9. Période des amours. Grands pour prendre de haut. En tête. - 10. Dans l'Orne. Oubli de ramier. - 11. Qui aurait du mal à suivre.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99119

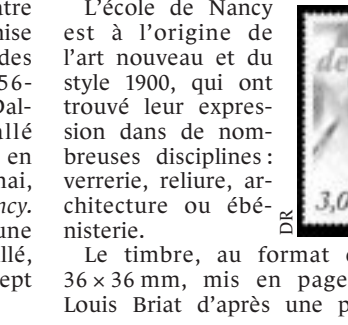
**HORIZONTELEMENT**  
I. Numérologue. - II. Es. Lai. Buis. - III. Curatelle. - IV. Reine. Cirai. - V. Olé. Large. - VI. Sven. Enege (gène). - VII. Håler. Lad. - VIII. Iris. Pinède. - IX. Lens. Est. Or. - X. Engins. Etui. - XI. Se. Emoussée.

**VERTICALEMENT**  
1. Nécrophiles. - 2. Usuel. Arène. - 3. Riesling. - 4. Elan. Vessie. - 5. Räteler. Nm. - 6. Oie. An. Peso. - 7. LCR. Lis. - 8. Obligeantes. - 9. Guérande. Ts. - 10. Ui. Age. Doué. - 11. Espièglerie.

## PHILATÉLIE

### Émile Gallé et l'école de Nancy

APRÈS UNE SÉRIE de quatre timbres sur l'Art nouveau émise en 1994, qui reproduisait des œuvres de Majorelle (1856-1926), Guimard (1867-1942), Dalpayrat (1844-1910) et Gallé (1846-1904), La Poste mettra en vente générale, mardi 25 mai, un timbre à 3 F *Ecole de Nancy*. Il représente un détail d'une coupe créée par Émile Gallé, *Noctuelles*, décorée de vingt-sept papillons.



Le timbre, au format carré 36 x 36 mm, mis en page par Louis Briat d'après une photo

de Vincent Gauvreau, est imprimé en offset en feuilles de trente. Sa vente anticipée aura lieu au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert les 22 et 23 mai dans les salons de l'hôtel de ville de Nancy, place Stanislas.

P. J.

### EN FILIGRANE

**Raymond Moretti.** A deux pas du marché aux timbres, l'Espace Pierre-Cardin accueille jusqu'au 26 juin les quatre-vingt-neuf gouaches originales réalisées pour la ville de Toulouse, parmi lesquelles vingt-neuf ont été retenues pour décorer les arcades de la place du Capitole (du mardi au dimanche, de 11 à

19 heures, 3, avenue Gabriel, 75008 Paris).

**Roland-Garros.** La Poste a lancé une série limitée de prêt-à-poster Roland-Garros à validité permanente pour le monde entier. L'enveloppe est préaffranchie avec le timbre *Cinquanteaire du stade de Roland-Garros* émis en 1978 (prix de vente 10 F).

**Ventes.** La vente à prix nets de Pierre Drijard (Paris, tél. : 01-48-01-04-12) propose notamment le timbre dessiné par Peynet en 1985, imprimé sans sa valeur faciale, à 79 000 F : le non-émis à l'effigie de Baudot (erreur de date de naissance), sur lettre recommandée, à 13 500 F.

G. Renon (Paris, tél. : 01-42-25-58-20) clôture sa vente sur offres le 3 juin. Parmi les plus de 5 000 lots du catalogue, on retiendra un 1 F ver-

millon sur lettre de Saint-Quentin du 8 mars 1849 (prix de départ 52 000 F).

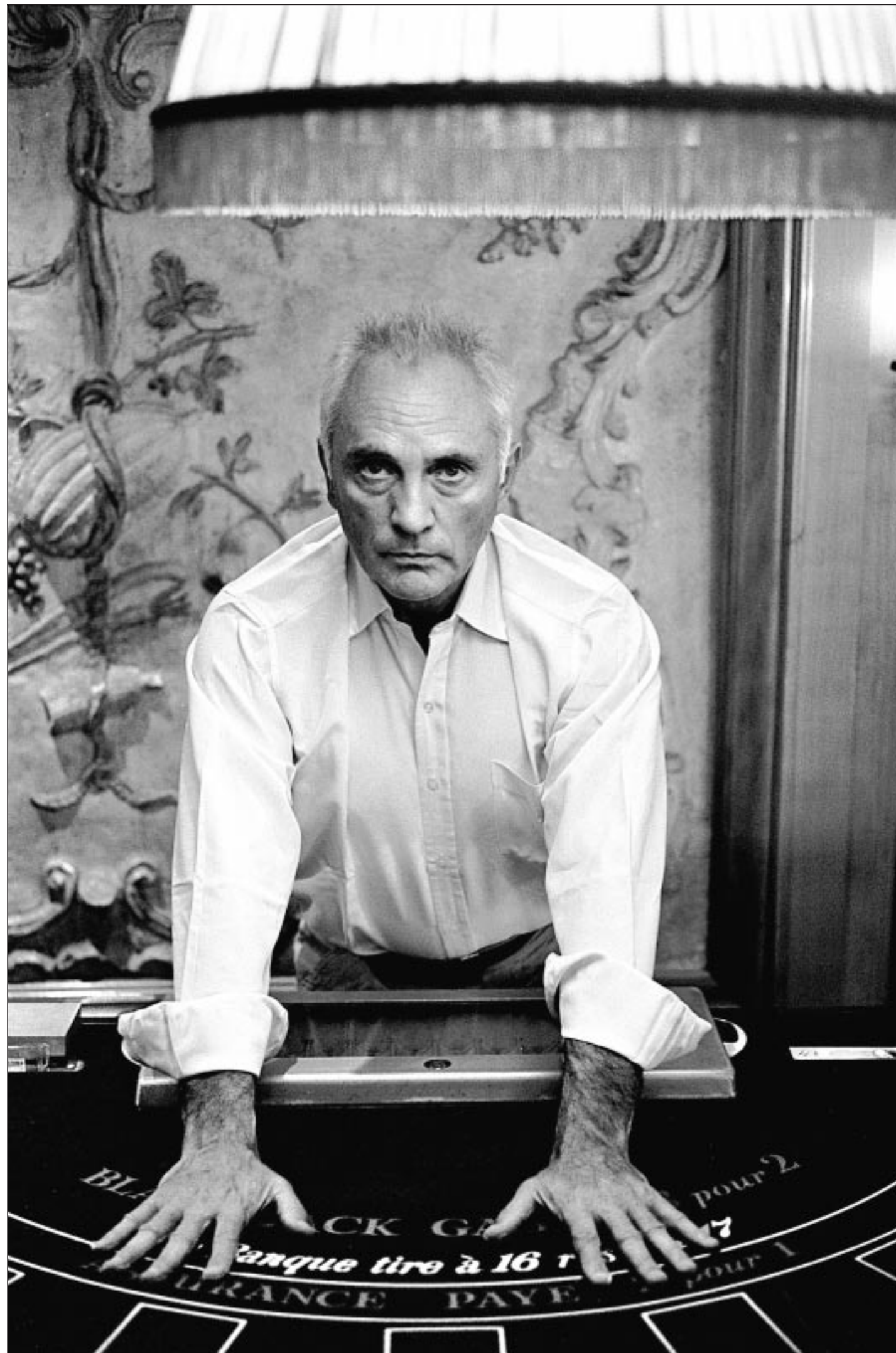
La vente à prix nets de mai de La Poste aux lettres (Paris, tél. : 01-47-70-74-57) disperse des marques et oblitérations de Charente, des lettres du XVII<sup>e</sup> siècle, un « déboursé » de juin 1831 « DEB. 66/BEF-FORT », rouge, non signalé dans cette couleur par les catalogues (5 200 F).

La vente sur offres Roumet (Paris, tél. : 01-47-70-00-56) clôturée le 1<sup>er</sup> juin compte 3 000 lots. On notera un lot de deux cent quarante blocs *Philatéc* (cote 276 000 F, prix de départ 35 000 F), deux feuilles des n° 97 et 98 avec double surcharge « 1911 » et surcharge « 1911 » renversée (100 000 F et 90 000 F).









## Les derniers jours du disco

Summer of Sam. Terreur chez les Blancs à New York lors d'un été torride : le film le plus abouti de Spike Lee

**QUINZAINE DES RÉALISATEURS. Film américain de Spike Lee. Avec John Leguizamo, Mira Sorvino, Adrien Brody, Jennifer Esposito. (2 h 22.)**

Comme tous les films de Spike Lee, *Summer of Sam* s'adresse autant aux yeux qu'aux oreilles. *Crooklyn* était associé au label de musique soul Tamlam Motown, *Do the right thing* fut le premier manifeste cinématographique en phase avec les revendications politiques de Public Enemy, le groupe dominant le rap au début des années 90. *Summer of Sam* n'aurait pas la même dimension sans la musique disco que Lee utilise avec une intelligence rare, la transformant en oraison funèbre, dans l'un des films les plus aboutis de ce festival.

*Do the right thing* se déroulait sur une journée dans un quartier noir de Brooklyn. Il fait presque toujours nuit dans *Summer of Sam*. Cette année-là, en 1977, New York traverse un été des plus torrides. Un *serial killer* connu sous le nom de « fils de Sam », identifié plus tard comme David Berkowitz, tue, de nuit, des jeunes couples qu'il surprend dans leur voiture. Plusieurs dizaines de personnages peuplent la mosaïque de *Summer of Sam*, que Spike Lee conduit avec une maîtrise étourdissante.

Dionna et Vinze, un jeune couple italo-américain - qui traîne son mal de vivre - incarné par John Leguizamo et Mira Sorvino, parfaits. Un parrain italien (Ben Gazzara) qui se décide à lancer ses membres à la recherche du fameux Sam. Une bande de paumés italo-américains qui se contente de regarder le temps passer et se persuade que le fameux « fils de Sam » doit être quelqu'un de son voisinage.

Adrien Brody, qui avait un petit rôle dans *La ligne rouge* de Terrence Malick, et se pose comme la grande révélation de ce film, joue Ritchie, un jeune musicien punk, « gogo boy » la nuit dans une boîte gay, que ses coiffures excentriques et son collier de chien autour du cou ont transformé en marginal dans son quartier. Ritchie tient dans *Summer of Sam* la place d'un Noir dans un roman sudiste. Sa différence le désigne comme l'incarnation fantasmagorique de Sam et le condamne au lynchage programmé par ses camarades de quartier.

Dans la réalité du fait divers, son allure de vieux garçon complexé faisait de David Berkowitz un animateur idéal pour des galas de bienfaisance, mais certainement

pas l'incarnation du maniaque sexuel type. Ses crimes frappèrent d'autant plus les esprits que le phénomène du tueur en série restait encore inconnu à l'époque, loin de la frénésie médiatique que Spike Lee restitue parfaitement dans ce film.

« Son of Sam » fut l'homme qui apprit au New-Yorkais à se méfier de son voisin, à regarder son ami comme un criminel en puissance. Les climats de guerre civile ont toujours attiré Spike Lee, mais le conflit qu'il décrit n'opposa que des Blancs. David Berkowitz ne s'attaquait jamais aux Noirs, qui restèrent à l'écart de ses crimes. *Summer of Sam* est le premier film de Spike Lee où aucun Noir ne tient de rôle, si ce n'est celui d'un reporter, interprété par le réalisateur en personne, qui intervient de temps en temps sur un écran de télévision, pour montrer, par l'absurde, qu'à cet instant précis, à cause de la paranoïa ambiante, New York était devenue la seule ville où les Noirs pouvaient marcher en toute sécurité.

### NAUFRAGE COLLECTIF

*Summer of Sam* ne ressemble pas à l'un de ces films sur les tueurs en série dont Hollywood ne semble toujours pas avoir épuisé la formule. Son véritable sujet est les années disco, et la révision de cette période toujours considérée comme un moment intense de fête, de joie et d'innocence. Spike Lee n'y voit qu'un long spleen, et un prélude à la mort.

Comme la musique soul, le disco offrait, à son niveau, une vision du monde très cohérente. Mais elle reposait sur le vide et un hédonisme de façade. La fin du film est à cet égard exemplaire. John Leguizamo et Mira Sorvino tentent de rentrer au fameux Studio 54, le temple du disco à l'époque à New York. Leguizamo porte presque le même costume que John Travolta dans *La Fièvre du samedi soir*. Juste avant d'entrer dans la boîte, le couple se voit proposer par un noceur de se joindre à une de ces orgies à laquelle Dionna et Vinze participent d'abord de bon cœur, puis avec un profond malaise.

« *Everybody dances* » - tout le monde danse -, martèle un des tubes disco du moment, mais ce « tout le monde » désigne un naufrage collectif, où l'apogée du disco et l'arrivée du tueur en série se raient intimement liés, lors d'un été de canicule et de folie.

Samuel Blumenfeld

## Amendes, gloire et beauté

Le Bleu des villes. L'étrange histoire d'une pervenche qui voulait chanter

**QUINZAINE DES RÉALISATEURS. Film français de Stéphane Brizé. Avec Florence Vignon, Mathilde Seigner, Antoine Chappey. (1 h 45.)**

Quelque part en province. Sous la pluie battante, une femme en uniforme aligne les pare-brise. Entre deux injures, la journée finie, elle retourne au vestiaire, avant de regagner la grisaille du domicile conjugal. Parallèlement, dans la morgue d'un hôpital, un employé demande à son collègue ce qu'il pourrait offrir comme cadeau à sa femme.

Retour sur elle, seule dans l'appartement, qui double un vieux succès - *Mammy Blue* - sur un karaoké personnel. L'homme la rejoint, avec une cafetière en guise de cadeau. Tout cela est vu de très haut, et sainte la plus stricte médiocrité, sans l'ombre d'une sympathie pour les personnages. Arrivé à ce moment de la projection, on se dit que ces deux-là sont faits pour se rencontrer, tout en se demandant pourquoi le cinéaste a pris la peine de leur consacrer son temps.

Avec un peu de patience, on va finir par comprendre que cette question est précisément la préoccupation essentielle du film. So-

lange, femme anodine exerçant un métier rébarbatif, et son mari, banal employé de morgue, ont-ils le droit à l'image, au rêve, à la fiction ? Le problème se cristallise lors de la venue en ville de Mylène, une amie d'école de Solange, devenue entre-temps présentatrice météo à la télévision. Une séance de signature de sa « biographie » la ramène dans sa ville natale.

Les deux femmes se rencontrent, le temps d'une soirée. Mylène la cigale fascine Solange la fourmi. Elle incarne tout ce qui lui manque dans son quotidien, au point qu'elle décide, un beau matin, de tout plaquer pour la rejoindre à Paris, avec l'espoir de faire carrière dans la chanson. Il y aura donc eu un moment dans ce film où l'on a pu croire qu'il se détacherait du naturalisme pour aborder de façon inspirée la question, artistique et politique, de savoir si une contractuelle a droit à une fiction qui ne s'appellerait pas *Marie Pervenche*. Hélas, cet espoir retombe assez vite dans la demi-mesure du réalisme psychologique, le refus du cinéaste à prendre réellement parti donnant le sentiment qu'il est passé, d'assez peu, à côté d'une vraie réussite.

J. M.

### LA PHOTOGRAPHIE DE DEREK HUDSON

#### Un Anglais à Cannes

Le regard d'acier trempé du « Limey » Terence Stamp n'incite pas à tricher autour de la table de blackjack au casino du Carlton. L'acteur anglais, venu au Festival pour promouvoir le film de Steven Soderbergh, a eu des problèmes de sommeil pendant son séjour à l'hôtel Martinez. Un soir, le bruit d'enfer causé par une boîte de nuit de la Croisette l'a obligé à quitter le lit de sa suite pour aller dormir dans la salle de bains.

## Jacques Maillot, sociologue jivaro

Nos vies heureuses. Les trentenaires d'aujourd'hui passent à l'âge adulte

**SÉLECTION OFFICIELLE. EN COMPÉTITION. Film français de Jacques Maillot. Avec Marie Payen, Cécile Richard, Camille Japy, Sami Bouajila, Eric Bonicatto, Jean-Michel Portal, Fanny Cottençon. (2 h 25.)**

Julie était trop malheureuse d'avoir été plaquée quand, sortant de l'hôpital après une tentative de suicide, elle a croisé Ali, qui fait la pluche et la plonge dans le restaurant dont s'occupe Lucas. Ali a des problèmes de papiers et de fierté, Lucas a des problèmes de femme, dont il ne sait pas encore que ce sont des problèmes d'hommes. Julie s'installe dans un grand appartement parisien avec ses copines Cécile et Emilie. Cécile tire le portrait des gens malgré eux, tire sur des joints sempiternels, tire sur la corde de jours trop seuls en prenant des risques qui lui éclatent au nez. Elle ne sait pas qu'elle est une enfant non voulue par sa mère aussi irresponsable qu'elle, elle ne sait pas qu'elle est une photographe de talent. Emilie est séparée d'Antoine, le toubib maladroit en amour, elle attire Jean-Paul, le gentil militant de l'action catholique...

Premier long métrage de Jacques Maillot (découvert grâce aux quarante minutes de *Corps inflammables* en 1994), *Nos vies heureuses*

est donc un portrait de groupe, plutôt une série de portraits de gens dont les itinéraires se croisent en tous sens. Pour mener à bien ce projet ambitieux, le réalisateur dispose de deux atouts maîtres. D'abord une évidente qualité d'écriture : le scénario (cosigné avec Eric Vénier) réussit à combiner adroitement ces nombreuses lignes narratives, dessiner des personnalités toutes attachantes, toutes bien reconnaissables sans qu'aucune ne soit caricaturale. Ensuite, et c'est considérable, le cinéaste a réuni autour de lui une belle équipe de jeunes comédiens peu connus au cinéma, tous remarquables. La justesse d'ensemble de la réalisation sait se mettre au diapason du talent singulier de chaque interprète, pour permettre l'harmonie de ce film choral où tous les personnages sont traités à égalité.

Mais l'excellence même de la composition narrative circonscrit le film, et lui impose ses limites, empêchant tout dérapage aussi bien que tout élan. Comme s'il fallait qu'une scène gaie équilibre une scène triste, qu'un échec contrebalance un succès. On est loin, très loin, du réalisme à la Maurice Pialat que le film semblait d'abord vouloir imiter, loin de ce cinéma toujours au bord d'une crise imprévisible, d'un gouffre où pourraient basculer cul par-dessus tête his-

toire, personnages et vérité psychologique. Loin de la vie, seulement dans son imitation sympathique, édifiante, mais réduite.

*Nos vies heureuses* se veut le récit du passage à l'âge adulte d'une génération. Thème complexe, périlleux, surtout lorsqu'il est ainsi traité à partir d'une multitude de personnages. Entre sociologie d'une couche sociale contemporaine et psychologie d'un âge de l'existence, le film repose apparemment sur les expériences et les observations personnelles de son auteur. Pourquoi pas ? Il est plus gênant que, partie prenante du monde qu'il décrit, Jacques Maillot semble n'en rien penser de particulier, sinon des choses aussi sidérantes que « la vie continue », « après les drames le bonheur peut revenir », « devenir adulte c'est renoncer à certains de ses rêves », etc.

Il est encore plus ennuyeux que, faisant le portrait de gens qui ignorent ce qu'ils sont vraiment, tout comme le véritable chemin vers ce à quoi ils aspirent, le réalisateur semble toujours avoir une longueur d'avance sur eux. A ce petit jeu, Jacques Maillot perd deux fois : en diminuant ses protagonistes et en minimisant ses propres risques.

J.-M. F.







**BOX MAN**  
www.boxman.fr

David SANBORN  
Inside  
**111 F**  
Prix TTC valable jusqu'au 15/07/99,  
hors frais d'expédition

Plus de musique, pour plus de monde

www.boxman.fr

# Un tour du monde sonore pour rire des archétypes musicaux

« L'Ultima Recital » confirme son succès au Théâtre Mogador

Marianne James reprend au Théâtre Mogador, avec la pianiste Ariane Cadier, son « Ultima Recital », incarnant tour à tour diva, chanteuse de gospel, roc-

keuse et autres archétypes musicaux... Le public participe à ce spectacle plein de trouvailles, qui suscite l'engouement depuis quatre ans.

« L'ULTIMA RECITAL », avec Marianne James (la diva Maria Ulrika von Glott) et Ariane Cadier (la pianiste Yvonne de Saint-Coffre).  
THÉÂTRE MOGADOR, 25, rue Mogador, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Trinité. Du mardi au samedi à 20 h30, jusqu'au 29 mai. Réservations : 01-53-32-32-00.

Cela fait maintenant quatre ans que Maria Ulrika von Glott, ayant troqué son Allemagne natale pour l'Argentine, promène ses explosives rondeurs aux allures gargantuesques pour se moquer gentiment de la « diva » telle qu'elle se promène dans l'imaginaire collectif des amateurs d'opéra. Iconographe et iconoclaste à la fois, elle construit – pour mieux le trahir dans la seconde qui suit – une foule de personnages empruntés à tout ce que la voix humaine peut produire d'archétypes musicaux.

C'est ainsi que défilent entre autres la diva célébrant son Siegfried (« Ach, le souvenir de son corps au fond des bois ! »), la chanteuse de gospel aux transes contagieuses, la rockeuse aux larsens impitoyables, sans compter cet admirable tour du monde sonore où notre Ulrika africanisée convoque les jungles en un tour de tam-tam scénique. Néanmoins rien de tout cela ne tourne au numéro de foire : la qualité est à chaque rendez-vous et la technique préside à ces métamorphoses qu'on se gardera de toutes dévoiler.

Comme s'il n'y avait pas assez de fous pour rire, le public est convié à la fête et les inhibitions tombent vite : ces messieurs de jouer à la demande les « sangliers furieux », ces dames de renouer avec leur « plancher pelvien » par quelques dindonnades bien roulées... et que dire de ce parfum de pastis qui passe sous les platanes

## INSTANTANÉ

### PAUVRE ÖDON VON HORVATH !

« Il s'agit de la ballade de Casimir, chauffeur au chômage, et de sa fiancée, qui a de l'ambition ; une ballade d'une douce tristesse, modérée par l'humour, c'est-à-dire par la plus banale des certitudes : nous devons tous mourir. » Voilà ce qu'écrivait Ödon von Horvath à propos de sa pièce, *Casimir et Caroline*, écrite en 1931 et créée à Berlin en 1932. De ces intentions, de cette « douce tristesse » surtout, il reste si peu dans la présentation de la pièce au Théâtre de la Colline qu'on se demande ce qu'a voulu faire le metteur en scène, Jacques Nichet.

L'adaptation d'Henri Christophe, en ne lésinant pas sur les familiarités de langage, va sans doute dans le sens de qui se veut « moderne ». Ce serait un moindre mal si le spectacle n'enfonçait le clou d'un autre fléau de la « modernité » : le recours à l'esprit « zone » ou « banlieue », considérés comme des labels de la désespérance.

La fête foraine où Casimir et Caroline vont jouer leur amour – et le perdre – n'est pas le terrain de jeu sur lequel des auteurs d'aujourd'hui déclinent leurs portraits de groupe en déglingue. Pourtant, la mise en scène de Jacques Nichet y fait penser. Elle a pour cadre un

décor qui voudrait jouer le rêve triste (rideau pailleté, sol d'herbe, néons), mais n'arrive pas à dépasser l'image convenue d'une ambiance de fête ratée (avec recours à une fanfare style Balkans, très en vogue actuellement au théâtre, mais tout le monde n'est pas Goran Bregovic). Dans ce no man's land, le metteur en scène isole doublement les personnages : il les traite comme des « types » (Erna est déguisée en poupée bleue qui suce son pouce) et les détache de leur contexte.

*Casimir et Caroline* ne peut se réduire à l'histoire de deux jeunes gens en mal d'amour. C'est le tableau d'une époque, les années 30, où tout fiche le camp dans une déliquescence annonciatrice du pire. Horvath sentait ce qui se passait. Il avait le don de l'instant, du frémissement, de la touche juste. Il haïssait la parodie, dans laquelle Jacques Nichet plonge (pourquoi tant de beuveries dans sa mise en scène ?) et entraîne presque tous les comédiens.

Brigitte Salino

★ *Casimir et Caroline*, d'Ödon von Horvath. Mise en scène : Jacques Nichet. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Gambetta. Tél. : 01-44-62-52-52. Mardi, 19 h 30 ; mercredi à samedi, 20 h 30 ; dimanche, 15 h 30. 110 F et 160 F. Durée : 1 h 50. Jusqu'au 13 juin.

quand la salle à l'unisson se fait « cigales butineuses » ?

Il y a matière à réflexion devant un tel engouement : s'y mêlent le ricanement typiquement français contre les mythes – teutons de préférence –, le besoin actuel d'être actif au spectacle (comblé ici par la pratique rare de l'apostrophe non démagogique), mais n'est-ce pas plus encore le bonheur de sentir au cœur du rire l'émotion de tout un patrimoine commun regroupant tous âges et origines diverses sur un tempo et un refrain ?

Bien sûr, on peut se montrer moins sensible à certains effets un rien trop appuyés (les ronflements interrompant l'*Ave Maria* sont plutôt convenus et... frustrants). On peut encore souhaiter un synopsis épuré de quelques divagations plus potaches. On aimerait aussi que nos deux comparses laissent s'installer un brin de plus l'émotion qu'elles créent si souvent entre les rires. Cela dit, il est clair qu'on ne résiste pas à Ulrika ni à sa partenaire, Yvonne de Saint-Coffre à la silhouette certes fluette mais dont le rôle n'est pas maigre !

Intelligence des trouvailles (le jeu sur les leitmotifs ulrikien teutoniques de longues accointances wagnériennes !), présence scénique immédiate, intuition théâtrale rare dans l'improvisation et les réparties... Générosité et autorité naturelle, invention et audace (elle évoque à bon droit les procès qui l'attendraient outre-Atlantique...), et surtout un amour insolent de la musique : « Mein Gott, n'en chetez plus !!! »

Marie-Aude Roux

## DÉPÊCHES

■ **VENTES** : Le maire de la commune de Randan (Allier) a décidé de bloquer les voies d'accès de sa petite ville pour protester contre la vente aux enchères et la dispersion du mobilier du château (*Le Monde* du 21 avril), qui devrait se dérouler les 23 et 24 mai. Les 900 pièces de ce mobilier du XIX<sup>e</sup> siècle sont classées depuis 1991. Des négociations sont en cours, entre le propriétaire d'une part, l'Etat et les collectivités locales, de l'autre, pour acheter cet ensemble. Les pouvoirs publics proposeraient 12 millions de francs. Le propriétaire veut inclure dans la vente celle des bâtiments et fait donc monter les enchères. La partie de bras de fer continue.

■ **SOCIAL** : L'intersyndicale des personnels relevant de la rue de Valois (20 000 agents) a décidé de reconduire la grève pour la journée du 20 mai, après avoir appelé à cesser le travail le 19 mai. Le mouvement a surtout été suivi en région parisienne, entraînant notamment la fermeture des Musées Picasso, d'Orsay, du Louvre et des Archives nationales. Au moment où s'engage la discussion du budget de la culture pour l'an 2000, l'intersyndicale réclame la titularisation de 2 000 vacataires et la création de 1 000 postes supplémentaires. Une délégation a été reçue, le 19 mai, au ministère.

## SORTIR

### PARIS

#### Compagnie Myriam Gourfink

Avant le festival Montpellier Danse (le 1<sup>er</sup> juillet), Myriam Gourfink pose son *Uberengelt* (Surangelicité !), quatuor dansé, sous le tipi de Beaubourg. Magnifiquement accompagnée par Françoise Rognerud, Laurence Marthouret et Julia Cima, partenaire de Boris Charmatz, cet ex-interprète d'Odile Duboc a conçu cette pièce sur le thème de la respiration. Poumons déployés, narines palpitantes, en apnée, une histoire d'anges assurément bien ventilée. Avec le musicien Kasper T. Toeplitz à la basse électrique.

Tipi du Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris 4<sup>e</sup>.

M<sup>o</sup> Rambuteau. Les 21 et 22, à 19 h 30. Tél. : 01-44-78-13-15. 50 F.

#### Underworld

Avec *Beaucoup Fish*, son troisième album, Underworld a confirmé sa remarquable aptitude à intégrer écriture mélodique et vision poétique à la galerie des beats house et techno. Sur scène, cette tension mélancolique mute en transe hypnotique grâce à un don exceptionnel pour l'improvisation. Au même programme, Rinoçerose.

La Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Maubert-Mutualité. Le 21, à 20 h 30. Tél. : 01-40-46-12-00. 140 F.

#### Alain Jean-Marie

Malheur à ceux qui ont raté *Sophisticated Lady*, développé par Alain Jean-Marie le 20 avril « derrière » le saxophoniste Bennie Maupin, à La Villa, à Paris. Maupin s'est levé et l'a applaudi. Interdit désormais de rater une seule apparition d'Alain Jean-Marie. C'est le meilleur pianiste de l'heure. Sa discrétion le sauve du ridicule des adjectifs que l'on colle à ses congénères. Espace Michel-Colucci, 88, rue Racine, 92 Montrouge. M<sup>o</sup> Châtillon-Montrouge. Le 21 mai, à 20 h 30. Tél. : 01-46-12-76-05. 31 F et 41 F.

### SAINT-BRIEUC

#### Art Rock

Festival de rock et de chanson, Art Rock, à Saint-Brieuc, est aussi ouvert aux performances

théâtrales et aux installations de plasticiens. D'où la programmation, au Théâtre de la Passerelle, de *Triton*, par la compagnie DCA/Philippe Decoufflé (les 21 et 22 mai), et d'*Afasia*, une performance de Marcel. li Antuñez (les 22 et 23). A voir aussi : *Roadmetal*, *Sweetbread* par Station House Opera et *Industrial Firetable*, une construction de Wim Doedel. Au rayon musique, Art Rock concilie le recours à quelques vedettes du moment et un état des lieux pertinent des musiques actuelles – pas seulement étiquetées « jeunes et nouvelles » – ; on notera le groupe de filles énervées Candie Prune, Community of Sound (une émanation d'Asian Dub Foundation), les groupes Freedom for King Kong et P18, le chanteur Denez Prigent, le trompettiste Erik Truffaz, les groupes Karma et D. Abuz System ou les chanteurs Mahmoud Ahmed et Wasih Diop. Sous chapiteau. Tél. : 02-96-68-18-40. Concerts gratuits de 30 F à 120 F ; forfaits journées, 150 F (les 21 et 22) et 130 F (le 23) ; forfait trois jours 350 F.

### STRASBOURG

#### Festival Nouvelles

Pôle Sud, lieu actif de Strasbourg, donne chaque année, l'espace d'une semaine, des nouvelles très vivantes de la jeune danse. L'édition 99 s'articule autour de Mark Tompkins, chorégraphe en résidence dans la ville, qui propose le 22 (de 10 à 18 heures) un marathon chorégraphique, *L'heure c'est l'heure*. Ensuite, à partir du 25, les manifestations se tiennent à la fois au théâtre de Pôle Sud, mais aussi à la Baraque (nouveau lieu). Citons quelques noms : Jean Gaudin, Joao Fiadeiro, Michèle Noiret, Alain Buffard, Samir Hachichi, Jesus Hidalgo, Ivan Favier et Joe Krenker, Marco Berrettini, Benoît Lachambre... Fête de la danse, mais aussi des rencontres avec restaurant et café ouverts jusqu'à minuit. Stages à l'université Marc-Bloch. Du 22 au 29 mai. Pôle Sud, 1, rue de Bourgogne, 67100 Strasbourg. Tél. : 03-88-39-23-40. De 20 F à 120 F. Nombreux forfaits.

Publicité

## Sophocle

# Œdipe roi

mise en scène Laurent Gutmann

6 - 30 mai ( sauf le 9 mai )

Théâtre de Gennevilliers

Centre Dramatique National

Location 01 41 32 26 26

## GUIDE

### REPRISES CINÉMA

#### L'Ennemi public

de William Wellman, avec James Cagney, Jean Harlow, Edward Woods. Américain, 1931, noir et blanc (1 h 23). Action Christine, 6<sup>e</sup> (01-43-29-11-30).

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 Fmin).

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Orchestre national d'Île-de-France Wagner : les Maîtres chanteurs de Nuremberg, ouverture. Hindemith : Konzertmusik, pour orchestre à cordes et cuivres. Strauss : Don Quichotte. Renaud Stahl (alto), Antonio Meneses (violin), Klaus Weise (direction). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide Briand, 92 Courbevoie. Le 21, à 20 h 45. Tél. : 01-47-68-51-50. De 80 F à 100 F.

Ballet de l'Opéra de Paris George Balanchine : Apollon musagète. Pierre Dardé : Orison. Jiri Kylian : Doux Mensonges. Opéra de Paris, Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Opéra. Les 21, 24, 26, 27 et 28, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68.

Jérôme Bel, Olga de Soto Jérôme Bel : Shirlologie. Olga de Soto : Winnsboro Cotton Mill Blues, Strumental.

Centre culturel Aragon, 24, boulevard de l'Hôtel-de-Ville, 93 Tremblay-en-France. Le 21, à 21 heures. Tél. : 01-49-63-70-58. 80 F.

Eric Le Lann Trio *Sunset*, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. Les 21 et 22, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Felice Reggjo Trio *Petit Opportun*, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. Les 21 et 22, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Michel Portal, Richard Galliano *Théâtre de Saint-Quentin*, place Georges-Pompidou, 78 Montigny-le-Bretonneux. Le 21, à 20 h 30. Tél. : 01-30-96-99-00. 160 F.

### RÉSERVATIONS

#### Bratsch

*Cabaret sauvage*, parc de la Villette, Paris 19<sup>e</sup>. Les 27, 28 et 29 mai, à 20 h 30. Tél. : 01-44-90-02-15. De 90 F à 120 F.

Neba Solo, Frédéric Galliano *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. Le 27 mai, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Musiques de la République centrafricaine Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. Le 29 mai, à 16 h 30 ; le 30, à 15 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.

### DERNIERS JOURS

30 mai : Hypothèses de collection Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-34-25-95. Entrée libre. Gottfried Honegger, Radi Designers, Stan Douglas, Beaurin Domercq Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, boulevard Raspail, Paris 14<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-18-56-51. 20 F et 30 F. Ralph Gibson : courant continu Maison européenne de la photographie, galerie contemporaine, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-78-75-00. 15 F et 30 F.

CAHIERS DU CINÉMA

**CAHIERS CINÉMA**

DU

TODD SOBRE MI MADRE ALINDOVAR : LE CINÉMA À CŒUR OUVERT

CONVERSATION AVEC CATHERINE DENEUVE PAR OLIVIER ASSAYAS

RAOUL RUIZ GAGNE SON PARI : PROUST EN SCÈNE

535 MAI 99

CHIARA MASTROIANNI : OLIVEIRA À LA LETTRE

NUMÉRO 535 - MAI 99

**SPECIAL CANNES**

40 F - Chez votre marchand de journaux

THÉÂTRE ANTOINE

**MARIE LAFORÊT**

Maria Callas  
MASTER CLASS  
La leçon de chant

UNE PIÈCE DE TERRENCE MC NALLY

ADAPTATION PIERRE LAVILLE

MISE EN SCÈNE DIDIER LONG

**TRIOMPHAL!**

LOCATION 01 42 08 77 71







## La dernière folie de Rameau

A la mort de l'auteur des « Boréades », en 1764, on annula les répétitions de cet opéra. Le XX<sup>e</sup> siècle a redécouvert sa partition

EN 1763, alors que la « tragédie en musique » est un genre nonagénaire à bout de souffle (créé par Lully et Quinault en 1673 avec *Cadmus et Hermione*), Jean-Philippe Rameau (1683-1764) achève son ultime ouvrage, la tragédie lyrique *Abaris ou les Boréades* – dont le texte est attribué à Louis Cahuzac, le librettiste favori du musicien depuis 1745.

On aime encore ce genre, on l'écoute comme de la « musique ancienne », mais le modèle lulliste est passablement dépassé, au temps de Gluck, de Piccini, voire des premiers ouvrages scéniques de Haydn. Depuis belle lurette (en fait depuis son premier opéra, *Hippolyte et Aricie*, en 1735), on accuse Rameau de réitérer ce qu'on reprochait déjà à Lully, « un ton géométrique qui effarouche le cœur (...) qui n'offre que de grandes vérités d'albrège » (la citation date de 1736).

Au milieu du siècle, la célèbre querelle des Bouffons ravive cette guerre latente opposant les partisans d'un genre conçu sous Louis XIV (et que Rameau, plus intéressé par la musique que par le drame, continuera de servir sans y changer grand-chose) et ceux d'une nouvelle façon de servir l'art lyrique, plus souple, plus simple. Le « théâtre des enchantements », ce grand genre à machineries qu'est la tragédie lyrique, paraissait anachronique face à un théâtre lyrique moderne se revendiquant « de proximité ». En 1752 se rebiffent les partisans du retour au naturel, d'un théâtre rendu aux spectateurs et non plus miroir d'une aristocratie *via* son représentant, salué au prologue, le Roi.

Jean-Jacques Rousseau, propagandiste de cette « nouvelle » esthétique, sera le plus célèbre des polémistes du temps en ce domaine. Il ferraille dur contre Rameau, qui est grand musicien, ce qu'il sait, et ce contre quoi il ne peut rien. Ses partisans réattaquent *Hippolyte et Aricie*, lui opposant *La Serva padrona* (« La Servante maîtresse »), de Pergolèse, dont les représentations nouvelles, à Paris, en 1752, sont le point de départ et d'accroche de cette querelle. (Autant tenter de comparer *Mort à Venise*, de Benjamin Britten,

et *Aventures et Nouvelles Aventures*, de Georgy Ligeti...) Rameau répondra aux attaques. Comme toujours, il est en décalage : la querelle fait rage essentiellement entre 1752 et 1754 (avec la parution d'un soixantaine d'ouvrages polémiques !), et il ne réplique vraiment qu'en 1755, avec les *Erreurs sur la musique dans l'Encyclopédie*. Mais sa meilleure réponse, c'est la constance de ses œuvres nouvelles (entre autres : *Linus*, 1752 ; *Anacréon*, 1754 ; *Les Paladins*, 1760) et la réécriture de ses opéras passés, dans la descendance du « vieux genre », jusqu'aux fatales *Boréades*.

Reste la musique. Elle est de première beauté, d'une grande densité dramatique, d'une folle inventivité

Fatales elles furent : Rameau meurt le 12 septembre 1764, atteint d'une « fièvre putride accompagnée de scorbut ». L'Académie royale de musique annula les répétitions et l'ouvrage fut remplacé par une tragédie lyrique vieille de soixante-deux ans, le *Tancredi* de Campra. Le compte du vieux Rameau était réglé, on pouvait passer à autre chose, même si Louis XV s'ingéniait à suivre l'ordinaire protocolaire de son prédécesseur, Louis le Grand...

Mais on en sait aujourd'hui davantage : il a été démontré qu'une première série de répétitions furent mises en route dès avril 1763 (probablement afin de contribuer à la célébration du traité de 1763 mettant un terme à la guerre de Sept Ans) puis s'arrêtèrent. Des ennuis financiers, des soucis de distribution, intervention de M<sup>me</sup> de Pompadour en faveur d'un « pro-tégé », censure politique ? Ce dernier point a été commenté, s'appuyant sur la phrase : « Vous voulez être craints, pouvez-vous être aimés ! » dite par Abaris, le personnage central, aux autorités prin-

cières quand ces *Boréades* sont censées distraire la cour d'un roi surnommé par la rue « le Mal-aimé »... La musicologie ramiste moderne y a supposé les raisons d'une suspension, acte de censure politique, appuyées par d'autres allusions (probablement maoïstes) à la liberté et à la fraternité.

Sans explication rationnelle et définitive, il faut probablement suivre Sylvie Bouissou (*Jean-Philippe Rameau, « Les Boréades » ou*

*la Tragédie oubliée*, Méridiens Klincksieck, 1992), qui conclut ainsi son « enquête » : « *Cabale ou fatalité ? Projet retardé temporairement ou condamné à l'oubli forcé ? Privilège de l'amant de la Pompadour sur le vieux maître ? Favoritisme du divertissement tiède sur une doctrine libertaire ? Censure d'idées dangereuses car trop claires pour ne pas être perçues par d'aucuns, de plus en plus nombreux à critiquer l'autoritarisme du régime politique et à prendre enfin conscience de leur es-*

*clavagisme. Point de conclusion préremptoire (...) mais néanmoins une proposition : nous pensons que les mauvaises conditions matérielles et sociales favorisèrent une cabale. Peut-être devons-nous nous en réjouir, car Rameau n'eut ni à édulcorer un texte subversif, ni à adapter sa musique au niveau technique parfois insuffisant des interprètes d'alors, ni à polir quelques scènes trop novatrices sur le plan du langage musical. »*

Car la musique demeure. On la



YANNICK COUPANNNE

*Le Britannique Sir Simon Rattle incarne l'idée que l'on se fait d'un chef d'orchestre aujourd'hui : il dirige la musique de notre siècle et une grande partie de celle du XIX<sup>e</sup> à la tête de formations modernes, mais aussi « Les Boréades » de Rameau, à celle de l'Orchestre de l'âge des Lumières.*

connaît depuis que la Radiodiffusion française l'a fait entendre en concert, en 1964, pour le bicentenaire de la mort de Rameau, et surtout depuis la fameuse production du Festival d'Aix-en-Provence de 1982, suivie d'un enregistrement de John Eliot Gardiner pour Erato : elle est de première beauté, d'une grande densité dramatique, d'une folle inventivité, menant les instrumentistes souvent aux confins des limites de l'instrument comme dans une furie pré-beethovénienne. Il ne s'agit pas d'y voir les prémisses d'une fragmentation *alla* Webern, mais tout de même : l'incroyable prélude instrumental de l'acte V ou l'air « Lieux désolés », à l'acte IV, évoquent ce que sera la fragmentation du musicien viennois.

Jamais personne – même les plus excentriques des musiciens avant lui – n'avait ainsi figuré le chaos : Jean-Ferry Rebel, dans l'ouverture de ses *Eléments* (1737), empilait les dissonances pour les réduire à l'accord parfait revenu à la lumière de l'Harmonie. Rameau ne disloque pas afin de recomposer : la musique, toujours géniale, se montre comme un champ de ruine voulu, une béance désolée ouvrant, à son corps défendant, sur l'avenir. Il faudra attendre Berlioz et Debussy pour retrouver cette invention dans la polyphonie instrumentale française. *Les Boréades* ne sont peut-être pas le meilleur opéra de Rameau, mais c'est à coup sûr sa meilleure musique.

Renaud Machart

★ *Les Boréades*, tragédie lyrique en cinq actes de Jean-Philippe Rameau, texte de Louis de Cahuzac (en français, sous-titres en allemand et en anglais). Avec Barbara Bonney, Heidi Grant Murphy, Charles Workman, Jeffrey Francis, Russel Braun, David Wilson Johnson, Lorenzo Regazzo, Orchestre de l'Age des Lumières, Voix européennes, Simon Rattle (direction), Ursel et Karl-Ernst Herrmann (mise en scène), Karl-Ernst Herrmann (décors et costumes), Michael von Macard (dramaturgie), Vivien Newport (chorégraphie), Simon Halsey (chef de chœur). Les 26, 30 juillet, 1<sup>er</sup>, 5 et 7 août. De 100 F à 2 100 F (15,24 à 320 €) environ.

## Les mystères d'un rite nommé Répons

Six haut-parleurs autour du public : l'expérience d'une immersion dans le son

PIERRE BOULEZ (né en 1925) affectionne les titres à résonance poétique, d'une poésie parfois hermétique et lapidaire – il n'aime pas en vain Char et Mallarmé – mais souvent évocatrice. *Répons*, son grand-œuvre à ce jour (1981-1984), semble partager, avec le récent *Anthèmes 2* (1997) et le plus ancien *Rituel in Memoriam Bruno Maderna* (1974-1975), un goût pour l'évocation d'une musique ancienne aux rites secrets.

La connotation s'arrête là, car *Anthèmes* n'a rien d'un *Anthem*, ainsi que les Anglo-Saxons emploient le mot, et *Répons* n'est pas un *répons*, au sens où Isidore de Séville (vers 559-636) l'entendait : « *Les répons sont ainsi appelés parce qu'un chœur répond en consonance à un soliste.* » Mais en rapportant le terme « chœur » à un ensemble d'instruments (ainsi qu'on l'entendait en France à l'époque baroque), il ne fait aucun doute que *Répons* de Boulez est avant tout l'objet d'un dialogue, non plus celui d'une « ombre double », pour parodier le titre d'une pièce pour clarinette et électronique (1985), également au programme du Festival Boulez à Salzbourg, mais celui d'une ombre démultipliée, infiniment métamorphosée.

*Répons* oppose un groupe instrumental de vingt-quatre musiciens, au son non transformé, à un

groupe de six solistes (deux pianos dont un jouant le synthétiseur, harpe, vibraphone, glockenspiel jouant le xylophone, cymbalum) dispersés autour de cet orchestre disposé au centre et dont le jeu est capté, transformé et amplifié par l'électronique et sa palette d'illusions sonores. Le public, placé autour de l'ensemble instrumental principal, est donc entouré par six solistes et six haut-parleurs, lui donnant une impression très nette d'être au cœur de la musique et des multiples transformations qu'elle subit en timbre et en distribution spatiale.

« UN MOT-VALISE »

Pierre Boulez a déclaré à Jean-Pierre Derrien (dans le livret accompagnant l'enregistrement récent de l'œuvre publié par Deutsche Grammophon (1 CD collection « 20-21 » 457 605-2) : « *Le titre de l'œuvre ne renvoie pas seulement au dialogue entre les solistes et l'ensemble, au dialogue des solistes entre eux, au dialogue de ce qui est transformé et de ce qui ne l'est pas, mais aussi au dialogue de plusieurs matériaux : le terme répons est donc un mot-valise.* »

Il en va de même avec le *Dialogue de l'ombre double* (un titre inspiré par une scène, dite « L'ombre double », du *Soulier de satin*, de Paul Claudel), pour clarinette et



PHILIPPE GONTHIER

électronique, composé pour célébrer les soixante ans de Luciano Berio et créé à Florence en octobre 1985 (juste après la mise au net – provisoire ? – de *Répons*) : le clarinettiste, placé au centre de la salle, se confronte à son double : des sons de l'instrument pré-enregistrés par l'électronique et diffusés par six haut-parleurs placés autour du public.

Cette « atomisation » des sources sonores rappelle les pratiques de musiques dialoguées de la Renaissance et du Baroque : les frères Gabrieli et Claudio Monteverdi, entre autres, ont su tirer tous les partis sonores et dramatiques des dispositions des grands édifices religieux comme la basilique Saint-Marc de Venise : oppositions et dialogues de petits et grands groupes,

d'instruments et de voix, en ensembles ou individuels. La présence rituelle d'échos dans beaucoup de ces œuvres, instrumentales ou vocales, fait naître un principe de dramaturgie sonore, presque une rhétorique, et un goût pour la transformation acoustique des instruments et des voix que retrouveront avec bonheur les compositeurs du XX<sup>e</sup> siècle, et plus particulièrement les musiciens faisant appel à l'électro-acoustique ou à l'électronique permettant de transformer le son en temps réel.

UNE PIÈCE « RÉSERVÉE »

*Dialogue de l'ombre double*, *Anthèmes 2* et *Répons* de Boulez, outre leurs références tirées, s'y rapportent directement et ce sont bien les « figures du discours » habi-

tuelles de Boulez qui s'y trouvent réunies : trilles, grappes de « petites notes », arpegges, déflagrations et irisations aux grains divers, aux vitesses doucement distribuées, équivalent sonore aux effets visuels d'essaims d'insectes ou de nuées d'oiseaux dans l'air.

Le récent enregistrement de Deutsche Grammophon a permis à un plus large public de découvrir *Répons*. Cette pièce demeure pourtant relativement « réservée » : sa configuration, ses effectifs et son important dispositif acoustique, ne lui permettent pas d'être jouée comme une pièce de l'« ordinaire » du répertoire du XX<sup>e</sup> siècle dans les salles de concert habituelles. Malgré une prise de son spécifique, le discophile n'aura qu'une idée partielle de l'expérience sensorielle que

*A Salzbourg, Pierre Boulez fait figure de débutant vétérans. Ignoré jusqu'à l'arrivée de Gérard Mortier à la direction du Festival, le Français a aujourd'hui une place d'honneur. Cette année, un cycle de concerts lui est même consacré.*

provoque *Répons* lorsqu'on a la chance de l'entendre en direct : la sensation d'une immersion dans le son, d'un voyage au sein d'une eau aux irisations changeantes, aux sons doux, feutrés, sourds, vibrionnants ou claironnants à la manière de cloches (la fin, merveilleuse).

*Répons* serait-il un double tardif d'une de ces pièces véritablement polyphoniques de la *Selva* de Monteverdi ou du plus foisonnant objet sonore du compositeur, ses *Vêpres de la Vierge* ? Le flacon n'est pas tout à fait le même, mais on avouera en retirant la même ivresse.

R. Ma.

★ *Cycle Pierre Boulez et... Improvisations sur Mallarmé I et II, Sur Incises de Boulez, Double Concerto de Carter, par Laura Aikin (soprano), Florent Boffard (piano), Hidéki Nagano (clavessin), Ensemble InterContemporain, David Robertson (direction) : le 29 juillet. Dialogue de l'ombre double, Répons (1999) de Boulez, par l'Ensemble InterContemporain, la technique de l'Ircam, Pierre Boulez (direction) : le 30 juillet. Trois pièces pour orchestre op. 6 de Berg, Le Chant de la terre, de Malher, Michael Shade (ténor), Simon Keenslyde (baryton), Orchestre philharmonique de Vienne, Pierre Boulez (direction) : les 8 et 10 août. De 25 F à 300 F (3,8 à 45,73 €) environ.*



# Et Busoni donna naissance au premier Faust du XX<sup>e</sup> siècle

Italien de naissance, allemand d'éducation, pianiste de légende et compositeur de tête, le père du Jeune Classicisme laissa son opéra inachevé

« **L'INTENTION**, mieux : le désir de composer une musique sur le Faust de Goethe, m'avait rempli d'une sorte d'urgence. Seul un profond respect devant cette tâche immense me poussa à y renoncer. » Avec Goethe, comme avec Mozart (« Don Juan m'intéressa longtemps... mais maître Wolfgang l'a trop bien réussi »), l'admiration chez Busoni est castratrice. Mais Faust est une vieille obsession d'enfance, ravivée par le choc décisif du *Mefistofele* de Boito. Et c'est en « découvrant la vieille pièce de théâtre pour marionnettes » qu'il esquisse en six jours, fin 1914, les grandes lignes de son *Doktor Faust*, « entre les débuts de la guerre et un voyage au-delà de l'océan ». Pour ce voyageur infatigable, quasi apatride (il vécut dans plusieurs villes d'Europe et aux Etats-Unis), le sujet sera, comme pour Goethe, une affaire de longue haleine interrompue par la mort, en 1924.

Avec le *Doktor Faust*, Busoni inaugure incontestablement la galerie des Faust du XX<sup>e</sup> siècle et la fin de toute dépendance interprétative envers les archétypes goethéens. Mais ce souci de démarcation, cette « conception indépendante de tout autre poème faustien », se fait dans l'humilité. « Le chant de l'homme se brise contre le divin ; ainsi instruit, j'ai reconnu mes limites, et me suis retourné vers les marionnettes. (...) Dans la vieille trame j'ai tissé de nouvelles mailles. Vous serez surpris par des motifs oubliés » : ainsi le Poète s'adresse-t-il aux spectateurs dès les premières minutes de l'œuvre. Nouvelles mailles, motifs oubliés... qui est le *Doktor Faust* versus Busoni ? Un être désormais sans âge et sans fortune, un cœur sans amour qui ne connaît ni doute ni révolte démiurgique. D'érudition, il n'est

plus guère question, non plus que de métaphysique : bien et mal, connaissance et bonheur, salvation et damnation, autant de problématiques laissées-pour-compte. Sa fin sera à son image misérable et solitaire, dépourvue de toute dignité – titres, honneur, emploi, domicile – et privée d'identité : le veilleur de nuit Mephisto constatera son trépas en pleine rue sans le reconnaître.

## « LE DOUTE EST ENTRÉ »

Unique échappatoire : la fuite et la mort ; seul espoir, ténu, fragile, ce futur biologique qu'incarne l'enfant mort de la duchesse de Parme. Qu'il lui soit donné de revivre et d'accomplir la fin de l'œuvre faustien ! Voilà bien l'ultime souhait mais la fin reste ouverte : « Aucune certitude, désormais. Le doute est entré dans le théâtre lyrique », conclura Dallapiccola dans *Paroles et Musique*.

Si Busoni a souhaité, en réaction contre l'opéra wagnérien, développer un opéra national italien dans la ligne de Mozart et Verdi, ses propres œuvres – de *Die Brautwahl* à *Doktor Faust* –, bien que tirées peu ou prou de la *commedia dell'arte*, seront écrites en allemand ! Une dualité qu'atteste le fameux « Je pense en allemand mais je rêve en italien ». Pour ce Toscan, né à Empoli près de Florence, ayant reçu par sa mère à demi-allemande une éducation germanique, il y a bien d'autres déchirements. Appartenant à deux nationalités tributaires de cultures opposées, exerçant la double fonction de pianiste virtuose et de compositeur (rencontrant à ce titre les mêmes difficultés qu'un Liszt), Busoni est aussi entre deux siècles. Cet héritier du XIX<sup>e</sup>, mais homme du XX<sup>e</sup> siècle – du néo-romantisme au seuil du



Kent Nagano dirige « Doktor Faust » de Ferruccio Busoni, en août.

monde atonal –, élabore dans son *Doktor Faust* des formes musicales autonomes susceptibles de s'adapter aux paroles et à l'action scénique, tout en conservant leur propre logique une fois détachées du poème et de la situation. Il s'ensuit une œuvre relativement facile

à appréhender, bien que donnant parfois l'impression d'une surabondance de matériaux contradictoires. Foisonnement « apparemment fragmentaire » de scènes brèves, de numéros clos se référant à des formes musicales préexistantes, mais pensé dans une structure globale en arche où se repèrent des symétries. Foisonnement aussi, au pourtour de l'œuvre elle-même : matrices du drame pouvant être jouées indépendamment (ainsi le *Nocturne symphonique* de 1912, la *Sonatina Seconda* pour piano, *Sarabande* et *Cortège*, la *Toccata pour piano* de 1921 et les *Tanzwalzer*), mais aussi pièces traitant du même sujet écrites concomitamment (lieder sur des textes de Goethe), ou bien encore morceaux-réservoirs dans lesquels Busoni puise, sans en relier les différentes utilisations.

## RUPTURES DOULOUREUSES

Pessimisme amer et lucidité destructrice que ce *Doktor Faust* proche de la vision d'un Pessoa ! Cette œuvre inachevée, contemporaine de la guerre de 14-18, de la révolution ouvrière avortée en Allemagne, de la République de Wei-

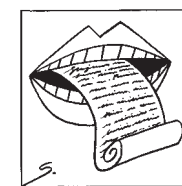
mar, puis du nazisme, témoigne de ruptures douloureuses et de la difficulté de Busoni à les assumer tant idéologiquement que musicalement. Entre le début de la rédaction du livret (1910) et l'inachèvement de 1924, la Grande Guerre a coupé les ailes à l'élan novateur du compositeur et sonnait le repli du créateur blessé vers la *Junge Klassizität* (Jeune classicisme) : « Je pensais que toutes les époques se valent, écrit-il à sa femme en 1915, mais celle-ci est pire. »

Marie-Aude Roux

★ *Doktor Faust*, de Ferruccio Busoni, texte et musique (en allemand, sous-titres en français et en anglais). Avec Thomas Hampson, Franz Hawlata, Chris Merritt, Kurt Schreimayer, Katarina Dalayman, William Dazeley, Guy Renard, Chœur de l'Opéra d'Etat de Vienne, Orchestre philharmonique de Vienne, Kent Nagano (direction). Peter Mussbach (mise en scène). Eric Wonder (décors), Andrea Schmidt-Futterer (costumes), Konrad Lindenberg (lumières). Les 1<sup>er</sup>, 7, 12, 19 et 23 août. De 150 F à 2 100 F (22,87 à 320,12 €) environ.

## Le royaume de la musique

EN 1910, Ferruccio Busoni écrivait dans la postface de son livre *La Nouvelle Esthétique (rééditée in L'Esthétique musicale, éd. Minerve, 1990 ; textes réunis par Pierre Michel)* :



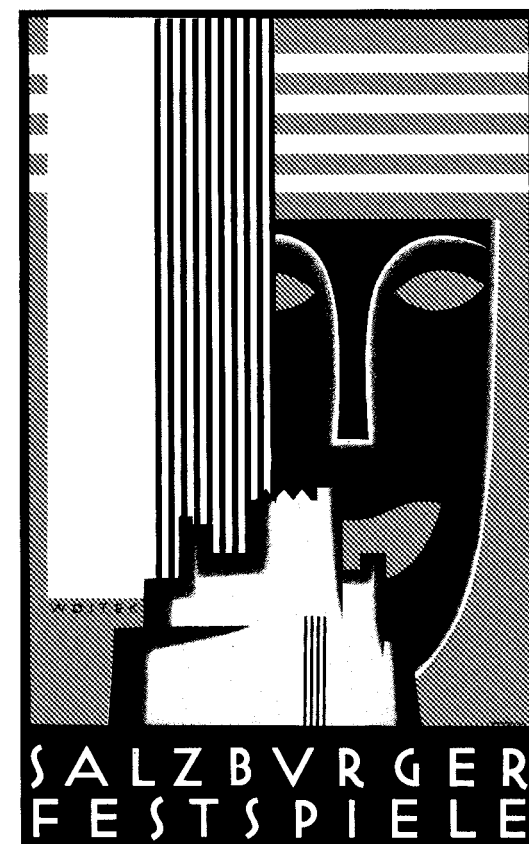
VERBATIM

Venez, suivez-moi au royaume de la musique. Voici la grille qui sépare le temporel de l'éternel. Avez-vous brisé et rejeté vos chaînes ? Alors, venez. (...) Ici, l'étonnement n'a pas de fin ; et, cependant, dès les premiers instants tout nous semble familier.

Vous n'entendez pas encore, car tout résonne. A présent, vous commencez à distinguer. Ecoutez, chaque étoile possède ses rythmes et chaque monde sa cadence. Et sur chacune des étoiles et dans chacun des mondes, le cœur de chaque être vivant bat différemment et selon ses propres contraintes. Et toutes les pulsations concordent et forment un tout. Votre perception devient plus subtile. Entendez-

vous les graves et les aigus ? Ils sont incommensurables comme l'espace et infinis comme les nombres. (...) Toutes les mélodies (...), déjà entendues ou non, retentissent pleinement et simultanément. Elles vous transportent, vous dominent, vous effleurent ; elles reflètent les sentiments de milliers de créatures à travers les âges. Si vous en observez une de plus près, vous verrez la relation avec toutes les autres, la combinaison avec tous les rythmes, la coloration par toutes les sonorités, l'accompagnement par toutes les harmonies, jusqu'au plus profond et à la plus haute voûte des cieux. Dès lors, vous comprenez que les planètes et les âmes ne font qu'un, que nulle part il ne peut y avoir de fin et nulle part d'obstacle ; que l'infini réside pleinement et entièrement dans l'esprit de chaque créature ; que chaque chose est à la fois immensément grande et infiniment petite : la plus vaste équivaut à un point ; que la lumière, le son, le mouvement, la puissance sont semblables et que chacun isolément ou tous réunis constituent la vie.

# Partenaires dans l'excellence.



Sponsors du Festival de Salzburg



# Luciano Berio entre Jéricho et Babel

En cinq épisodes inspirés de l'Ancien Testament, la « Cronaca del luogo » résonne dans un lieu fait pour elle, la Felsenreitschule

**CRONACA DEL LUOGO** (« Chronique du lieu »), le nouveau drame musical de Luciano Berio, n'est pas tant une histoire qu'une somme de documents sonores faits pour résonner dans, et depuis, un lieu spécifique : la Felsenreitschule. Ces dernières années, de nombreuses productions ont utilisé l'acoustique et l'aspect inhabituels de cette salle, mais, dans *Cronaca del luogo*, la nature de l'endroit est essentielle au théâtre de la musique et à la musique du théâtre. (...)

Au fur et à mesure de l'œuvre, le mur devient mirador, chantier, lieu d'habitation, logement qu'il faut abandonner. Mais *Cronaca del luogo* est aussi, par nécessité, la chronique d'un autre lieu : l'espace ouvert devant le mur, la scène, appelée ici la « piazza ». Et ces deux lieux ont des histoires différentes, ou différentes participations à la même histoire. Le mur représente la civilisation, la stabilité, les fondations d'une maison, la sécurité, mais également le pouvoir et ses abus, quand la piazza est une zone plus mouvante, plus dangereuse. Tandis que le mur regroupe les gens en une foule – dont l'harmonie, la texture et la couleur changent constamment dans cette partition magnifique –, les individus peuvent prendre le pouvoir sur la piazza, qu'ils soient guerriers, poètes, anges, femmes éplorées, voyants. Il existe un troisième espace, invisible, sans nom, mais présent comme un énorme point d'interrogation, derrière le mur, derrière les scènes et les événements eux-mêmes.

Parmi les individus sur la piazza, se détache R, un rôle de soprano dramatique écrit pour Hildegard Behrens. R est notre témoin principal, la personne qui donne voix aux souvenirs que contient le mur, et dont le mur répercute la voix. Elle annonce, commente et explique les histoires qui vivent dans le mur. Elle chante l'action – ou, plutôt, son chant lui-même est l'action dont le fil narratif central traverse la musique, et dans lequel la fonction du livret est de permettre une analyse verbale et scénique d'instants qui surviennent au fur et à mesure de l'épanouissement de la musique.

Dans le dernier opéra de Berio, *Outis*, créé à la Scala en 1996, de tels instants étaient tirés de la littéra-

ture classique, et notamment de l'histoire d'Ulysse. Dans *Cronaca del luogo*, le livre de souvenirs est l'Ancien Testament. R représente en partie Rahab, la prostituée de Jéricho qui dissimule les espions de Josué parce qu'elle voit en eux l'œuvre de Dieu, mais dans son chant elle se tient aussi avec la fierté, la certitude et la présence physique des autres femmes importantes des histoires bibliques.

**R annonce, commente et explique les histoires qui vivent dans le mur. Elle chante l'action**

Dans la première et la troisième scène de l'opéra (« Le Siège » et « La Tour »), des histoires précises sont rappelées, et le *luogo* est d'abord Jéricho, puis Babel. A d'autres moments, cela peut être Jérusalem, la ville de l'espoir et du conflit, de la pierre blanche et du sang. Mais *luogo* a également un autre sens, en ce que « le lieu » est l'un des traditionnels substitués juifs au nom imprononçable de Dieu. *Cronaca del luogo* est aussi une « Chronique de Dieu », ou plus particulièrement une mise en doute de la présence de Dieu, un centre de repos et d'aspiration, un mur sur la piazza des caprices humains.

L'œuvre, qui est structurée en cinq épisodes, commence par un prologue, dont le premier son est un accord calme, qui varie lentement et qui émane des instruments à vent du mur. Les vents dominent l'orchestre tout du long (...), avec simplement dix cordes, deux percussionnistes et un clavier électronique. D'un côté, cet orchestre (...) a un rôle atmosphérique et évocateur, suggérant une société ancienne et des rites tels que la fanfare. Mais, en même temps, le son du vent est le son vocal devenu inarticulé (ou, d'un point de vue musical, superarticulé), et les vents peuvent engendrer, soutenir ou émerger des chœurs de chanteurs ou l'intérieur du mur et, souvent, sur

la piazza. C'est ce qui se passe au début, quand l'accord de l'orchestre donne naissance au premier son vocal (sur la voyelle « o »), puis au premier mot : « *Notte* » (« Nuit »). Le chœur dédoublé, du mur et de la piazza, enfle jusqu'à son apogée et s'apaise, après quoi R entre chanter sa première aria, répercutée par le mur, dans laquelle elle somme la nuit d'« enflammer le souvenir ». L'orchestre s'élève en rafales. Elle pénètre dans le mur. Black-out.

Une lumière aveuglante et la violence des cordes de l'orchestre amorcent la première scène. Deux hommes dans le mur – une basse et un ténor, chacun accompagné par une clarinette basse – chantent l'amour, et un messager apparaît, pour être envoyé par R, à présent plus ou moins dans le rôle de Rahab. La piazza se remplit de monde, dont un Général (une généralisation de Josué, basse) et Phaniel (le nom étant celui d'un ange, ténor). Leur dialogue commence par suivre un passage à la fin du *Livre de Josué* (5) : Phaniel ordonne au Général de retirer ses sandales car c'est un lieu saint. Le Général pousse son cri de guerre, s'élevant avec l'orchestre dans un fortissimo, puis Phaniel, accompagné d'accords immobiles, diaphanes, demande qu'aucun arbre ne soit détruit. La musique revient à une clameur chorale et orchestrale, tandis que la foule simule le contournement des murs de Jéricho par les Israélites. Le Général revient déclarer une victoire, maudissant quiconque oserait rebâtir sur les ruines de la ville. R achève la scène avec une complainte, au son de tranquilles trémolos joués par un violon et un alto solos, d'un bourdonnement au clavier et d'un soutien délicat des vents.

La deuxième scène, « *Il campo* » (« Le Champ »), s'ouvre sur une nouvelle aria par R qui commence à chanter les prémonitions, d'un ton intime mais ferme. Orvid vient à elle, associé à une flûte alto. Orvid est interprété par une mezzo-soprano (Monica Bacelli). Son nom est un composé d'Orphée et de David, mais le personnage, selon la librettiste, est « *l'alter ego poétique* » de R. Ils chantent ensemble, puis l'orchestre atteint un point culminant avant qu'un Homme Sans Age n'arrive sur la



GUY VIVIEN

« *Cronaca del luogo* », le nouvel opéra du compositeur italien Luciano Berio, sera l'un des points forts du Festival de Salzbourg où il sera créé le 24 juillet.

piazza poursuivi par des enfants. Il prédit des pluies torrentielles. Le chœur du mur riposte doucement à la fin, annonçant des averses de sang sur la pierre.

Au début de la troisième scène, le mur est dans la pénombre et le jour se lève sur la piazza. Nino (c'est-à-dire Nemrod, traditionnellement associé à la construction de la Tour de Babel) entre et chante, d'une façon de plus en plus exaltée, de plus en plus extravagante, frappant dans ses mains et vocalisant, accompagné par des trombones, des tubas et des cordes graves la piazza commence à se remplir d'ouvriers et de contremaitres, parmi lesquels Abulafia (tromboniste) et Sapir (trompettiste), nommés d'après un mystique du XIII<sup>e</sup> siècle et un érudit du XX<sup>e</sup> siècle, tous deux fascinés par la nature et les capacités du langage. Nino s'obstine à encourager le chœur ; une Femme Qui Souffre donne naissance à un enfant et chante un avertissement, mais la construction frénétique continue et la musique continue, accélérée et s'excite. Le chœur de la piazza se sépare en deux factions, les justes et les idolâtres (qui portent des masques et des costumes d'animaux), Nino sautillant d'un groupe à l'autre. Pour finir, la frénésie du travail se transforme en fureur

d'agressivité, qui grossit en une tempête linguistique de syllabes et de mots dans différentes langues, puis disparaît dans la pénombre sur le mot-clé, hébreu, de *Shibboleth*, prévu ici pour servir de mot de passe.

La quatrième scène (« La Maison ») est un mouvement choral et orchestral soutenu dans un tempo invariable de thèmes rapides et minimalistes. R est sur la piazza à côté de l'arbre, passive et silencieuse. Le texte choral apporte un commentaire ou une interrogation, dont l'objet est le contenu des scènes précédentes et la vraie nature de R. Le mur est illuminé de l'intérieur comme s'il s'agissait d'un immeuble. Des personnes en sortent, silencieuses, tandis que les voix du mur continuent leur murmure de sons, enflant vers l'apogée. Le mot de la fin est à nouveau *Shibboleth*.

A cette longue nuit succède le jour, pour la scène finale qui s'ouvre avec une musique douce et lente pour l'orchestre et inarticulée pour le chœur du mur. Toutes sortes de personnes viennent sur la piazza, dont trois musiciens (violon, clarinette, accordéon), observés par R, dont l'aria prémonitoire retrouve une résonance dans les instruments et les voix du mur. Deux ouvriers arrivent pour mesu-

rer le mur et la piazza, suivis d'Orvid et de Phaniel. R se lance dans une aria dramatique, par laquelle elle prédit un désastre et exhorte à la fuite. Les enfants reviennent, guidant à présent l'Homme Sans Age. Un Maire entre, accompagné de sinistres « visiteurs » en bottes et imperméables qui semblent prendre possession de la piazza. Les gens font la queue comme pour aller – ou être emmenés – quelque part, et R les enjoint de chanter, même sans remuer leurs lèvres, de s'asseoir sur les ruines et de chanter. Le chœur rassemblé est désormais sur la piazza et chante, sur des paroles en partie empruntées à Paul Celan (source également, comme Marina Tsvetaieva, de certaines arias de R) : « *Flûte, double flûte de la nuit, enflamme la question, dans la nuit, personne ne répond, dans le vent de la nuit, puis vient le feu, et après le feu la voix d'un long silence. Mets ton drapeau en berne, mémoire. Aujourd'hui et à jamais.* »

**Paul Griffith**  
*Adaptation d'un texte publié par le Festival de Salzbourg dans son programme général. Traduit de l'anglais par Judith Silberfeld.*

★ **Cronaca del luogo**, Les 24, 27, 31 juillet et 3 août.

## AU PROGRAMME

### THÉÂTRE

● **Faust version 3.0**, une performance de La Fura dels Baus d'après les *Faust 1* et 2 de Goethe (en espagnol). Les 25, 26, 27, 28 et 29 août. De 100 F à 300 F (15,24 à 45,73 €) environ.

### OPÉRA

● **Cronaca del luogo**, de Luciano Berio, sur un texte de Talia Pecker-Berio. Avec Hildegard Behrens (R), Frode Olsen (Général), Matthias Klink (Phaniel), David Moss (Nino), Monica Bacelli (Orvid), Urban Malmberg (un homme), Klangforum Wien, Tempo Reale (technique), solistes, Chœur Arnold Schoenberg et Petits Chanteurs de Tolz, Sylvain Cambreling (direction), Claus Guth (mise en scène),

Christian Schmidt (décors et costumes), Erwin Ortner (chef de chœur). Les 24, 27, 31 juillet et 3 août. De 400 F à 2 200 F (60,97 à 335,36 €) environ.

● **Les Boréades** (voir page 34).

● **Doktor Faust** (voir page 35).

● **La Damnation de Faust**, d'Hector Berlioz (en français). Avec Vesselina Kassarova, Paul Groves, Willard White, Andreas Macco, Staatskapelle de Berlin, Orfeon Donostiarra de Saint-Esteban, Petits Chanteurs de Tölz, Sylvain Cambreling (direction). Les 19, 21, 23, 25, 27 et 29 août. De 300 F à 2 100 F (45,73 à 320,12 €) environ.

● **Don Giovanni**, de Mozart. Avec Dmitri Hvorostovsky, René Pape, Karitta Mattila, Barbara Frittoli, Maria Bayo, Robert Lloyd, Bruce Ford, Detlef Roth, Chœur de l'Opéra de Vienne, Orchestre philharmonique de Vienne, Lorin Maazel (direction). Luca Ronconi (mise en scène), Margherita Palli (décors), Marianne Glittenberg (costumes), Konrad Lindenberg (lumière), Giuseppe Frigeni (chorégraphie). Les 5, 8, 11, 15, 18, 21 et 29 août. De 150 F à 2 100 F (22,86 à 320,12 €) environ.

● **La Flûte enchantée**, de Mozart. Avec Franz Josef Selig, Michael Schade, Ilya Levinsky, Wolfgang Schöne, Laura Alkin, Dorothea Röschmann, Gunnell Bohmann, Norine Burgess, Natela Nicoli, Olga Schalaewa, Matthias Goerne, Andreas Conrad, solistes des Petits Chanteurs de Tolz, Freyer Ensemble, Chœur de l'Opéra d'Etat de Vienne, Orchestre philharmonique de Vienne, Christoph von Dohnanyi (direction). Achim Freyer (mise en scène, décors et costumes), Kurrüdiger Wogatzke (lumière). Les 28, 31 juillet, 4, 6, 8, 11, 14, 18, 21 et 25 août. De 300 F à 1 800 F (45,73 à 274,39 €) environ.

● **Don Carlo**, opéra de Verdi (sous-titres en français). Avec Ferruccio Furlanetto, Sergei Larin, Carlos Alvarez, Robert Lloyd, Marina Mescheriakova, Olga Borodina, Ilya Levinsky, Chœur de l'Opéra d'Etat de Vienne, Orchestre philharmonique de Vienne, Lorin Maazel (direction). Herbert Wernicke (mise en scène, décors et costumes), Albrecht Puhlmann (dramaturgie). Les 13, 17, 20, 22 et 26 août. De 150 F à 2 100 F (22,86 à 320,14 €) environ.

● **Lulu**, opéra d'Alban Berg, achevé par Friedrich Cehra (sous-titres en français). Avec Christine Schäfer, Hanna Schwarz, Debora Beronesi, Werner Rehm, Robert Gambill, John Bröcheler, David Kuebler, Theo Adam, Staatskapelle de Berlin, Michael Gielen (direc-

tion). Peter Mussbach (mise en scène et décors), Andrea Schmidt-Futterer (costumes), Konrad Lindenberg (lumière). Les 20, 22, 26 et 28 août. De 100 F à 2 100 F (15,24 à 320,14 €) environ.

● **La Kovanschina**, de Modest Moussorgski. Version concertante en russe. Troupe, Chœur et Orchestre du Théâtre Marie de Saint-Petersbourg, Valery Gergiev (direction). Le 29 juillet. De 250 F à 1 250 F (38,11 à 190,56 €) environ.

### CONCERTS

● **Next Generation**, concerts consacrée à Georg Friedrich Haas et à des compositeurs choisis par lui (Schreker, Scelsi, Wyschnegradsky, Webern, Tenney), interprétés par Robyn Schulkowsky, Pierre Stéphane Meuge, l'Ensemble Klangforum de Vienne, Sylvain Cambreling et Johannes Kalitzke (direction). Les 28 juillet et 12 août. De 25 F à 100 F (3,8 à 15,24 €).

● **Concerts de l'Orchestre philharmonique de Vienne**. Œuvres de Richard, Johann et Josef Strauss, par Andras Schiff (piano), Bernard Haitink (direction) : les 29 et 30 juillet. **Cinquième Symphonie** de Schubert et **Première Sérénade** de Brahms, Riccardo Muti (direction) : les 2, 3 et 4 août. **Prélude et Mort d'Isolde** de Wagner, **Neuvième Symphonie** de Bruckner, Jessye Norman (soprano), Seiji Ozawa (direc-

tion) : les 14 et 15 août. **Grabstein für Stefan**, op. 15c de Kurtag et **Deuxième Symphonie** de Mahler, par Juliane Banse (soprano) et Birgit Remmert (mezzo-soprano), Chœur de l'Opéra de Vienne, Simon Rattle (direction) : les 28 et 29 août. De 50 F à 1 250 F (7,62 à 190,56 €) environ.

● **Concerts d'Orchestres et de chœurs**. Cecilia Bartoli (mezzo-soprano), Orchestre de l'Age des Lumières, Sir Simon Rattle (direction) : les 2 et 6 août. Cage, Berio, Gadenstätter, par Kim Kashkashian (alto), Orchestre de la Radio de Vienne, Dennis Russel Davies (direction) : le 17 août. **Premier et Second Concertos pour piano** de Chopin, par Krystian Zimerman (piano et direction) et un Ensemble instrumental : le 21 août. **Concerto** de Mendelssohn et **Septième Symphonie** de Mahler, par Gil Shaham (violon), l'Orchestre philharmonique d'Israël, Zubin Mehta (direction) : le 23 août. Martucci, Elgar, Busoni, Respighi, par l'Orchestre philharmonique de la Scala, Riccardo Muti (direction) : le 25 août. Richard Strauss et Schoenberg, par Karita Mattila (soprano), l'Orchestre philharmonique de Berlin, Claudio Abbado (direction) : le 27 août. **Concerto pour flûte et harpe** de Mozart et **Neuvième Symphonie** de Mahler, par Emmanuel Pahud, Marie-Pierre Langlamet, l'Orchestre philharmonique de Berlin, Claudio Abbado (direction) : le 28 août. **Symphonie chorale n° 5 en douze parties**, de Phi-

lipp Glass, par Dawn Upshaw, Lorraine Hunt, Michael Shade, Eric Owens, Franz Josef Selig, Chœurs d'enfants de la Radio hongroise, Orfeon Donostiarra, Orchestre symphonique de la radio de Vienne, Dennis Russel Davies (direction) : le 28 août. De 50 F à 900 F (7,62 à 137,2 €).

● **Progetto Pollini II**. **Missa Prolatione** d'Ockeghem, **Trame d'ombre** de Manzoni. **Sonate « Hammerklavier »** de Beethoven : le 1<sup>er</sup> août. **Messe de l'homme armé** de Josquin Després, **Poll de Donatoni**, **Clavierstücke op. 23** de Schoenberg, **Grande Sonate op. 14** de Schumann : le 6 août. **Messe de Notre-Dame** de Machaut, **Trois Chansons de Charles d'Orléans** de Debussy, **Trois Chansons de Ravel**, **Etudes** de Debussy, **Pensieri Canuti** de Guarneri : le 10 août. **Madrigaux** de Marenzio, **Fantasia XI**, **Caprice chromatique**, **Toccata chromatique** de Frescobaldi, **Sarà dolce tacere, Ha venido...**, **sofferte onde serene...** de Nono, **Madrigaux** de Monteverdi : le 14 août. **Quintette** de Schoenberg, **Quintette pour piano et vents** de Mozart, **Six Quatuors brefs** de Sciarrino, **Quatuor avec piano en sol majeur** de Mozart : le 18 août. **Stabat mater** de Palestrina, **Pièces pour soprano et flûte**, **Circles** de Berio, **Quatuor à cordes op. 132** de Beethoven : le 22 août. **Quatuor (1955)** de Maderna, **Retocolo** de Clementi, **Quartetti Gramci** de Bussotti, **Madrigaux** de Monteverdi : le 26 août. Par Maurizio Pollini

(piano et clavecin) et ses invités. De 50 F à 600 F (7,62 à 91,47 €) environ.

● **Accademia pianistica d'Imola**. **Klavierstücke V et IX**, de Stockhausen, **Nocturnes**, de Sciarino, **Vers la flamme**, de Scriabine, **Gaspard de la nuit**, de Ravel, **L'Isle joyeuse**, de Debussy, par Daniele Pollini (piano). **Nocturne**, **Arabesques n° 1 et 2**, **Le Tombeau de Couperin**, de Ravel, par Roberto Cominati (piano). **Indianisches Tagebuch**, de Busoni, **Premier Livre des Préludes**, de Debussy, **Incises**, de Boulez, par Gianluca Cascioli (piano), **Sonate pour piano**, de Berg, **Sonate n° 10**, de Scriabine, **Sonatina Secunda**, de Busoni, **Sonate n° 3**, de Hindemith, par Enrico Pace. **Récitals** donnés le 7 août, à 16 h 30, 18 heures, 19 h 30 et 21 heures. De 25 F à 300 F (3,8 à 45,73 €) environ.

● **Cycle Strauss et Mozart...** et **Strauss**. Œuvres de Johann Strauss/Berg, Johann Strauss/Webern, Johann Strauss/Schoenberg, Richard Strauss et Mozart, par Daniel Pyatt (cor), Maurice Bourgue, Camerata Academica de Salzbourg, Sir Roger Norrington (direction) : les 30 juillet, 5 et 8 août. De 50 F à 900 F (7,62 à 137,20 €) environ.

● **Musique de chambre**. **Variations sur la Flûte enchantée**, **Sonate op. 102 n° 2** de Beethoven, **Pièces pour violoncelle et piano**, de Webern, **Sonate pour arpeggione et clavier**, de Schubert, par Heinrich Schiff (violoncelle), Till Fellner (piano) : le 15 août. Et concerts de Salvatore Accardo (violin) et Bruno Canino (piano), le 24 août ; du Quatuor Arditti, le 25 et du Wiener Kammerensemble, le 27. De 50 F à 450 F (7,62 à 68,60 €) environ.

● **Récitals et soirées de lieder**. Olaf Bär (baryton), Andrea Eckert (récitant), Helmut Deutsch (piano) : le 26 juillet. Franz Hawlata (basse), Leonard Hokanson (piano) : le 4 août. Jessye Norman (soprano), le 6 août. Radu Lupu (piano) : le 9 août. Elisabeth Leonskaja (piano) : le 11 août. Hildegard Behrens (soprano), Ken Noda (piano) : le 14 août. Dawn Upshaw (soprano), Jérôme Ducros (piano) : le 16 août. Alfred Brendel (piano) : le 16 août. Margjana Lipovsek (mezzo-soprano), Radu Lupu (piano) : le 18 août. Matthias Goerne (baryton), Alfred Brendel (piano) : le 23 août. De 50 F à 600 F environ, sauf Jessye Norman de 100 F à 900 F (15,25 à 137,20 €).

★ **Renseignements et réservations** : Salzburger Festspiele, Postfach 140-5010, Salzbourg, Autriche. info@salzburgerfestival.at Site : http://www.salzburgerfestival.at

## CARNET DE VOYAGE

● **AVION**. La compagnie Air France, en association avec Tyrolean, assure un vol quotidien Paris-Roissy-Salzburg (sauf le samedi) : tarif « *Tempo 4* », 1 856 F, 232 € (nuit du samedi obligatoire et réservation au moins 14 jours à l'avance). Également plusieurs vols quotidiens Air France, de Paris, Nice et Lyon, vers Munich (à partir de 1 536 F, 192 €, « *Tempo 4* »), métropole située à une heure trente de voiture de Salzbourg et reliée en minibus de 8 passagers, sur réservation pour sa part des vols vers Salzbourg, via Munich ou Francfort, au départ de Paris, Mulhouse, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice, Strasbourg et Toulouse, à prix unique : 1 900 F, 237 €. Des formules « *avion-hôtel* » signées Austro-Pauli (à partir de 3 000 F, 375 €, avec transferts et deux nuits sur

place, durant le festival), mais aussi Donatello, Jet Tours, Visit Europe, Frantour, etc., sont proposées dans les agences de voyage.

● **FORFAITS OPÉRA**. La Fugue (tél. : 01-43-59-10-14), annonce quatre programmes, du 4 au 30 août, durant le Festival d'été. Chacun de ces forfaits (5 ou 6 nuits sur place) inclut respectivement 5 ou 6 représentations. L'une de ces formules, exclusivement lyrique, offre des places réservées pour *La Damnation de Faust*, *Don Carlo*, *La Flûte enchantée*, *Lulu*, *Doktor Faust* et *Don Giovanni*, du 19 au 25 août, de 17 550 F (2 675 €), à 27 950 F (4 260 €). Premier prix des forfaits à 13 600 F, 2 073 €, du 4 au 9 août. Ces tarifs comprennent le transport aérien, de Paris, les transferts, le logement avec petits déjeuners, les spectacles (places de 2<sup>e</sup> catégorie, ou supplément de 2 000 F (305 €), à 3 300 F (503 €), pour une

première catégorie) et les assurances. Les tarifs varient selon l'hôtel retenu parmi trois établissements sélectionnés. Sur place, en permanence, une personne se charge de l'accueil, des réservations dans les restaurants, ou toutes sortes d'excursions, voire des visites exceptionnelles.

● **INFORMATION**. La Maison de l'Autriche, tél. : 01-53-83-95-20, minitel 3615 Autriche renseigne et envoie gracieusement les brochures : *Curiosités du Pays de Salzbourg*, *Vacances à la ferme et chez l'habitant*, etc. Deux cartes « *pass* » multi-accès dans les transports et les musées, *Salzburg Card et Salzburg Plus Card* (avec en sus réservation d'hébergement) sont disponibles sur simple demande. Offices du tourisme de Salzbourg : tél. : 00-43-662-88-98-70, et du Pays de Salzbourg, tél. : 00-43-662-66-880.

Florence Evin



DISPARITION

# Jean-Marie Bouvaist

## La passion de l'édition

**JEAN-MARIE BOUVAIST**, spécialiste des « métiers du livre », est mort lundi 17 mai à l'âge de soixante-six ans. Il avait commencé sa carrière dans plusieurs maisons d'édition, en particulier à Présence africaine. A la fin des années 60, il rejoint le Cercle de la librairie pour prendre la responsabilité des « Cours du Cercle », formation professionnelle pour les candidats à l'édition et à la librairie créée au début de ce siècle. En 1971, avec l'adoption de la loi sur la formation professionnelle, il est l'un des fondateurs de l'Asfofed et de l'Asfored, qui vont se substituer à ces « Cours ». Soucieux de former de nouvelles générations, il quitte ses fonctions pour créer à Villetaneuse (Paris-XIII) la première formation universitaire à destination de l'édition. Enfin, voilà quelques années, il prenait la direction, à l'intérieur de l'IUT d'Aix-en-Provence, d'une section spécialisée dans les métiers du livre.

NOMINATIONS

**PAUVRETÉ ET EXCLUSION**  
**Marie-Thérèse Join-Lambert**, inspecteur général des affaires sociales, a été nommée présidente de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion, par arrêté publié au *Journal officiel* du 13 mai.

[Née en octobre 1936, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, Marie-Thérèse Join-Lambert a été directrice des études et du conseil professionnel à l'Agence nationale pour l'emploi (1974-1977), chargée de mission auprès du rapporteur général, puis rapporteur adjoint du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) de 1977 à 1981, avant d'être chargée de mission au cabinet du premier ministre Pierre Mauroy (mai-juin 1981). Chef du service des affaires sociales (1981-1982), vice-présidente du groupe de stratégie industrielle « organisation du travail industriel » au commissariat général du Plan (1982-1985), elle a été nommée inspecteur général des affaires sociales au tour extérieur en juin 1985 et a présidé le conseil d'administration du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) de 1985 à 1988. Conseillère technique au cabinet du premier ministre Michel Rocard (1988-1989), elle est ensuite chargée d'une mission d'expertise et de conseil sur l'ANPE par Pierre Bérégoz, alors ministre de l'économie, des finances et du budget et Michel Charasse, alors ministre délégué chargé du budget en juin 1989. Marire-Thérèse Join-Lambert, qui est membre du Haut Conseil de la population et de la famille depuis mars 1996, a été chargée, en janvier 1998, par le premier ministre, Lionel Jospin, d'une mission sur la pérennisation des cellules départementales d'urgence et l'examen des conditions d'articulation entre les systèmes d'indemnisation du chômage et la solidarité nationale, d'une part, et entre les minima sociaux, d'autre part.]

EQUIPEMENT

**Patrick Gandil**, ingénieur en chef des ponts et chaussées, a été nommé directeur des routes au ministère de l'équipement, des transports et du logement, lors du conseil des ministres de mercredi 19 mai. Il remplace Christian Leyrit, récemment nommé préfet de la Charente-maritime.

[Né en mars 1956, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur en chef des Ponts et chaussées, Patrick Gandil a été successivement chef de l'arrondissement fonctionnel et opérationnel de la direction départementale de l'équipement de la Haute-Saône (1981-1984), directeur de l'enseignement à l'Ecole nationale des ponts et chaussées

Parallèlement, sa passion de l'édition l'a amené à devenir chercheur dans un domaine jusque-là peu exploré, celui de la socio-économie du livre. Il est ainsi l'un des premiers à réfléchir sur les mutations en cours de l'édition et du « système livre » dans son ensemble, bien conscient que la période des « Trente Glorieuses de l'édition » qui ont marqué ce secteur depuis la fin de la seconde guerre mondiale était terminée.

Ses nombreuses publications (dont le célèbre *Pratiques et métiers de l'édition*, paru pour la première fois en 1986 aux Editions du Cercle de la librairie) ont contribué de façon décisive à enrichir la réflexion et la pratique des acteurs du livre qui, comme lui, veulent une édition créatrice, plurielle, adaptant sans cesse son offre, ses analyses et ses méthodes à un environnement heureusement toujours en mouvement.

*Jean-Guy Boin*

(1984-1988), chargé de mission pour la décentralisation auprès du directeur du personnel du ministère de l'équipement (1988-1989) et chef de la sous-direction des services et de la décentralisation à cette même direction (1989-1994). Directeur départemental de l'équipement du Val-d'Oise (1994-1995), puis directeur adjoint du cabinet de Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation (1995-1997), Patrick Gandil était depuis septembre 1997 chef du service des bases aériennes à la direction générale de l'aviation civile.]

SANTÉ

**Jean-Pierre Contis**, inspecteur des affaires sociales, a été nommé directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Auvergne, lors du conseil des ministres de mercredi 19 mai.

[Né en mai 1946, diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, docteur en droit, et ancien élève de l'Ecole nationale de santé publique, Jean-Pierre Contis a été assistant du directeur général du centre hospitalier régional de Bordeaux (1971-1972), directeur général du centre hospitalier de la ville d'Orthez (1973-1976), avant d'être directeur de formation (1977-1980), puis directeur adjoint des ressources humaines (1980-1984) et directeur du groupe de neurocardiologie des hôpitaux publics de la Ville de Lyon (1984-1986). Jean-Pierre Contis, qui a présidé le fonds de formation des hôpitaux publics entre 1981 et 1986 et dirigé le comité de gestion des œuvres sociales des hôpitaux publics de 1986 à 1991, fut nommé inspecteur des affaires sociales en 1991. Depuis octobre 1995, il était conseiller pour les affaires sociales près l'ambassade de France à Madrid.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 19 mai est publié :

● **Sexes** : un avis de parution à la Documentation française de l'ouvrage *l'Encadrement supérieur de la fonction publique*, portant sur l'inégalité des hommes et des femmes dans la haute fonction publique, d'Anne-Marie Colmou (*Le Monde* du 18 février) ; 170 pages, 111,51 francs (17 euros).

Au *Journal officiel* du jeudi 20 mai sont publiés :

● **Corse** : un décret par lequel Gérard Pardini, sous-préfet, ancien chargé de mission, faisant office de directeur de cabinet, auprès de l'ancien préfet de Corse, Bernard Bonnet, est placé hors cadre ; un décret par lequel Jean-Frédéric Lamouroux, directeur du cabinet de Jean-Pierre Lacroix, ancien préfet du Val-d'Oise, est nommé, à compter du 10 mai, directeur du cabinet de ce dernier, devenu préfet de Corse et de la Corse-du-Sud.

AU ROYAUME DES PERLES

De son dernier voyage, cet importateur a rapporté des perles noires de Tahiti et blanches du Japon. Au fil de vos envies, il effectue le montage que vous souhaitez, du plus classique au plus sophistiqué. Un choix étonnant à prix importateur.

**Les Ateliers Tamalet, Paris (10è)**  
**01.42.00.21.71**

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

**Manuel, Nathalie, Benjamin et Ugo VALLS** sont heureux d'annoncer la naissance de

**Joachim et Alice,**

le 20 mai 1999.

7, rue du Temple, 95100 Argenteuil.

Anniversaires de naissance

– Paris. Bonsecours. Cambes.

22 mai en 9, vingt ans.

Chère **Anne-Sophie,**

bon anniversaire.

Que ta vie soit un beau voyage. Nous t'embrassons tous.

– 21 mai 1980-21 mai 1999.

Dix-neuf ans déjà...

Très bon anniversaire à

**Daniel BENSOUSSAN.**

Jusqu'à cent vingt ans.

Béatrice et Stéphane.

– Pour tes soixante-quinze ans.

Bon anniversaire,

**Papé !**

Emmanuelle, Hervé, Camille, Charlotte, Clémentine, Louis et Nana.

Décès

– Simone Benoit, Claude Benoit, Christiane et Francis Kuten, Dominique et Catherine Benoit-Arsène, Pascale Benoit, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

**Gaston BENOIT**, instituteur (Huiroon, Reims), responsable dans la Marné des Eclaireurs et Eclaireuses de France et du Parti socialiste unifié, prisonnier de guerre au camp des aspirants de Stablack,

survenu à Perpignan, le 9 mai 1999, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu, le 12 mai, au crématorium du Canet.

4, rue des Vignes, 66680 Canohés.

– Christiane Kuten, Club Dire et Faire/Convaincre, membre du conseil municipal de Reims (groupe socialiste) a le regret de faire part du décès de son père,

**Gaston BENOIT,**

survenu le 9 mai 1999.

33, rue Brunet, 51100 Reims.

– Le président de l'université Paris-XIII, Le directeur, Et les personnels de l'UFR-IUP des sciences de la communication, ont la douleur de faire part du décès de

**Jean-Marie BOUVAIST**, écrivain, professeur des universités, fondateur des filières « Métiers du livre » IUP et DESS,

qu'il a dirigées durant de très longues années.

Ils saluent sa mémoire et s'associent au deuil de sa famille et de ses proches.

– Les étudiants, Et les enseignants de la filière « Métiers du livre » de l'UFR LACS de l'université de Provence font part avec regret du décès de

**Jean-Marie BOUVAIST,**

qui a été à l'origine de cette filière, et s'associent à la douleur de sa famille et de ses proches.

(Lire ci-contre)

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE

**Parution lundi daté mardi**

► **TARIF ABONNÉS : FORFAIT 5 LIGNES** (26 caractères ou espaces par ligne)

2 Parutions : **430 F TTC / 65,55 €**

4 Parutions : **600 F TTC / 91,46 €**

100 F TTC / 15,24 € la ligne suppl.

- Bouclage vendredi 12 h. -

☎ **01.42.17.39.80**

**Fax : 01.42.17.21.36**

– M<sup>me</sup> Gibert Elkouby, M. et M<sup>me</sup> Albert Elkouby et leurs filles, M. et M<sup>me</sup> Jean Dorel, M<sup>me</sup> Joseph Elkouby, M. et M<sup>me</sup> Jean-Maurice Elkouby et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Gibert ELKOUBY,**

le 18 mai 1999, dans sa soixante-treizième année.

Les obsèques ont eu lieu le 20 mai.

3, square Auguste-Renoir, 75014 Paris.

– Monique et Jean-Pierre Radenne, ses enfants, Anne-Sophie et Benoît Radenne, ses petits-enfants, Les familles Placet, Fligny, Granier, ont la douleur de faire part du décès du

**docteur Louis PLACET,**

survenu le 16 mai 1999, à Thionville.

3, rue Leconte-de-Lisle, 75016 Paris.

– Le Père provincial de la Compagnie de Jésus, Ses compagnons jésuites, Et les membres de sa famille, recommandent à vos prières le

**Père André RAVIER SJ,** ancien provincial de Lyon,

décédé le 19 mai 1999, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

La messe des funérailles sera célébrée le mardi 25 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres, Paris-6<sup>e</sup>. Inhumation au cimetière du Montparnasse.

– Sa famille, Et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

**Noël TSAKYRELLIS,**

le 14 mai 1999, dans sa cinquantième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 19 mai, au cimetière d'Alfortville.

– Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

**Jean VEYRIERES,** ancien interne des Hôpitaux de Paris,

survenu le 19 mai 1999.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le samedi 22 mai, à 10 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès

– Il y a dix ans, le 22 mai 1989,

**Michelle ALEXANDRE** nous quittait.

Nous ne l'oublions pas.

– Le 22 mai 1980, disparaissait

**Robert CATALAN.**

Que tous ceux qui ont connu le résistant, l'ami ou simplement l'homme aient une pensée pour lui.

*« D'où vient qu'un grand oiseau semble ainsi se couper les ailes et le navire s'alourdir jusqu'à peut-être ne plus pouvoir quitter le port ? Sommes-nous téméraires, mal venus de désirer autre chose ? »*

**Georges MOREL,** 14 juin 1920 - 22 mai 1989.

– Il y a un an,

**Danielle PACANOWSKI**

nous quittait.

Merci à tous ceux qui en gardent vivant l'affectueux souvenir.

Conférences

– Point de rencontre de toutes les cultures et toutes les religions, les valeurs humaines sont l'antidote naturel de la violence, le fondement des droits de l'homme. L'Association pour les valeurs humaines vous invite à une conférence qui sera donnée par Sri Sri Ravi Shankar, le mardi 25 mai, à 20 heures, sur le thème : « Les valeurs humaines et les droits de l'homme pour le XXI<sup>e</sup> siècle », au Palais des congrès d'Issy-les-Moulineaux (PACT), 25, avenue Victor-Cresson, Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), métro Mairie-d'Issy. Entrée libre.

**SOUTENANCES DE THÈSE**  
**83F TTC - 12,65 €** la ligne  
 Tarif Etudiants 99

## TARIF CARNET 1999

**Tarif à la ligne : 136 F TTC - 20,73 €**  
**Tarif abonnés : 118 F TTC - 17,98 €**  
**Tél. : 01-42-17-39-80 – Fax : 01-42-17-21-36**

Débats

JE SUIS VIVANTE ET JE VOUS AIME  
 Film de **Roger Kahane**  
 Quatre fois primé

**Mardi 25 mai 1999, à 20 h 45**  
 Suivi d'un débat animé par **Ivan LEVAI** et présenté par le professeur **Bernard KANOVITCH**, ancien président des « Enfants cachés », avec **Jérôme DESCHAMPS, Roger KAHANE, Jean-Michel ROSENFELD** et **Yasmina REZA**.

Au Centre d'art et de culture, Espace Rachi, 39, rue Broca, 75005 Paris.  
 Réservations : 01-42-17-10-36/38/39.

Communications diverses

**ATLAS Journée de printemps**  
 « Il était une fois... Traduire le conte » à l'Institut culturel italien, 50, rue de Varenne, 75007 Paris, 10 heures-18 heures.  
 Informations : 01-45-49-18-95.

– Les amis, les élèves et les collègues de René Rémond, qui sera reçu à l'Académie française à l'automne, ont constitué, sous la présidence de Jean-Marcel Jeanneney, pour lui offrir son épée d'académicien, un comité (organisé par Denis Maraval, Anthony Rowley, Jean-François Sirinelli).

Les souscriptions sont reçues aux éditions Fayard, 75, rue des Saints-Pères, Paris-6<sup>e</sup>, sous forme de chèques bancaires libellés « Comité de l'épée de René Rémond » (jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1999).

**Associations**  
**communiquiez vos**  
**Assemblées**  
**générales**  
**tous les jours**  
**dans le Carnet**  
**Tarif à la ligne**  
**120 F TTC / 18,29 €**  
 ☎ **01.42.17.39.80**  
**Fax : 01.42.17.21.36**

**SCIENCES**  
**ET**  
**AVENIR**

**Un numéro exceptionnel à conserver**

**LE GUIDE**

**1000**

**médicaments**

**et leurs**  
**génériques**  
**passés au crible**

Sciences et Avenir sur AOL ou sur le Web à : <http://www.sciences-et-avenir.com>

souhaitez  
 la fête des mères  
 le 30 mai  
 dans le carnet

*Spécial*

**fête**  
 des  
**mères**

tarif: 83 F TTC la ligne  
 tel: 01 42 17 29 96  
 tel: 01 42 17 29 94  
 fax: 01 42 17 21 36







VENDREDI 21 MAI

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.20 Cuisine, révolutions de palais. Forum Planète
- 23.20 Télévision, un service public, pour quoi faire ? Forum Planète

MAGAZINES

- 18.30 Nulle part ailleurs. Spécial Cannes. Invités : Linda Fiorentino ; Anjelica Huston ; Tom Jones ; Takeshi Kitano. Canal +
- 19.00 Tracks. Arte
- 19.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. LCI
- 20.00 20 h Paris Première. Les touche à tout. Paris Première
- 20.15 Le Talk Show. Oliver Stone. LCI
- 20.50 Le Grand Hit. Les plus belles voix du moment. M 6
- 20.55 Thalassa. Le Visiteur d'Azov. France 3
- 22.00 Faut pas rêver. Cameroun : Les maîtres du feu. France : Le royaume du bricoleur. Australie : Le didjeridou des aborigènes. France 3
- 22.45 Bouillon de culture. Faut-il croire les prophéties de Nostradamus et de Malachie ? Invités : Jean-Charles de Fontbrune ; Roger Prévost ; Pierre Roudil ; Bernard Chevignard ; Michel Chomar. France 2
- 23.10 Sans aucun doute. Les litiges avec les avocats et notaires. TF 1

DOCUMENTAIRES

- 18.30 Le Cinématographe selon Terry Gilliam. [3/5]. Planète
- 19.35 Mémoires du XX<sup>e</sup> siècle, Hubert Beuve-Méry. [2/5]. Une conduite ridiculement morale. Planète
- 20.15 Palettes, la « Dame à la licorne ». Le sens des sens. Arte
- 21.15 Lieux mythiques. [10/20]. Ayers Rock. Histoire
- 21.30 Une nouvelle molécule pour les supraconducteurs. Planète
- 22.40 Grand format. Best Man. Arte
- 23.00 La III<sup>e</sup> République. [2/6]. 1879-1892. Histoire
- 23.45 Philippe Soupault et le surréalisme. [2/3]. Planète
- 0.35 La Case de l'Oncle Doc. C... comme Cinéma, Cannes, Chalais. [1/2]. France 3
- 0.45 Cinq colonnes à la une. Planète

SPORTS EN DIRECT

- 20.55 Handball. Tournoi de Paris-Bercy : France - Suède. Canal + vert

DANSE

- 20.00 La Fille mal gardée. Ballet. Chorégraphie d'Alicia Alonso. Par le ballet national de Cuba. Muzzik
- 21.45 Fall River Legend. Chorégraphie d'Agnes DeMille. Par le Danse Theatre of Harlem. Mezzo

MUSIQUE

- 20.59 Soirée la Femme et le Jazz. Muzzik
- 22.45 Les Deux Yeux d'Horus. Enregistré en Egypte, en 1998. Dir. Giuseppe Sinopoli. Mezzo
- 0.15 Mozart. La Symphonie n° 29. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Lorin Maazel. Mezzo

TÉLÉFILMS

- 20.30 Saint-Yves. Harry Hook. O. Festival
- 20.30 Voleurs d'enfance. Peter Kosminsky. TSR
- 20.45 La vie est un chantier. Wolfgang Becker. Arte
- 20.55 Peter Gunn. Blake Edwards. TMC
- 21.00 Les Complices. Serge Moati. O. France 2
- 21.00 Le Coup de l'oreillette. Glenn Jordan. O. Canal +

COURTS MÉTRAGES

- 0.25 La Prime. Pascal Lopez. France 3
- 2.00 Une journée tranquille à la fin de la guerre. Nikita Mikhalkov. France 2

SÉRIES

- 21.50 Father Ted. Le grand concours (v.o.). Canal Jimmy
- 22.55 X-Files. [1 et 2/2]. La colonie. M 6
- 0.05 Friends. The One where Ross Can't Flirt (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

- 18.45 Justin de Marseille. Maurice Tourneur (France, 1934, N., 95 min) O. Ciné Classics
- 21.00 Bye-Bye. Kárim Dridi (Fr. - Belg. - Sui., 1995, 100 min) O. Ciné Cinéma 2
- 21.00 A l'est d'Eden. Elia Kazan. Avec James Dean, Julie Harris (Etats-Unis, 1955, v.o., 115 min) O. Ciné Cinéma 3
- 21.05 Lone Star. John Sayles (Etats-Unis, 1995, 135 min) O. Ciné Cinéma 1
- 21.10 Au feu, les pompiers ! Milos Forman (Tchécoslovaquie, 1967, v.o., 90 min) O. Cinétoile
- 21.50 Né pour tuer. Robert Wise (Etats-Unis, 1947, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics
- 22.50 Salo. Pier Paolo Pasolini (Italie, 1975, 120 min) O. Paris Première
- 22.50 Docteur Cyclops. Ernest B. Schoedsack (Etats-Unis, 1940, 75 min) O. 13<sup>ème</sup> RUE
- 22.50 Hôtel des Amériques. André Téchiné (France, 1981, 90 min) O. Ciné Cinéma 2
- 23.25 L'Heure suprême. Frank Borzage (Etats-Unis, 1927, N., muet, 110 min) O. Ciné Classics
- 0.10 La Troisième Partie de la nuit. Andrzej Zulawski (Pologne, 1971, v.o., 105 min) O. Arte
- 0.25 Cinq soirées. Nikita Mikhalkov (Urss, 1979, v.o., 95 min) O. France 2
- 1.15 Monsieur Smith au Sénat. Frank Capra (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 130 min) O. Ciné Classics
- 2.40 Le Mari de la femme à barbe. Marco Ferreri (France - Italie, 1964, N., v.o., 80 min) O. Cinétoile



COLLECTION CHRISTOPHE L.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 18.25 Exklusiv.
- 19.05 Le Bigdil.
- 19.50 Clic & Net.
- 20.00 Journal. Invité : Chiara Mastroianni.
- 20.50 La Fureur.
- 23.10 Sans aucun doute. Les litiges avec les avocats et notaires.
- 1.00 Les Coups d'humour.

FRANCE 2

- 18.45 Les Z'amours de l'an 2000.
- 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
- 19.20 Qui est qui ?
- 20.00 Journal, Météo, Point route.
- 21.00 Les Complices. Téléfilm. Serge Moati. O.
- 22.45 Bouillon de culture. Faut-il croire les prophéties de Nostradamus et de Malachie ?
- 0.00 Journal, Météo.
- 0.20 Ciné-club. Cycle Nikita Mikhalkov. 0.25 Cinq soirées. Film. Nikita Mikhalkov (v.o.). O.
- 2.00 Une journée tranquille à la fin de la guerre. Court métrage. O.

FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour.
- 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.05 Fa Si La.
- 20.35 Tout le sport.
- 20.55 Thalassa. Le Visiteur d'Azov.
- 22.00 Faut pas rêver.
- 23.00 Météo, Soir 3.
- 23.30 Les Carnets du présent. Nicole Notat.
- 0.25 Libre court. La Prime. Pascal Lopez. O.
- 0.35 La Case de l'Oncle Doc. C comme Cinéma, Cannes, Chalais [1/2].

CANAL +

- En clair jusqu'à 21.00
- 18.30 Nulle part ailleurs. 19.29 Le Journal du Festival.
- 20.30 Allons au cinéma ce week-end.
- 21.00 Le Coup de l'oreillette. Téléfilm. Glenn Jordan. O.
- 22.25 On vous rappellera... O.
- 22.35 Contact. Film. Robert Zemeckis. O.
- 0.55 Opération Re Mida. Film. Jesus Franco (v.o.). O.

le Monde TELEVISION

ARTE

20.45 La Vie est un chantier Distingué par une mention spéciale au Festival de Berlin 1997, ce téléfilm de Wolfgang Becker décrit les pérégrinations tragi-comiques d'un jeune Berlinois, à la limite de la marginalité, dans le Berlin de l'après-réunification, et dont la vie, le travail et les relations amoureuses sont bouleversés. Un conte émouvant, drôle et acide, très bien interprété, notamment par Jürgen Vogel et Christiane Paul.

FRANCE 2

21.00 Les Complices Adapté par Serge Moati d'un des « romans de la destinée » de Simoneon, ce téléfilm raconte le processus d'autodestruction dans lequel s'enferme un notable quinquagénaire qui, ayant provoqué un accident de la route, est obsédé par le drame mais aussi par la crainte d'être identifié. L'interprétation subtile de Bernard Verley ne compense pas le manque d'épaisseur des personnages féminins.

ARTE

0.10 La Troisième Partie de la nuit Il s'agit du premier long-métrage d'Andrzej Zulawski (1971), après les deux films qu'il avait tournés pour la télévision. L'ancien élève de Wajda y révèle déjà les grand traits de son univers fantastique et mystique. La guerre sert de toile de fond à cette aventure mi-révée miréelle, où un homme évolue entre deux personnages féminins, joués par Malgorzata Braunek.

SAMEDI 22 MAI

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 12.10 et 17.10 Le Monde des idées. LCI
- 21.25 Architecture. New York, New York. Invités : Roland Castro ; Yann Arthus Bertrand ; Jean-Pierre Le Dantec ; Jean Castex. Forum Planète
- 23.20 Egypte, la mémoire des pierres. Invités : Pierre Bordreuil ; Jean Yoyotte ; Jean-Pierre Adam ; Philippe Brissaud. Forum Planète

MAGAZINES

- 13.45 Savoir plus santé. Opéré le matin, sorti le soir. Une journée pour la polyarthrite. La saignée comme remède. L'heure de la chimio. La chirurgie ambulatoire. Alzheimer : un jour à l'hôpital. Invité : Jean-Patrick Sales. France 2
- 14.15 Bouillon de culture. Balzac. Invités : Michel Butor ; Roger Pierrot ; Nadine Satiat. TV 5
- 17.05 Reflets, images d'ailleurs. La femme, l'Etat, les structures. L'élection de « Miss Congo démocratique » à Bruxelles. Qui fait ça : Mariage forcé. TV 5
- 17.30 Envoyé spécial, les années 90. Kremlin les coulisses. Au nom de la forme. Histoire
- 17.55 Courts particuliers. Spécial palme d'or du court métrage à Cannes. Paris Première
- 18.15 D'un monde à l'autre. Stérilité : les nouveaux apprentis sorciers. TV 5
- 19.00 Histoire parallèle. Semaine du 22 mai 1949 : Urss 1949, du travail ou du pain ? Arte
- 20.00 Rive droite, rive gauche. Spécial Cannes. Paris Première
- 20.35 Planète animal. La forêt inondée [1/2]. TMC
- 21.05 Thalassa. Au nom de l'empereur. TV 5
- 21.30 Planète Terre. Festin à Jérusalem. TMC
- 21.40 Métropolis. Spécial Cannes 99 : quelques aspects du festival. Arte
- 23.05 Paris dernière. Spécial Cannes. Paris Première
- 23.15 Tout le monde en parle. France 2

FRANCE 2

- 19.55 La Russie en guerre sainte. Odyssee
- 20.10 Le Feuilletton de la vie. Croisière sur le Nil. [1/8]. France 3
- 20.35 Le Cinématographe selon Terry Gilliam. [3/5]. Le corps à l'écran. Planète
- 20.45 L'Aventure humaine. Les Secrets de la mer Baltique. Arte
- 20.45 Les Nations unies, l'utopie à l'épreuve. Histoire
- 21.45 Mémoires du XX<sup>e</sup> siècle, Hubert Beuve-Méry. [2/5]. Une conduite ridiculement morale. Planète
- 21.45 James Dean, une carrière foudroyée. Canal Jimmy
- 21.45 Qui êtes vous, docteur Freud ? Odyssee
- 22.35 Cancer au féminin. France 3
- 22.40 Rodéo Girls. Planète
- 23.00 Benazir Bhutto, sur le fil du rasoir. Histoire
- 23.35 Une nouvelle molécule pour les supraconducteurs. Planète
- 0.00 Music Planet. Tota la Momposina. Arte

SPORTS EN DIRECT

- 13.25 Cyclisme. Tour d'Italie (8<sup>e</sup> étape) : Pescara - Gran Sasso. TSR
- 14.00 Rugby. Championnat de France. Demi-finale : Montferrand - Grenoble. Canal +
- 15.55 Football. Coupe d'Angleterre. Finale : Manchester Utd - Newcastle. Canal +
- 15.55 Handball. Tournoi de Paris-Bercy. France - Espagne. Canal + vert
- 16.45 Rugby. Championnat de France. Demi-finale : Toulouse - Bourgoin. France 2
- 17.00 Rugby à XIII. Championnat de France. finale : Villeneuve - Jérôme-Gaudens. Eurosport
- 20.00 Multifoot. Championnat de D 1 : 33<sup>e</sup> journée en multiplex. Canal +
- 3.00 Boxe. Championnat du monde WBC. Poids welters : Oscar De La Hoya (EU) - Obata Carr (EU). Super-plumes : Floyd Mayweather (EU) - Coyo Vargas (Mex). Canal +

MUSIQUE

- 17.25 Pavarotti et Abbado à Ferrare. Avec Luciano Pavarotti, ténor. Par le Chamber Orchestra of Europe, dir. Claudio Abbado. Mezzo
- 18.00 The Milt Jackson Quartet and Gary Burton. Enregistré en 1995. Muzzik

FRANCE 2

- 18.30 Les Deux Yeux d'Horus. Enregistré en Egypte, en 1998. Mezzo
- 19.00 Bruckner. Symphonie n° 8. Par l'Orchestre philharmonique de Munich, dir. Sergiu Celibidache. Muzzik
- 20.00 Mozart. La Symphonie n° 29. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Lorin Maazel. Mezzo
- 20.30 Un tramway nommé désir. Opéra d'André Previn. Par l'Orchestre de l'opéra de San Francisco, dir. André Previn. Mezzo
- 21.00 Métissages en Muzzik. New Morning, Paris 1997. Muzzik
- 23.15 Grieg. Concerto pour piano opus 16. Avec Arthur Rubinstein, piano. Par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. André Previn. Mezzo
- 23.30 Britten-Pears Recital. Muzzik
- 0.00 The Nat «King» Cole Show 17. Enregistré le 1<sup>er</sup> octobre 1957. Muzzik
- 1.00 Horowitz à Londres. Royal Festival Hall, 1982. Muzzik

THÉÂTRE

- 22.20 Le Faiseur. Pièce. Honoré de Balzac. Avec Michel Galabru. TV 5
- 0.40 Ciel, ma mère ! Pièce. Clive Exton. Avec Jean-Luc Moreau. France 3

TÉLÉFILMS

- 20.30 La Dame de Berlin. Pierre Boutron [2/2]. Ciné Cinémas
- 20.30 Le Curé de Tours. Gabriel Axel. Festival
- 20.55 Le Cocu magnifique. Pierre Boutron. France 3
- 22.20 Le Dernier Civil. L. Heyremann [1 et 2/2]. Festival
- 22.35 Brink, champion de roller. Greg Beeman. Disney Channel
- 22.40 Un ange tombé du ciel. Maria Theresia Wagner. Arte
- 22.45 Confidences interdites. Chris Baugh. O. TF 1
- 23.35 Fausse déclaration. Michael Keusch. O. M 6

SÉRIES

- 18.10 L'Inspecteur Lavardin. Le Diable en ville. 13<sup>ème</sup> RUE
- 20.00 3<sup>e</sup> planète après le Soleil. Stick with Dick (v.o.). Série Club
- 20.50 Charmed. Tant qu'il y aura l'amour. M 6
- 22.13 High Incident. Femme ou tigresse (v.o.). 13<sup>ème</sup> RUE
- 22.20 The Practice. Hiérarchies. Les mains sales (v.o.). Série Club
- 22.40 C-16. Un frère encombrant. M 6
- 1.30 Friends. Celui qui soignait les piqûres de méduses (v.o.). France 2

FILMS

- 13.00 Le Mariage de Maria Braun. Rainer Werner Fassbinder. Avec Hanna Schygulla, Ivan Desny (Allemagne, 1978, v.o., 120 min) O. Cinétoile
- 13.10 Un faux mouvement. Carl Franklin (EU, 1992, v.o., 105 min) O. Ciné Cinéma 1
- 13.10 La Folie du roi George. Nicholas Hytner (GB - EU, 1995, 110 min) O. Cinéstar 1
- 13.20 Gadjoo dilo. Tony Gatilif (France, 1997, 100 min) O. Canal + vert
- 14.30 Justin de Marseille. Maurice Tourneur (France, 1934, N., 100 min) O. Ciné Classics
- 16.10 Monsieur Smith au Sénat. Frank Capra (Etats-Unis, 1939, N., 105 min) O. Ciné Classics
- 18.15 David Golder. Julien Duvivier (France, 1930, N., 75 min) O. Cinétoile



COLLECTION CHRISTOPHE L.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- 14.50 Alerte à Malibu. O.
- 15.40 Flipper. O.
- 16.40 Dingue de toi. O.
- 17.10 Xéna la guerrière. O.
- 18.05 Sous le soleil. O.
- 19.05 Beverly Hills. O.
- 19.50 Bloc modes. O.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.50 Attention les enfants regardent... Confidences interdites. Téléfilm. Chris Baugh. O.
- 0.20 Formule foot.
- 0.50 TF 1 nuit, Météo.
- 1.00 Très pêche.
- 14.40 Samedi sport.
- 19.10 1 000 enfants vers l'an 2000.
- 19.45 et 20.50 Tirage du Loto.
- 19.50 Politiquement correct.
- 20.00 Journal, Météo.
- 21.00 Le Grand Défi.
- 23.15 Tout le monde en parle.
- 1.05 100 ans de sport.
- 1.10 Journal, Météo.
- 1.30 Friends. Celui qui soignait les piqûres de méduses (v.o.). O.
- 1.50 Bouillon de culture. Faut-il croire les prophéties de Nostradamus et de Malachie ?

FRANCE 2

- 14.35 Les Pieds sur l'herbe.
- 15.05 Destination pêche.
- 15.40 Couleur pays.
- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour.
- 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.10 Le Feuilletton de la vie. [1/8].
- 20.35 Tout le sport.
- 20.55 Le Cocu magnifique. Téléfilm. Pierre Boutron. O.
- 22.35 Cancer au féminin.
- 23.35 Météo, Soir 3.
- 0.00 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
- 0.30 et 2.00 Saturnales. Journal des spectacles.
- 0.40 Ciel, ma mère ! Pièce de Clive Exton.

FRANCE 3

- 14.00 Rugby. Championnat de France.
- 15.55 Football. Coupe d'Angleterre. Manchester United - Newcastle.
- En clair jusqu'à 19.35
- 17.55 Décode pas Bunny.
- 18.25 Batman 2000. [3/13]. O.
- 19.00 T.V. +.
- 19.20 Le Journal du Festival.
- 19.35 Football. Multifoot. Championnat de D 1 : 33<sup>e</sup> journée.
- 22.15 Jour de foot.
- 23.00 On vous rappellera... O.
- 23.05 Spiceworld, le film. Film. Bob Spiers. O.
- 0.30 Jeame et le garçon formidable. Film. Olivier Ducastel. O.

CANAL +

- 14.00 Rugby. Championnat de France.
- 15.55 Football. Coupe d'Angleterre. Manchester United - Newcastle.
- En clair jusqu'à 19.35
- 17.55 Décode pas Bunny.
- 18.25 Batman 2000. [3/13]. O.
- 19.00 T.V. +.
- 19.20 Le Journal du Festival.
- 19.35 Football. Multifoot. Championnat de D 1 : 33<sup>e</sup> journée.
- 22.15 Jour de foot.
- 23.00 On vous rappellera... O.
- 23.05 Spiceworld, le film. Film. Bob Spiers. O.
- 0.30 Jeame et le garçon formidable. Film. Olivier Ducastel. O.

ARTE

- 19.00 Tracks.
- 19.45 Météo, Arte info.
- 20.15 Palettes. La Dame à la licorne.
- 20.45 La Vie est un chantier. Téléfilm. Wolfgang Becker. O.
- 22.35 Contre l'oubli. François Jacob, France.
- 22.40 Grand format. Best Man.
- 0.10 La Troisième Partie de la nuit. Film. Andrzej Zulawski (v.o.). O.
- 1.55 Le Dessous des cartes. Les dérivés de la mondialisation.

M 6

- 19.20 Mariés, deux enfants. O.
- 19.50 Ciné 6 Spécial Cannes.
- 19.54 Le Six Minutes, Météo.
- 20.10 Notre belle famille. O.
- 20.40 Politiquement rock.
- 20.45 Question de métier.
- 20.50 Le Grand Hit. Les plus belles voix du moment.
- 22.55 X-Files, l'Intégrale. La colonie [1 et 2/2]. O.
- 0.35 Murder One, l'Affaire Rooney. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Agora. Jean-Pierre Pater.
- 21.00 Black And Blue.
- 22.10 Fiction. Histoire des Treize, d'Honoré de Balzac.
- 23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Concert franco-allemand. L'Art du chef d'orchestre. Par le Chœur de Radio France, Lubomir Matl, chef de chœur et l'Orchestre national de France, dir. Kurt Masur, Sergueï Leiferkus, baryton ; Œuvres de Schubert, Chostakovitch.
- 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Zanesi, Sciarrino, Genesis.
- 23.07 Jazz-club.

RADIO CLASSIQUE

- 20.15 Les Soirées. Œuvres de Bach.
- 20.40 Zino Francescatti, violon. Œuvres de Mozart, Beethoven, Schubert, Tchaïkovski, etc.
- 23.00 Daphné. Opéra de Strauss. Par le Chœur de l'Opéra et l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. Karl Böhm.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 15.00 Correspondance pour l'Europe.
- 15.30 Pi égale 3,14...
- 16.00 Sur les chemins du monde. Le Monde des îles. 16.55 Gaïa. 17.25 Australie, 50<sup>e</sup> de solitude. 18.25 Va savoir.
- 19.00 Histoire parallèle. Semaine du 22 mai 1949.
- 19.45 Météo, Arte info.
- 20.05 Le Dessous des cartes. La Cour pénale internationale.
- 20.15 The Fast Show. [2/12]. O.
- 20.45 L'Aventure humaine. Les Secrets de la mer Baltique.
- 21.40 Métropolis. Spécial Cannes 99 : quelques aspects du festival.
- 22.40 Un ange tombé du ciel. Téléfilm. Maria Theresia Wagner. O.
- 0.00 Music Planet. Toto la Momposina.
- 0.55 La Vie est un chantier. Téléfilm. Wolfgang Becker. O.

M 6

- 15.15 Roar, la légende de Conor. O.
- 16.10 Mission impossible, 20 ans après. O.
- 17.10 Mission casse-cou. O.
- 18.10 Les Nouveaux Professionnels. O.
- 19.05 Turbo.
- 19.40 Warning.
- 19.45 Mieux vaut prévenir.
- 19.50 Ciné 6 spécial Cannes.
- 19.54 Le Six Minutes, Météo.
- 20.10 Plus vite que la musique.
- 20.40 Ciné 6.
- 20.50 La Trilogie du samedi. Tant qu'il y aura l'amour. O.
- 21.45 L'Immortelle. Immunité. O.
- 22.40 C-16. Un frère encombrant. O.
- 23.35 Fausse déclaration. Téléfilm. Michael Keusch. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Nouveau répertoire dramatique. Théâtre allemand des années 90. Œuvres affamés, de Michael Wildenhain ; 21.30 France-Allemagne : des affinités électives ?
- 22.35 Opus. Philippe Hersant.
- 0.05 Le Gai Savoir. Daniel Vaxelaire.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Wozzeck. Opéra de Berg. Par la Maîtrise des Hauts-de-Seine, le Chœur d'enfants, le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Jeffrey Tate.
- 23.07 Présentez la facture.

RADIO CLASSIQUE

- 19.00 Intermezzo. Œuvres de Rimski-Korsakov, Glinka, Tchaïkovski.
- 20.00 Les Soirées. Liszt à Weimar (n° 2). Œuvres de Wagner : Tannhäuser (ouverture), par la Philharmonia, dir. Otto Klemperer ; Œuvres de Listz, R. Schumann, Cornelius.
- 22.00 Da Capo. Hans Schmidt-Isserstedt et Alfred Brendel, piano. Œuvres de Beethoven, Schubert, Mozart, Brahms.

le Monde TELEVISION

FRANCE 3

20.10 Croisière sur le Nil La documentariste Françoise Romand a suivi une vingtaine de touristes en croisière sur le Nil. Cette série, diffusée les samedis et dimanches jusqu'au 13 juin, est fondée sur l'idée que les voyages organisés sont a priori une mine pour le « docu-soap ». Elle parvient à éviter la caricature, tout en jouant son rôle de télé-miroir des comportements, mais elle reste quand même sans surprises.



## La bascule

par Pierre Georges

**IL IMPORTAIT** à ce feuilleton admirable, dans le souci du détail qui fait vrai, de savoir une chose. Ou plutôt deux. Bernard Bonnet, « haut fonctionnaire de l'année 1998, détenu de l'année 1999 », possédait, en propre, deux choses : une chatte, nommée Mimine, et un briquet noir.

Loin du tumulte des villes et des séances de « sport national » annoncées par son bon maître, la brave Mimine, hébergée par un couple ami des Bonnet, médite probablement sur l'ingratitude des foules et soigne ses peines de cœur d'une chatte préfectorale. C'est qu'elle en aurait beaucoup à dire, la brave Mimine. Et d'abord sur son bon maître aujourd'hui « comme fauve en cage ». Or on conviendra qu'un préfet, fût-il le plus rude des préfets, qui a appelé sa chatte Mimine ne saurait être considéré comme définitivement mauvais. Merci donc au Parisien pour cette contribution essentielle.

Bernard Bonnet possédait aussi un briquet. Un briquet noir, couleur de funeste présage, comme chacun le sait, aussi bien sur le continent que sur l'île. Un briquet noir et jetable. Or, voici que son directeur de cabinet, Gérard Pardini, qui fut aussi son parent et allié – car sachez, chers auditeurs, que la sœur du préfet vit officiellement avec le « dir cab » du préfet – Gérard Pardini, donc, a tout avoué, inscrivez greffier : oui, monsieur le juge, c'est bien avec le briquet noir de M. le préfet, que sur l'ordre du préfet, fut, nuitamment, mis le feu à la paillette dite de Chez Francis, alias Yves Féraud. (Tiens, au fait, que devient-il le bon Francis-Yves, toujours à ses travaux de reconstruction de paillette inconstructible ?)

Donc, à en croire son directeur

de cabinet et néanmoins allié, le préfet Bonnet aurait donné l'ordre du crime et fourni l'arme du crime. Ce qui aggraverait notablement son cas. D'autant que, autre précision donnée par Gérard Pardini, le préfet et lui-même auraient, après l'incendie, détruit volontairement la photocopieuse ayant servi à reproduire le fameux texte trouvé près de la paillette : « Féraud, balance des flics ».

Bref. Nous en étions là dans le feuilleton, à narrer tranquillement les derniers épisodes, dans une chronique vaguement moqueuse et qui, c'était prévu, devait basculer sur un aspect des débats affligeant – ce déchaînement ici et là, à propos de l'affaire Bonnet, d'un prodigieux racisme anti-corse – lorsque l'actualité est venue tout bousculer. Et comme doucher le chroniqueur.

Affaire Bonnet, soit, mais affaire Erignac d'abord. En urgent, les agences ont annoncé que la police avait procédé, ce vendredi matin, à une série de sept interpellations dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du prédécesseur de Bernard Bonnet. Une nouvelle qui évidemment chasse tout, qui relativise tout et, notamment, cette affaire corne-cul de la paillette.

Bien évidemment, on ignore tout, dans l'instant, de la réalité des preuves, indices et éléments en possession des autorités. Donc de la réalité des charges pouvant peser sur les personnes interpellées. On se gardera bien de dire que la police, enfin, a mis la main sur les assassins du préfet Erignac. Mais comment dire ? Si tel était le cas, ce serait enfin le vrai retour du vrai État de droit en Corse. Un pur bonheur politique pour le gouvernement.

## Trois fabricants de fromages mis en examen et écroués

**TROIS** responsables de la société Fromagerie d'époisses-Fromagers d'Armançon, dont les produits avaient été à l'origine de deux décès dus à une listériose, ont été mis en examen, jeudi 20 mai à Dijon, pour « homicides et blessures involontaires par manquement délibéré à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ». Jean-Pierre Fol, PDG de cette société basée à Epoisses (Côte-d'Or) et à Auxon (Aube), Benoît Overney, chef de la fabrication de la fromagerie, et Marc-Antoine Coste de Bagneaux, ancien responsable de la qualité, ont été placés sous mandats de dépôt et écroués.

Trois cas de listériose avaient été diagnostiqués en France au cours du mois de janvier. Une enquête épidémiologique devait alors établir que ces infections avaient pour origine la consommation de fromage fabriqués par la société dirigée par M. Fol. L'infection par le germe *Listeria monocytogenes* avait, dans deux cas, été mortelle, tuant une femme de 30 ans à Compiègne (Oise) et un bébé âgé de quatre jours, dont la mère avait consommé ce fromage, à Thonon (Haute-Savoie). A Dijon une femme âgée de 71 ans avait été victime d'une infection du système nerveux central.

Sur décision préfectorale, la fromagerie avait été fermée le 26 fé-

vrier et sa production retirée de la vente et détruite. Parallèlement, une information avait été donnée, à l'échelon national, par les autorités sanitaires afin que les consommateurs qui auraient encore détenu des fromages de cette marque les rapportent là où ils les avaient achetés (*Le Monde* du 17 mars). Inquiet quant à d'éventuels dysfonctionnements de ses services, Jean Glavany, ministre de l'Agriculture, avait alors demandé l'ouverture d'une enquête administrative, toujours en cours, menée conjointement par les inspections des ministères de l'Agriculture et de la Santé.

Les fabricants de fromage d'Epoisses reprochaient depuis plusieurs années à M. Fol de commercialiser des produits qui ne respectaient pas les règles très strictes de fabrication qui s'imposent pour pouvoir bénéficier de cette appellation d'origine contrôlée. Poursuivi en justice par ses concurrents M. Fol avait, au terme d'une longue procédure, été condamné pour « mise en vente de produits portant une appellation inexacte » le 26 février, par le tribunal correctionnel de Dijon, à 20 000 francs (3 048 euros) d'amende avec sursis et à 50 001 francs (7 622 euros) de dommages et intérêts.

Jean-Yves Nau

### DÉPÊCHE

**JUSTICE** : Christine Deviers-Joncour a été mise en examen, jeudi 20 mai, par les juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichniewsky dans l'instruction relative à l'achat de statuettes antiques, en 1990, grâce à de l'argent d'Elf-Aquitaine (*Le Monde* daté 9-10 mai). Deux de ces statuettes ont été saisies, le 10 mai, au domicile parisien de Roland Dumas, qui a admis en avoir reçu cinq de son ex-compagne, en guise de « cadeau ».

# Le déficit de la Sécurité sociale oscillera entre 5 et 10 milliards de francs en 1999

Martine Aubry veut poursuivre ses « réformes structurelles »

**LA « SECU »** n'est plus en état d'asphyxie financière, comme elle l'a été entre 1993 et 1997, mais elle reste convalescente. La commission des comptes de la Sécurité sociale, qui se réunira le 31 mai, doit annoncer que le déficit du régime général des salariés (maladie, retraite, famille et accidents du travail) a dépassé 15 milliards de francs l'an dernier et qu'il oscillera encore entre 5 et 10 milliards de francs à la fin de l'année 1999. Martine Aubry l'a reconnu, jeudi 20 mai, en marge de son déplacement sur les 35 heures à Mantes-la-Ville (Yvelines), en précisant que ce nouveau besoin de financement sera « inférieur à 10 milliards ».

L'objectif d'un retour à l'équilibre des comptes dès 1999 – promis par Lionel Jospin – ne sera donc pas atteint. Même si ce nouveau « trou » ne représente finalement que 0,5 % des quelque 1 250 milliards de francs des dépenses du régime général, a rappelé, jeudi, la ministre de l'emploi et de la solidarité. Loin de vouloir susciter l'affolement, M<sup>me</sup> Aubry

tenait surtout à allumer des contre-feux, après les déclarations alarmistes du vice-président (Medef) de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM). Sans nouvelles mesures d'économies, avait prévenu Georges Jollès, début mai, le déficit risque d'atteindre 15 milliards cette année. Une telle dérive conforterait les partisans, de plus en plus nombreux au sein du patronat, d'un départ de l'assurance-maladie.

Le déficit a, au moins, deux raisons. Fin 1998, le gouvernement a surestimé ses prévisions de croissance en 1999 (entre 2,2 % et 2,5 % au lieu de 2,7 %) et, par conséquent, les recettes de la « Sécu » en seront affectées. Il tablait sur une hausse de la masse salariale de 4,3 % ; au vu des rentrées de cotisations, elle ne devrait progresser que de 3,8 %, soit un manque à gagner de quelque 5 milliards de francs. Seconde raison : les dépenses des hôpitaux, mais surtout de médecins de ville, connaissent un accès de fièvre depuis le début de l'année (+ 3,8 % au premier trimestre par rapport aux

trois premiers mois de 1998). Or, pour assurer l'équilibre du régime des salariés, leur progression ne doit pas dépasser 1,1 %, et rester dans l'enveloppe de 629,8 milliards de francs votée par le Parlement.

### DONNANT-DONNANT

A ces deux raisons s'ajoute une nouvelle répartition des recettes des trois caisses nationales par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), qui gère la trésorerie du régime général. Elle pourrait aggraver le déficit 1998. Avec ce nouveau système, résume un document soumis aux administrateurs de l'Acoss, et révisé par l'AFP, les ressources de la « Sécu » seraient amputées de 3,1 milliards de francs : 5,8 milliards de moins pour la CNAM, 2,5 milliards de moins pour la branche famille et 5,2 milliards de plus pour la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, qui sortirait ainsi du rouge. Malgré ce dérapage, M<sup>me</sup> Aubry estime qu'il n'y a pas péril en la demeure, même si elle juge nécessaire d'amplifier les efforts de maîtrise des dépenses

médicales. « Il ne faut pas oublier que nous sommes passés, en deux ans, d'un déficit de 55 milliards à environ 5 milliards en 1999 », précise-t-elle au *Monde*. Et ce, « avec un tiers de recettes supplémentaires et deux tiers d'économies ». La ministre réaffirme son souci de « parvenir à l'équilibre par des mesures structurelles » et poursuit un travail de fond : évaluation sur trois ans de l'efficacité thérapeutique de toutes les classes de médicaments et harmonisation des taux de remboursement ; nouveaux schémas régionaux d'organisation sanitaire (SROS) pour mieux adapter les moyens hospitaliers aux besoins ; accord en vue avec les cardiologues (beaucoup plus hypothétique avec les ophtalmologues).

Après les conventions passées avec les radiologues et les pharmaciens, M<sup>me</sup> Aubry ne désespère pas d'amener, une à une, l'ensemble des professions de santé à s'engager dans une politique de « donnant-donnant » avec l'Etat.

Jean-Michel Bezat

**Compagnons parfaits du HP NetServer :**

**HP Vectra VLi8** D7847T et D7828A  
Format extra-plat

- Processeur Intel® Pentium®II 400MHz
- Mémoire 64 Mo
- Disque dur 8.4 Go
- CD-ROM 24x et son 16 bits
- Carte Matrox G200 8 Mo
- Carte réseau 10/100BT
- Windows NT 4.0
- Clavier multimédia et souris à molette
- Écran 15" D2826A

Prix HT **9290 F** 1416.25 €  
Prix TTC **11204 F** 1708.04 €  
Par mois\* **273 F HT**

HP SupportPack : H5480A Intervention sur site le lendemain, 3 ans  
Prix HT **1010 F** 153.97 €  
Prix TTC **1218 F** 185.69 €  
\*Ce prix inclut l'écran

**HP LaserJet 4050** C4251A

- Des solutions d'impression innovantes
- Gestion avancée des travaux d'impression
- Qualité d'impression et vitesse améliorées
- Diminution du coût global de propriété

Prix HT **7990 F** 1218.07 €  
Prix TTC **9636 F** 1469 €  
HP SupportPack : H5479A Intervention sur site le lendemain, 3 ans  
Prix HT **1711 F** 260.84 €  
Prix TTC **2063 F** 314.50 €

**HP SureStore DAT8i** C1528K

- Capacité : jusqu'à 8 Go compressés
- Taux de transfert : jusqu'à 1 Mo/sec compressés
- Formats : ANSI/ISO/EICMA DDS, DDS-DC et DDS-2
- HP Disaster Recovery pour réinstaller le Système d'exploitation, les applications et les données en une seule opération
- HP Tape Alert : surveillance du lecteur et de la bande
- Vérification de l'installation avec HP Tape Assure

Prix HT **4690 F** 714.99 €  
Prix TTC **5656 F** 862.25 €  
Par mois\* **138 F HT**

Performance

Bureautique

Mobilité

**Stop!**  
Arrêtez-vous sur les offres HP.

Vous voulez rendre votre réseau encore plus performant ? Hewlett-Packard a forcément une solution à un prix abordable : comme le nouveau HP NetServer E 60, un serveur fiable et facile à gérer équipé du processeur Intel® Pentium®III, ou du processeur Intel® Pentium®III. Vous trouverez également dans l'offre complète HP des solutions d'impression en réseau et des systèmes de sauvegarde, le tout avec la qualité et la fiabilité reconnue aux produits HP. Notre gamme est disponible auprès de nos distributeurs certifiés HP Connect qui vous apportent un service à la hauteur de vos attentes. Contactez-nous !

**HP Netserver E60** D7142A

- Processeur Intel® Pentium®III 400MHz
- Mémoire 64 Mo
- Double contrôleur Ultra wide SCSI
- Carte PCI 10/100 TX intégré
- HP TopTools for server 4.1
- Travan T20i
- Logiciel Stac Replica (disaster recovery)
- Clavier et souris (écran non inclus)
- Garantie 1 an sur site

Prix HT **16500 F** 2515.41 €  
Prix TTC **19899 F** 3033.58 €  
HP SupportPack : H5597A Intervention sur site 1/2 journée, 3 ans  
Prix HT **4640 F** 707.36 €  
Prix TTC **5596 F** 853.08 €

Par mois\* **485 F HT**

**www.achat.hp.com**

ou contactez votre distributeur HP Connect, Offres valables du 17 mai au 30 juin 1999

**HEWLETT®  
PACKARD**